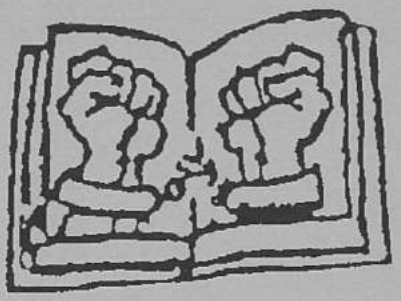
Cahiers du mouvement ouvrier

POLOGNE-HONGRIE 1956 (I)



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

31 - Troisième trimestre 2006 (juillet-août-septembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

• **Présentation** ..... **p. 5**

• **Thomas Paine :**
***"La Crise américaine, n° 1"* (1776)** ..... **p. 9**

• **Marc Teulin :**
Juin 1936 dans les publications du cinquantenaire ..... **p. 19**

• **José Pozo :**
Le POUM et le comité central des milices
(première partie) (1936) ..... **p. 27**

• **Jean-Jacques Marie :**
A quoi sert aujourd'hui
le "complot des blouses blanches" (1953) ? ..... **p. 37**

• **Chronologie**
de la révolution en Pologne et en Hongrie ..... **p. 45**

• **Karol Dombrovski :**
Comment tout a commencé :
la grève de Poznan (juin 1956) : ..... **p. 53**

• **Ryszard Turski et Eligiusz Lasota :**
L'Octobre polonais ..... **p. 61**

• **Andropov, Joukov, Mikoian, Serov, Souslov :**
le plan politique et militaire du Kremlin
en Hongrie ..... **p. 69**

• **L'appel du conseil central ouvrier du Grand-Budapest**
à tous les conseils ouvriers d'usine, d'arrondissement
et de département (27 novembre 1956) ..... **p. 97**

• **Réunion du bureau politique du Parti communiste italien (30 octobre 1956) sur la situation du parti en liaison avec les événements de Hongrie** ..... **p. 103**

• **Notes de lecture** ..... **p. 119**

• **Chronique des falsifications** ..... **p. 123**

Présentation

CE n° 31 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, le premier de deux numéros consacrés au cinquantième anniversaire des révolutions de Pologne et de Hongrie en 1956, comporte 128 pages. Nous avons en effet enfin reçu la réponse de la Commission paritaire des publications et agences de presse chargée d'attribuer les numéros de commission paritaire, alors même que ce n° 31 des *Cahiers* était en voie d'achèvement. Nous rappelons à nos lecteurs que le numéro de commission paritaire nous avait été supprimé pour une différence jugée excessive par rapport à la règle d'un mois entre deux numéros de l'année 2003. Nous sommes donc en mesure de rétablir une pagination normale, soit 160 pages, à partir du n° 32.

Ce numéro rassemble, outre des éléments permettant de suivre le déroulement de cette double révolution, des documents d'archives soviétiques inédits (la correspondance ultra-secrète entre les deux représentants de l'appareil du Kremlin présents à Budapest, Mikoian et Souslov, l'ambassadeur soviétique à Budapest, Andropov, le futur président du KGB et futur, quoi qu'éphémère, secrétaire général à la direction du parti stalinien russe, le président d'alors du KGB, Serov, etc.) et un procès-verbal de la réunion du bureau politique du PC italien du 30 octobre 1956.

Ces documents soulignent deux points occultés en général dans les diverses histoires des événements de Hongrie et de Pologne :

1) Le Kremlin, confronté à la demande d'évacuation des troupes russes de Hongrie et de Pologne, n'a pas une seule seconde envisagé ce retrait ; les annonces qu'il a faites en sens inverse au gouvernement régulier hongrois d'Imre Nagy n'étaient qu'un trompe-l'œil.

2) Tito et l'ambassade de Yougoslavie ont travaillé la main dans la main avec Khrouchtchev, ses émissaires et Andropov pour briser, puis liquider politiquement l'équipe Imre Nagy, préalable à son élimination physique. Quelques jours à peine après la mise en place par les chars russes du gouvernement contre-révolutionnaire de Kadar, l'ambassade de Yougoslavie, où Nagy et ses camarades se sont réfugiés, invite ces derniers à lui faire allégeance… donc à déclarer la révolution contre-révolutionnaire.

Ce numéro comprend quelques courts articles sans rapport immédiat avec ces deux révolutions.

Sam Ayache présente un long extrait d'un écrit du fameux démocrate révolutionnaire américain Thomas Paine, qui renvoie aux sources du combat pour la démocratie.

Sur la base de documents d'archives encore inutilisés jusqu'alors, José Pozo étudie dans un long article que nous publierons en deux parties la politique du POUM face aux conseils qui se sont constitués dès le début de la révolution espagnole en 1936, en particulier face au conseil central des milices par lequel ces comités tentaient de se centraliser comme organe d'un pouvoir ouvrier et paysan, indépendant de l'Etat bourgeois que toutes les forces attachées à la propriété privée s'attachaient à reconstruire. Il dégage ainsi, sous l'enveloppe des déclarations, la réalité de la politique menée par les dirigeants du POUM.

Marc Teulin fait un inventaire, certes incomplet, mais illustratif, des plus récentes publications sur Juin 36, qui, en effaçant la réalité européenne et même mondiale du mouvement de grèves, son ampleur et sa profondeur, visent à en escamoter la signification réelle.

L'article de Jean-Jacques Marie sur les "blouses blanches" répond à une campagne de plus en plus insistante visant à mettre sur le même plan l'antisémitisme nazi et l'antisémitisme stalinien. Cette campagne est récemment orchestrée par la publication du roman des frères Vaïner, *La Corde et la Pierre,* et par l'étude de Brent et Naoumov, *Le Dernier Crime de Staline,* prétendant qu'à la fin de sa vie, Staline préparait une "shoah soviétique", c'est-à-dire la déportation et l'extermination massives des trois millions et demi de Juifs soviétiques. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de la monstruosité personnelle de Staline et de son équipe de bureaucrates sanguinaires, massacreurs qui ont, entre 1937 et 1944, déporté une douzaine de peuples (des Coréens soviétiques aux Tchétchènes), mais aucun document ne prouve que Staline avait un tel projet et qu'il avait pris des mesures tendant à sa réalisation. Celles qu'annonce le communiqué du 13 janvier annonçant un prétendu complot de médecins assassins sont dérisoires, non par elles-mêmes et pour leurs victimes, mais par rapport au but qu'on lui prête.

Une telle campagne tend à suggérer que le système stalinien issu de la dégénérescence de la révolution d'Octobre et donc la révolution russe elle-même débouchaient sur la même monstruosité que le régime nazi : la liquidation du peuple juif. Distorsion des faits, trafic de documents, inventions gratuites (si l'on peut dire...), tout est bon pour parvenir à une telle conclusion lancée par des politiciens américains démocrates et républicains dès le milieu des années 1960, bien avant les historiens révisionnistes, pour tenter de persuader que la propriété d'Etat engendre inéluctablement le totalitarisme et que la propriété privée, quoique source de surexploitation, de destruction de forces productives et de chômage, serait garante des libertés !

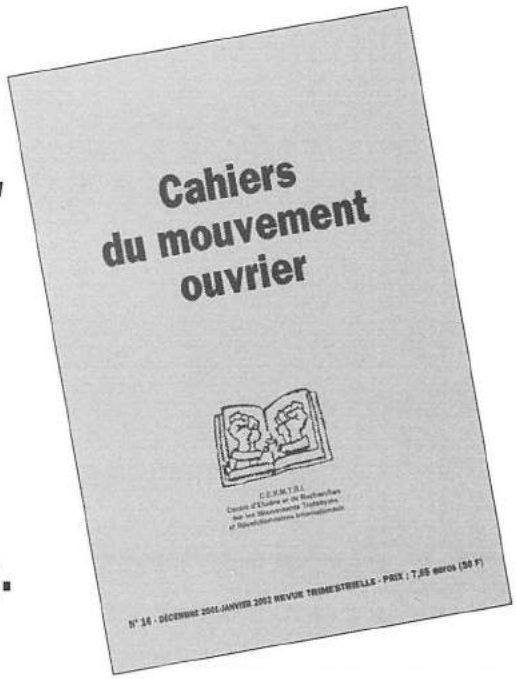
Nous attirons enfin l'attention de nos lecteurs sur deux parutions :

— Le *Cahier du CERMTRI* consacré à *Pologne-Hongrie 1956* sort en même temps que ce numéro. Il reproduit des documents de l'époque (extraits de *La Vérité,* de *La Vérité des travailleurs*, de *Quatrième Internationale,* du bulletin *Voix ouvrière*, de *Correspondance socialiste internationale*, de *L'Humanité*...).

— Le n° 2 des *Cahiers du mouvement ouvrier* en russe est paru début juillet 2006 à Moscou, consacré à la publication de textes sur la question nationale dans le Parti communiste bolchevique de Russie de 1917 à 1927 (1).

(1) Pour se procurer ces deux publications, se reporter à la page 111 de ce numéro et au bon de commande ci-joint.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Collection complète (nos 1 à 30) :
— 100 euros + 20 euros de frais de port (France) ;
— 100 euros + 30 euros de frais de port (étranger).

Cahiers du mouvement ouvrier
(volume de 160 pages)
Prix du numéro : **8 euros**
Abonnement annuel (quatre numéros) :
— France : **29 euros** ;
— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15
❒ à partir du n° 16 ❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19
❒ à partir du n° 20 ❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23
❒ à partir du n° 24 ❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26 ❒ à partir du n° 27
❒ à partir du n° 28 ❒ à partir du n° 29 ❒ à partir du n° 30 ❒ à partir du n° 31

Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)**

La collection des nos 1 à 30 : 100 euros + 20 euros de frais de port ❒
Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Thomas Paine : *"La Crise américaine, n° 1"* (1776)

(Sam Ayache)

Arrivé en Amérique en novembre 1774, Thomas Paine a acquis une renommée immense en publiant en 1776 *Le Sens commun* (signé *"Un Anglais"*), un pamphlet dans lequel il explique que ce qui oppose les Américains aux Britanniques n'est plus une "querelle de famille" au sein de l'Empire, mais que les Américains, formant désormais une nation, doivent revendiquer l'indépendance des Treize Colonies : *"C'est le moment de se séparer"*, écrit-il. Entre janvier et mars 1776, *Le Sens commun* est imprimé à 120 000 exemplaires en Amérique et l'idée d'indépendance suscite l'enthousiasme du peuple et de ses représentants. La *Déclaration d'indépendance*, rédigée par Thomas Jefferson, est ratifiée par le Congrès le 4 juillet 1776.

Or, comme il arrive souvent au cours d'une révolution, à l'enthousiasme du début succède le découragement et l'appréhension de la défaite. A la fin l'année 1776, l'armée américaine bat en retraite à New York et au New Jersey. Elle doit autant son salut à l'énergie de George Washington qu'aux erreurs des généraux britanniques, Howe et Clinton en particulier. Le corps expéditionnaire britannique — il n'y a que quelques régiments anglais, la plupart des soldats du roi George sont en fait des mercenaires allemands, venus de la Hesse — est supérieur en nombre et en équipement. Ce sont des soldats de métier, tandis que les Américains — comme plus tard les "soldats de l'an II" de la Révolution française — sont des volontaires, inférieurs en nombre et en matériel, aidés par des "milices" locales formées de simples citoyens. L'issue de la guerre est donc très incertaine. Le moral des "insurgents" étant au plus bas, Washington demande à Paine, qui manie la plume avec plus d'aisance que le sabre, d'écrire un nouveau pamphlet pour galvaniser ses troupes.

Ce document paraît le 19 décembre 1776 à Philadelphie, sous le titre *"La Crise américaine, n° 1"* (signé *"Le Sens commun"*, mais chacun connaît désormais Thomas Paine). Les premiers mots de la *Crise* sont célèbres : *"Voici venu le temps qui met à l'épreuve l'âme des hommes."* Entre décembre 1776 et avril 1777, Paine publie trois "numéros" de la *Crise*. Et le lecteur attentif trouve sans surprise dans cette œuvre les thèmes qui seront repris au cours de la Révolution française : les citoyens sont appelés à *"former des bataillons"* pour vaincre les *"féroces soldats"* de l'armée d'invasion. Paine formule aussi des revendications comme la confiscation des biens des "tories", partisans de la monarchie et hostiles à l'indépendance, pour financer la guerre : à Paris, le *"citoyen Paine"*, élu député de Calais à la Convention, proposera les mêmes mesures coercitives contre les nobles émigrés. *La Crise américaine* est donc un texte précurseur, qui annonce les discours de la Révolution française.

Extraits du *Sens commun*

VOICI venu le temps qui met à l'épreuve l'âme des hommes. Le soldat de l'été et le patriote des beaux jours, dans ces temps de crise, abandonneront le service de ce pays. Mais celui qui reste **maintenant** mérite l'amour et les remerciements des hommes et des femmes. Tout comme l'Enfer, il n'est guère facile de vaincre la Tyrannie. Cependant, nous avons cette consolation que plus le conflit est dur, plus glorieux en est le triomphe. Ce que nous obtenons à bon marché, nous le tenons en piètre estime : c'est seulement la cherté qui donne à chaque chose sa valeur. Le Ciel sait comment donner un juste prix à ses bontés. Et il serait étrange, en effet, qu'un article aussi céleste que la **liberté** n'atteigne pas un prix élevé. La Grande-Bretagne, avec une armée pour imposer sa tyrannie, a déclaré qu'elle disposait du droit (*non seulement d'appliquer un **impôt***), mais *"de nous **lier** dans tous les cas"*, et si être lié de cette manière ce n'est pas de l'esclavage, alors, il n'existe pas d'esclavage sur terre. Même l'expression est impie, car un pouvoir aussi illimité ne peut appartenir qu'à **Dieu** (...).

Il est surprenant de voir avec quelle rapidité une grande peur peut traverser un pays. Toutes les nations et toutes les époques en ont été témoin : la Grande-Bretagne a tremblé comme une feuille en apprenant l'existence d'une flotte française de bateaux à fond plat ; et au XIV[e] siècle, toute l'armée anglaise, après avoir ravagé le royaume de France, a dû se retirer pétrifiée de peur ; et cet exploit courageux a été réalisé par quelques forces éparses regroupées et conduites par une femme, Jeanne d'Arc. Puisse le Ciel inspirer quelque jeune fille du Jersey pour revigorer ses compatriotes et épargner à ses bons compagnons d'infortune le pillage et la violence. Cependant, les grandes peurs, dans certains cas, ont leur utilité ; elles produisent autant de bien que de mal. Leur durée est toujours brève ; l'esprit s'en remet bientôt et acquiert une attitude plus ferme qu'auparavant. Mais leur avantage particulier, c'est d'être la pierre de touche de la sincérité et de l'hypocrisie, et qu'elle met en lumière les choses et les hommes, qui demeureraient autrement voilés à jamais (...). Plus d'un tory *(partisan du roi d'Angleterre — NDT)* déguisé a relevé la tête, qui proférait des jurons en public le jour où Howe est arrivé sur la Delaware.

"Notre force était inconsistante"

Comme j'étais avec les troupes à Fort Lee et engagé avec elles à la limite de la Pennsylvanie, je suis au courant de beaucoup de choses que ceux qui habitent plus loin ne connaissent pas ou très peu. Notre situation était extrêmement compromise, l'endroit étant une bande de terre étroite entre la rivière North et le Hackensack. Notre force était inconsistante, ne représentant que le quart de celle que Howe pouvait nous opposer. Nous n'avions aucune armée disponible pour prendre la relève de la garnison si nous nous étions enfermés et placés sur la défensive. Nos munitions, notre artillerie légère et la majeure partie de nos vivres avaient été retirées de crainte que Howe ne tente de pénétrer dans les Jerseys, auquel cas le Fort Lee ne nous aurait été d'aucune utilité, car il faut bien que tout homme doué de raison, qu'il soit ou non

dans l'armée, sache que ces sortes de fortins ne remplissent que des usages temporaires et ne sont utiles que tant que l'ennemi dirige ses forces contre l'objet particulier que ces fortins sont chargés de défendre.

Telle était notre situation à Fort Lee le matin du 20 novembre, quand un officier est arrivé pour nous informer que l'ennemi avait débarqué avec 200 bateaux à environ sept ou huit miles en amont : le major général Green, qui commandait la garnison, l'a aussitôt placée sous les armes et a envoyé une estafette à Son Excellence le général Washington à la ville d'Hackensack, distante de six miles par le ferry. Notre premier objectif était de nous rendre maîtres du pont sur la Hackensack, qui se trouvait en amont entre l'ennemi et nous, à environ six miles d'eux et trois miles de nous. Le général Washington est arrivé en environ trois quarts d'heure, et il a marché à la tête des troupes en direction du pont, pour lequel je m'attendais à ce que nous ayons une escarmouche. Cependant, les ennemis ont choisi de ne pas nous le disputer, et le gros de nos troupes a passé le pont, le reste a passé le ferry, à part ceux qui sont passés par un moulin à eau sur une petite crique, entre le pont et le ferry, et se sont dirigés à travers un terrain marécageux en amont vers la ville de Hackensack, et de là ils ont passé le fleuve. Nous avons emporté autant de bagage que les chariots pouvaient contenir, le reste a été perdu. Le seul objectif était d'emmener la garnison, de l'éloigner jusqu'à ce qu'elle puisse être renforcée par les milices de Jersey ou de Pennsylvanie, de façon à pouvoir faire front. Nous sommes restés quatre jours à Newark, regroupant dans nos avant-postes des éléments de la milice du Jersey, et nous avons marché deux fois à la rencontre de l'ennemi, quand on nous a informés qu'il avançait, bien que nous étions largement inférieurs en nombre. Howe, selon mon humble avis, a commis une grave erreur de commandement en ne jetant pas une partie de ses forces depuis Staaten Island jusqu'à Amboy, auquel cas il aurait pu s'emparer de toutes nos réserves à Brunswick et intercepter notre marche en Pennsylvanie. Mais si nous croyons que le pouvoir de l'Enfer est limité, nous devons également admettre que ses agents sont sous le contrôle de la Providence.

Je ne vais pas tenter de donner le détail de notre retraite jusqu'au Delaware ; il suffit pour l'heure de dire que les officiers et les hommes du rang, bien que grandement harassés et épuisés, souvent sans repos, sans couverture et sans provisions, conséquences inévitables d'une longue retraite, ont supporté tout cela avec honneur et discipline. Tous leurs vœux se résumaient en un seul mot : que le pays se redresse et les aide à chasser l'ennemi. Voltaire a remarqué que le roi Guillaume n'apparaissait sous son meilleur jour que dans les difficultés et dans l'action. La même remarque peut s'appliquer au général Washington, car ce trait de caractère lui va bien. Il y a une fermeté naturelle dans certains esprits qui ne peut être dévoilée par des vétilles, mais qui, une fois dévoilée, révèle un trésor de puissance (...).

Je conclurai cet article en faisant différentes remarques sur l'état de la situation, et je commencerai en posant la question suivante : pourquoi est-ce que l'ennemi a délaissé les provinces de la Nouvelle Angleterre et porté le siège de la guerre dans celles du centre ? La réponse est simple : la Nouvelle Angleterre n'est pas infestée de tories, alors que nous le sommes. J'ai fait preuve de faiblesse en dénonçant ces hommes et j'ai utilisé d'innombrables arguments pour montrer le danger qu'ils représentaient, mais il ne sert à rien de sacrifier un monde pour dépeindre leur folie ou leur bassesse. Désormais, le moment est arrivé où il faut qu'ils changent ou que nous changions nos sentiments, ou que l'un de nous deux soit défait. Et qu'est qu'un tory ? Grand Dieu ! Quel est-il ? Je ne craindrais pas d'aller avec une centaine de whigs *(partisans de l'indépendance américaine — NDT)* contre un millier de tories s'ils tentaient de prendre les armes. Chaque tory est un lâche, car la crainte de l'intérêt personnel et de la servilité, digne d'un esclave, sert de fondement au torysme. Et un homme sous une telle influence, bien qu'il puisse être cruel, ne peut jamais être courageux.

Mais avant qu'une ligne de séparation irréversible ne soit tracée entre nous, raisonnons ensemble sur cette question : votre conduite est une invitation faite à l'ennemi, et pourtant aucun d'entre vous sur un millier n'a eu assez de cœur pour se joindre à lui. Vous décevez autant Howe que vous portez atteinte à la cause américaine. Il espère que vous prendrez les armes et que vous vous rallierez à son étendard, le mousquet à l'épaule. Il n'a que faire de votre opinion, sinon que vous le souteniez personnellement. Ce sont des soldats, et non des tories, qu'il veut.

J'ai ressenti une fois ce genre de colère qu'un homme doit ressentir contre les principes mesquins qui sont soutenus par les tories : un tory bien connu, qui tenait une taverne à Amboy, était sur le pas de sa porte, tenant un enfant de huit à neuf ans par la main, le plus bel enfant que j'aie jamais vu, et après avoir donné son avis aussi librement qu'il lui semblait prudent de le faire, il a fini son discours par cette expression très peu paternelle : *"Eh bien ! Laissez-moi vivre en paix."* Il n'y a pas un homme qui vit sur le continent mais qui pense vraiment qu'une séparation doit un jour ou l'autre se produire, et un parent généreux, qui ne dise : *"S'il doit y avoir des troubles, que ce soit quand je suis en vie, et que mon enfant puisse vivre en paix"*, et cette seule réflexion, bien employée, est suffisante pour réveiller en chacun le sens du devoir (...).

"L'Amérique n'a pas voulu, elle ne veut pas non plus, faire usage de la force"

L'Amérique n'a pas voulu, elle ne veut pas non plus, faire usage de la force. Mais elle a voulu une application appropriée de cette force. La sagesse ne s'acquiert pas en un jour, et il n'y a rien d'étonnant à ce que nous commettions des erreurs au départ. Par faiblesse, nous étions peu enclins à lever une armée, et nous avons confié notre salut à la défense temporaire d'une milice pleine de bonne volonté. Or l'expérience d'un été nous a donné une meilleure leçon ; désormais, avec ces troupes, tandis qu'elles étaient rassemblées, nous avons pu mettre des limites au progrès de l'ennemi, et Dieu merci ! nos troupes se rassemblent à nouveau. J'ai toujours considéré les milices comme les meilleures troupes du monde pour un coup de force ponctuel, mais elles ne conviennent pas pour une longue campagne. Il est probable que Howe tentera de prendre cette ville *(Philadelphie — NDT)*, s'il échoue de ce côté de la Delaware, il est perdu ; s'il réussit, notre cause n'est pas perdue. Il mise toutes ses forces contre une partie des nôtres ; en admettant qu'il réussisse, le résultat sera que les armées des deux extrémités du continent se mettront en marche pour venir en aide à leurs amis en détresse dans les Etats du centre. Car Howe ne peut pas aller partout, c'est impossible. Je considère que Howe est le plus grand ennemi des tories ; il porte la guerre, dont ils étaient tenus à l'écart, dans leur pays, si ce n'est à cause de lui, c'est en partie de leur propre fait. S'il est expulsé maintenant, je souhaite, avec toute la dévotion d'un chrétien, que les noms de whig et de tory ne soient plus mentionnés ; mais si les tories l'encouragent à venir ou lui prêtent assistance s'il vient, je souhaite tout aussi sincèrement que nos armées de l'an prochain puissent les expulser du continent, et que le Congrès s'approprie leurs biens pour aider ceux qui ont souffert en faisant leur devoir. Un seul succès remporté sur le champ de bataille l'an prochain réglerait tout. L'Amérique pourrait mener une guerre de deux ans en confisquant la propriété des personnes expulsées et se réjouir de leur expulsion. Et on ne pourra pas parler de vengeance, mais plutôt de léger ressentiment d'un peuple qui souffre, qui, n'ayant d'autre objet en vue que le **bien** de **tous**, a misé tous ses biens sur une issue qui apparaissait douteuse. Cependant, c'est folie de raisonner contre une détermination endurcie ; l'éloquence peut frapper l'oreille et le langage du chagrin peut attirer les larmes de la compassion, mais rien ne peut at-

teindre le cœur quand il est pétri de préjugés (...).

Le cœur qui ne ressent rien aujourd'hui est mort : le sang de ses enfants maudira la lâcheté de celui qui recule au moment où il suffit de peu pour sauver l'ensemble et faire le bonheur de **tous**. J'aime l'homme qui parvient à sourire quand tout va mal, qui peut rassembler ses forces dans la détresse et s'enhardir par la réflexion. C'est l'affaire des esprits étroits que de reculer ; mais celui dont le cœur est vaillant, et dont la conscience approuve la conduite, suivra ses principes jusqu'à la mort. La ligne de ma propre réflexion est aussi claire et droite qu'un rayon de lumière. Tout l'or du monde, à ce que je crois, n'aurait pu me conduire à soutenir une guerre offensive, car je pense que c'est un meurtre ; mais si un voleur s'introduit chez moi, brûle et détruit ma propriété, et tue ou menace de tuer moi ou ceux qui sont chez moi, et veut me *"**lier** dans tous les cas"* à sa volonté absolue, dois-je le souffrir ? Qu'est-ce que cela signifie pour moi, si celui qui commet cet acte est un roi ou un roturier, s'il est mon compatriote ou s'il ne l'est pas ? Que cela soit le fait d'un brigand individuel ou d'une armée de brigands ? Si nous allons à la racine des choses, nous ne trouverons aucune différence, et nous ne pourrons pas non plus trouver une seule raison valable pour punir dans un cas et pardonner dans l'autre. Qu'ils me traitent de rebelle, eh bien, je ne me sens guère concerné ; mais je ressentirais la misère de tous les diables si je devais prostituer mon âme en faisant un serment d'allégeance à celui qui a le caractère d'un sot, d'un imbécile, d'un être borné, sans scrupules et brutal. Je conçois pareillement avec horreur d'être à la merci d'un être qui, au jugement dernier, jettera des cris aux rochers et aux montagnes pour se protéger et sera terrorisé par l'orphelin, la veuve et celui qu'on assassine en Amérique (...).

Il y a des gens aussi qui ne voient pas l'étendue complète du mal qui les menace. Ils se bercent tout seuls de l'espoir que l'ennemi, s'il réussit, fera preuve de pitié. C'est de la folie insensée d'espérer de la pitié de la part de ceux qui ont refusé de rendre la justice ; et même la pitié, quand il s'agit de conquête, n'est qu'une ruse de guerre : la ruse du renard est aussi meurtrière que la violence du loup. Nous devons nous garder des deux. Le premier objectif de Howe est, en partie par la menace et en partie par la promesse, de terroriser ou de persuader le peuple de rendre les armes et d'être pardonné (...).

"Je ne vois aucune raison d'avoir peur"

Je remercie Dieu de ne pas avoir peur. Je ne vois aucune raison d'avoir peur. Je connais bien notre situation et je peux en voir l'issue. Au moment où notre armée s'est rassemblée, Howe ne s'est pas risqué à livrer bataille, et ce n'est pas à son honneur d'avoir décampé des White Plains et d'avoir attendu une petite occasion pour ravager les Jerseys sans défense ; mais c'est tout à notre honneur si nous sommes parvenus, avec une poignée d'hommes, à accomplir une retraite en bon ordre sur près d'une centaine de miles *(environ 110 km — NDT)*, en emportant nos munitions, toutes nos pièces de campagne, la plus grande partie de nos vivres et en franchissant quatre fleuves. Personne ne peut dire que notre retraite a été précipitée, car nous avons mis près de trois semaines à l'accomplir, pour que le pays ait le temps de souffler. A deux reprises, nous sommes revenus sur nos pas pour rencontrer l'ennemi et nous avons tenu jusqu'à la nuit tombée. On n'a pas vu de signe de peur dans notre camp, et s'il ne s'était pas trouvé quelques habitants, par lâcheté et par désœuvrement, pour lancer de fausses alarmes dans le pays, les Jerseys n'auraient jamais été ravagées. Encore une fois, nous sommes rassemblés et nous rassemblons ; notre nouvelle armée aux deux extrémités du continent recrute rapidement, et nous pourrons ouvrir la prochaine campagne avec soixante mille hommes, bien armés et bien habillés. Telle est notre situation et la connaît qui veut. Par la persévérance et la force de caractère, nous avons la perspective

d'une issue glorieuse ; par lâcheté et soumission, nous avons celle du triste choix de différents maux — un pays ravagé — une ville désertée — des habitations sans sécurité et l'esclavage sans espoir —, nos foyers transformés en casernes et en lieux de débauche pour les Hessiens, et une génération future qu'il faudra nourrir, mais dont on ne saura pas qui en sont les vrais pères. Regardez ce tableau et pleurez ! Et s'il reste encore un seul dépravé sans cervelle qui n'y croit pas, qu'il le subisse sans que nous versions de larmes.

Sam Ayache nous a adressé un double d'un courrier qu'il avait envoyé à la revue *Historia* à propos de Thomas Paine, et que cette dernière n'a pas publié

Au sujet d'une proposition de Thomas Paine

Sartrouville, le 16 février 2004

Sam Ayache,
61 bis, rue de la Convention,
78500 Sartrouville

M^me^ Patricia Crété,
rédacteur en chef de la revue *Historia*,
74, avenue du Maine,
75014 Paris

Objet : Article sur Thomas Paine
paru dans le n° 686 de votre revue.

Madame le Rédacteur en chef,

C'est avec un certain amusement que j'ai lu l'article de Pierre-Henri de Menthon au sujet de Thomas Paine, dont M^me^ Boutin, députée UMP des Yvelines, affirme vouloir réaliser l'un des projets — c'est du moins ce qu'elle dit et ce que la lecture de l'article laisse entendre.

Avant d'aborder l'essentiel du sujet, je voudrais relever quelques détails qui paraissent mériter débat.

M. Pierre-Henri de Menthon attribue le titre d'économiste à Thomas Paine. C'est là une appellation bien flatteuse et quelque peu anachronique. Thomas Paine a exercé bien des métiers — il aurait même été prédicateur religieux —, mais, s'il s'est intéressé à l'économie, c'est en tant que révolutionnaire : Thomas Paine a pris une part active aussi bien à la révolution américaine qu'à la Révolution française. Toute l'œuvre de Thomas Paine est celle d'un **républicain anticlérical.** Et si l'article de M. Pierre-Henri de Menthon fait bien référence à la participation de Thomas Paine à la rédaction de la Constitution française, il omet toutefois de mentionner qu'il s'agit de la Constitution de l'an I (24 juin 1793), c'est-à-dire la Constitution "jacobine", la plus démocratique que le pays ait jamais connue.

De même, la bibliographie citée en fin d'article ne fait aucunement référence à l'œuvre anticléricale majeure de Thomas Paine, à savoir *Le Siècle de la Raison*, de nouveau publié aux éditions L'Harmattan en 2003 !

Cette omission me semble grave, car elle jette un sérieux doute quant à la validité de la filiation supposée entre le conventionnel anticlérical Thomas Paine et la députée de l'UMP Christine Boutin, dont les liens avec l'Eglise catholique sont de notoriété publique.

Mais venons-en au cœur même de l'article. M^me^ Boutin affirme reprendre la démarche de Thomas Paine, afin d'instaurer un "dividende universel", et cette proposition aurait été approuvée par M. Raffarin.

Regardons de plus près la proposition de Thomas Paine : elle repose sur la notion de propriété collective et étatique de la terre cultivée. Pour Thomas Paine, la terre est ***"la propriété commune de la race humaine"*** (souligné par Thomas Paine) : il s'agit d'une forme extrême de collectivisme. Et c'est cette notion de propriété collective qui fonde la légitimité de ce que doit verser le cultivateur

pour s'acquitter de sa dette envers la collectivité. Cet "impôt", qui est considéré comme un *loyer foncier* par Thomas Paine, permet d'abonder le fonds de cet *"héritage universel"* attribué à égalité à chaque citoyen.

Oubliant le point de départ du raisonnement de Thomas Paine fondé sur le collectivisme agraire, M^me^ Boutin — à laquelle M. Raffarin emboîte le pas — entend créer un nouvel impôt fondé sur "le virtuel", c'est-à-dire sur les communications téléphoniques et le courrier électronique. Dans le projet de M^me^ Boutin, rien ne légitime ce nouvel impôt, sinon la volonté de ponctionner une fois de plus le contribuable, afin d'injecter le produit de cet impôt dans le circuit spéculatif de la Bourse par le biais d'un "fonds de placement" !

Le respect véritable de la proposition de Thomas Paine aurait nécessité la renationalisation complète et totale des télécommunications — mais il me paraît très douteux que ce soit là le projet conjoint de M^me^ Boutin et de M. Raffarin.

Thomas Paine, révolutionnaire anticlérical, dont les aspirations rejoignaient celle d'un communisme primitif, a approuvé la première loi de séparation des Eglises et de la République. M^me^ Boutin défend un programme politique rigoureusement contraire à celui de Thomas Paine, ce qui est parfaitement son droit. Mais alors, pourquoi M^me^ Boutin s'est-elle emparée de la figure de Thomas Paine pour avancer sa proposition de loi ?

L'étiquette "révolutionnaire" semble faire toujours recette, et le procédé qui consiste à s'affirmer révolutionnaire en utilisant les écrits des défunts n'est guère nouveau. Au cours des procès de Moscou, Staline utilisait sans vergogne le témoignage des morts pour accabler les vivants : Lénine momifié dans son mausolée ne pouvait plus contredire le dictateur sanglant.

M^me^ Boutin invoque aujourd'hui le patronage du révolutionnaire Thomas Paine pour légitimer les "fonds de solidarité" en lieu et place des droits sociaux que M. Raffarin et elle-même entendent faire disparaître. Le procédé vaut ce qu'il vaut. Il convenait toutefois de poser clairement la question essentielle : qu'y a-t-il de commun entre M^me^ Boutin et Thomas Paine ?

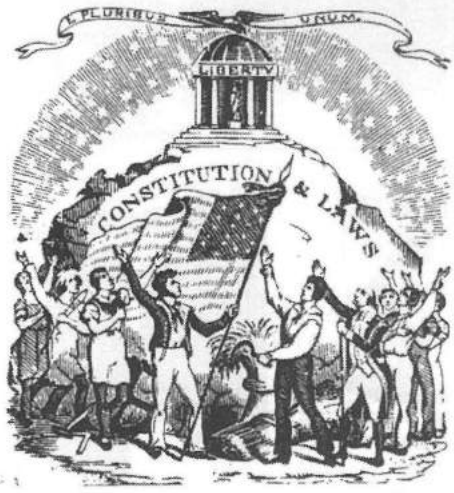
La réponse tient en un seul mot : rien !

Je vous prie d'agréer, madame le Rédacteur en chef, l'expression de ma considération.

3 La Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique, le 4 juillet 1776

« Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructrice de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux insupportables qu'à se faire justice eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pouvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future. Telle a été la patience de ces colonies, et telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer leurs anciens systèmes de gouvernement. L'histoire du roi actuel de Grande-Bretagne est l'histoire d'une série d'injustices et d'usurpations répétées, qui toutes avaient pour but direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États (...).

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement au nom et par l'autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants ; qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la couronne de Grande-Bretagne. »



Marc Teulin : Juin 36 dans les publications du cinquantenaire

Les Galeries Lafayette occupées par le personnel.

"Un mouvement inouï"

La dernière vague de la révolution européenne

La grève générale qui embrase la France en juin 1936 comme celle qui mûrit alors en Espagne, et contre laquelle l'état-major de l'armée va organiser le putsch du 17 juillet 1936, sont la dernière vague du maelström de la révolution européenne engendré par la Première Guerre mondiale et la révolution russe. Comme nous l'avons rappelé dans le n° 30 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (p. 11), au printemps 1936, un peu partout en Europe, les masses ouvrières se dressent contre leurs gouvernements. En Pologne, la grève générale submerge Cracovie, les mines du sud du pays, puis Lodz, grand centre de l'industrie textile, et Lvov, où les grévistes du textile barrent les rues de barricades avant d'être rejoints par les conducteurs de tramway. Le 30 mars, à Zagreb, en Yougoslavie, la police tire sur une manifestation ouvrière, qui tourne à l'émeute. Le 26 avril, une grève du bâtiment secoue la Pologne. Les 8 et 9 mai, une grève des ouvriers du tabac tourne à la grève générale à Salonique, au nord de la Grèce. En Espagne, au lendemain de la défaite de la droite aux élections de février 1936, les paysans sans terre, ici et là, commencent à occuper les latifundia des grands propriétaires et de l'Eglise, le principal propriétaire terrien de l'Espagne. Le 1er juin, les 70 000 ouvriers de Madrid déclenchent une grève illimitée. Le 2 juin, en Belgique, les dockers d'Anvers se mettent en grève, malgré l'hostilité des dirigeants du syndicat et du parti ouvrier...

Aux Etats-Unis, depuis 1934, une vague de grèves submerge le pays et débouche en 1935 sur la constitution du Congress of Industrial Organisations (CIO).

C'est dans ce contexte qu'explosent en France les grèves de juin 1936, qui entraînent près de trois millions de travailleurs du privé. Michel Winock qualifie cette grève générale de *"mouvement inouï, avec des formes de lutte tout à fait nouvelles en France (...), absolument pas programmé, ni par les partis ni par la CGT"*, et Antoine Prost de *"grèves venues d'en bas"*.

La haine des grévistes

Malraux confirme au-delà de tout ce qu'on aurait pu imaginer les réserves que Trotsky émettait sur son récit de la grève générale de Canton dans *Les Conqué-*

André Malraux : *Carnet du Front populaire*, Gallimard, Paris, 2006, 120 pages, 15 euros. Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky : *Une histoire du Front populaire. L'Avenir nous appartient*. Patrick Pochet (coord) : *Eclats du Front populaire*, Syllepse, Paris, 2006, 232 pages, 18 euros. Antoine Prost, *Autour du Front populaire*, Le Seuil, Paris, 2006, 354 pages, 23 euros. Michel Winock, avec Séverine Nikel, *La Gauche au pouvoir*, Bayard, Paris, 192 pages, 17 euros.

rants. Trotsky soulignait que Malraux y décrivait la grève vue d'en haut et non d'en bas. Il évoque dans ces carnets la grève générale à travers des propos qu'il rapporte. Malraux donne dans son *Carnet* une vision caricaturale des grèves, auxquelles ce sympathisant du Parti communiste apparaît totalement étranger ; cet aventurier de cabinet ne les voit qu'à travers les gens d'en haut. Il note ainsi sans commentaire dans son *Carnet* des phrases du ministre socialiste Léo Lagrange, qui lui dit un jour :

"J'ai vu hier Ramette (député communiste — NDLR) *très inquiet de certaines des revendications des grévistes nettement hitlériennes : interdiction du travail des femmes mariées. Interdiction du travail des ouvriers étrangers."*

Dans les centaines de cahiers de revendications que j'ai pu consulter, je n'en ai vu aucune trace. Ramette a dû chercher longtemps pour en trouver un ! Il cite un peu plus loin des propos haineux contre les grévistes du même Léo Lagrange (sans le moindre commentaire !) :

"Ceux qui sont en grève chez moi, ce ne sont pas ceux qui l'étaient en 1934, quand il était dangereux de l'être ; ceux-là, précisément, ont repris le travail. Ceux qui sont en grève, ce sont précisément ceux qui m'engueulaient à la sortie des meetings. Le 12 février, Bécart seul a osé faire grève ; la semaine dernière, lui seul travaillait au collège. Et on l'engueule parce qu'il réplique que la reprise du travail est nécessaire au succès de la classe ouvrière. Les revendications les plus idiotes, les surenchères, ceux qui les exigent, ce ne sont pas les nôtres, ce ne sont même pas les communistes, ce ne sont même pas les Croix-de-Feu, ce sont ceux qui n'avaient jamais quitté l'atelier devant une menace patronale.

Nous n'avons rien fait. Nous ne faisons rien. L'attaque de la Banque de France dort, les mutations de l'armée attendent, parce que Blum est obligé, jour et nuit, de négocier des accords. Tas de salauds !"

Tas de salauds ! Voici comment un ministre (socialiste) du gouvernement de Front populaire qualifie en privé les grévistes. Malraux cite un intellectuel, Emmanuel Berl, vociférant : *"Je suis persuadé qu'il y a dans ces grèves de nombreux agents de l'Allemagne."* Et pour chapeauter le tout, il reproduit les propos de l'écrivain soviétique stalinien Ilya Ehrenbourg, qui lui explique que *"l'occupation d'usines par les ouvriers exaspérés"* fait partie d'un complot monté par le colonel de La Rocque et Caillaux pour renverser le gouvernement Blum !

Les prémisses de la grève générale

Cette grève générale a été précédée de mouvements qui en annonçaient l'émergence possible : au début d'août 1935, à Brest, des ouvriers de plusieurs chantiers débraient contre une baisse de salaires et manifestent. A Toulon, pour la même raison, près de 3 000 ouvriers de l'arsenal défilent dans la ville aux accents de *L'Internationale*. A Brest, lockoutés par la direction, les ouvriers donnent l'assaut à la sous-préfecture. Les gendarmes abattent un jeune ouvrier qui tentait de remplacer le drapeau tricolore par le drapeau rouge et tirent sur les manifestants, faisant trois morts. Au Havre, les marins se mettent en grève pour leurs salaires. Toulon se couvre de barricades, la police tire et abat cinq ouvriers (1). Les dirigeants du PCF dénoncent le rôle prétendu de "provocateurs" dans ces grèves, manifestations et combats de Brest et de Toulon. Ils excluent de leurs rangs le secrétaire de l'union locale de la CGT unitaire de Brest. Pendant les trois premières semaines de février 1936, les dockers de Marseille débraient en masse et imposent leurs revendications au ministre du Travail du nouveau gouvernement radical d'Albert Sarraut, Ludovic-Olivier Frossard, ancien secrétaire général du Parti communiste, dont il avait démissionné le 1er janvier 1923.

Aucun des ouvrages cités ci-dessus, quel que soit par ailleurs leur intérêt docu-

(1) L'exposé de ces deux mouvements dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 30 (p. 11), a été si résumé qu'il est inexact. Ce paragraphe tient lieu d'erratum.

mentaire, n'évoque ces mouvements annonciateurs. Seule la grève des dockers de Marseille a droit à quatre lignes dans *Eclats du Front populaire*, dont la longue chronologie de 14 pages ne la mentionne pas plus que les grèves dures de Brest et Toulon d'août 1935 et leurs huit morts.

Le déclic

En France, aux élections d'avril-mai 1936, les partis traditionnels de la droite subissent une lourde défaite : ils reçoivent 44 % des voix, contre 56 % aux partis du Front populaire, touchés eux-mêmes par un déplacement significatif des voix : le Parti radical perd un tiers de ses voix , le Parti communiste double les siennes, la SFIO est en tête. Ce résultat électoral donne une impulsion nouvelle au mouvement profond déjà engagé, qu'il décuple à la surprise de tous les états-majors

La grève générale en France contribue à transformer la grève des dockers d'Anvers en grève générale de toute la classe ouvrière belge au milieu de juin. Or les ouvrages publiés ces mois derniers sur cette période frappent par leur caractère franco-français. Certes, Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky analysent en détail la crise économique et sociale engendrée par le krach de 1929. Mais le mouvement de masse qui ébranle presque tous les pays de l'Europe en dehors de ceux où la botte fasciste (en Italie et en Allemagne), semi-fasciste (en Hongrie et en Roumanie) ou la trique du catholicisme social (en Autriche) ou du corporatisme catholique (au Portugal) les a écrasés, est oublié, effacé, gommé au profit des combinaisons parlementaires surestimées et à leurs convulsions.

L'Espagne...

Seule l'Espagne est évoquée par Margairaz et Tartakowsky, d'un côté, et par Michel Winock, de l'autre, mais surtout pour les conséquences de la non-intervention décidée par le gouvernement Blum sous la pression de Londres, hostile à une révolution espagnole qui, malgré la politique de Staline et du Parti communiste, lui paraît menacer la propriété privée et les banques. Margairaz et Tartakowsky évoquent, et eux seuls, les procès de Moscou d'août 1936 et de février 1937, qui orchestrent la chasse internationale aux trotskystes réels ou prétendus pour soumettre partout dans le monde les militants à la botte du Kremlin ; mais ils écrivent étrangement :

"Les procès de Moscou ne soulèvent aucun doute ou n'émeuvent guère la plupart des dirigeants politiques ni même l'opinion publique. Mis à part quelques intellectuels ou militants proches de Trotsky, des personnalités russes exilées hostiles à Staline et des anticommunistes de longue date, la question n'anime pas vraiment le débat public" (sic !).

N'ont-ils donc pas lu *L'Humanité* de l'époque, qui, sur des pages entières, dénonce, des jours durant, Trotsky, les "trotskystes" et les condamnés comme des agents de Hitler, de la Gestapo, des nazis, des tueurs, des assassins et des saboteurs. Cette campagne d'intimidation forcenée ne peut déboucher que sur la chasse organisée à tous ceux qui refusent de se soumettre aux diktats du Kremlin, non sur l'ouverture d'un débat interdit. C'est une véritable campagne de démoralisation — et d'assassinat ! — d'une avant-garde ouvrière indépendante qui se cherche.

Schizophrénie ?

La coalition du Rassemblement (puis Front) populaire constituée au cours de l'été 1935 rassemble aux côtés du Parti communiste et de la SFIO divers groupes centristes et les radicaux-socialistes, qui restent dans le gouvernement Laval. L'un d'eux, Albert Sarraut, préside même le dernier gouvernement de "droite". Michel Winock commente : *"Le Parti radical est complètement schizophrène : il participe à un gouvernement d'union nationale et, simultanément, adhère à une union des gauches."* Il n'y a là nulle schizophrénie : le Parti radical, qui organise les classes moyennes au compte du grand capital, a deux fers au feu pour dé-

fendre la propriété privée des moyens de production et l'empire colonial français. Staline affirmant, depuis le pacte signé avec Laval en mai 1935, sa détermination à les défendre pour consolider une alliance militaire contre Hitler, les radicaux peuvent s'allier au Parti communiste, à qui le Kremlin confiera la tâche de canaliser les grèves ouvrières dans ce cadre contraignant. C'est pourquoi, dès la mi-août 1936, Thorez proposera de passer du Front populaire à un Front français étendu aux partis réactionnaires jugés favorables à une alliance militaire anti-hitlérienne. En Italie, pour cette même politique, les dirigeants du PC italien invitent alors les *"fascistes de la jeune garde"* et les *"fascistes de la vieille garde"* à s'unir avec eux pour appliquer *"le programme fasciste de 1919"* paré de vertus inattendues (2)...

Certains aspects de cette coalition aussi sont gommés (personne ne rappelle que Marcel Déat, le futur collaborateur des nazis déjà en germe, exclu de la SFIO dès 1933, appartenait à la coalition du Front populaire).

Une vague

Le 11 mai, les ouvriers de Bréguet (aviation), au Havre, exigent la réintégration de deux ouvriers licenciés pour refus de travailler le 1er Mai, débraient, occupent l'usine et obtiennent satisfaction. C'est le début d'un mouvement qui touche peu à peu les usines Latécoère, à Toulouse, les usines Bloch, à Courbevoie, qui débraient, les usines de Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, Hotchkiss, à Levallois, puis les usines Renault, à Corbeil. Fin mai, 120 000 métallurgistes de la région parisienne sont en grève. C'est le début d'une marée d'occupations d'usines spontanées qu'aucun parti du Front populaire ne recommande et que le patronat dénonce comme une remise en cause de la propriété privée. Antoine Prost donne une description précise de ce mouvement, qui enfle, reflue un moment, puis redémarre...

Poussé par cette marée qui submerge la métallurgie parisienne, Marceau Pivert, dirigeant de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, affirme, le 27 mai, dans *Le Populaire* : *"Tout est possible."* Le surlendemain, dans *L'Humanité*, le secrétaire à l'organisation du PCF, Marcel Gitton, rétorque : *"Les travailleurs veulent des conditions plus humaines. C'est tout."* Rien de plus et rien d'autre... et il dénonce *"toutes les tentatives faites par nos pires ennemis et aussi par les trotskystes pour essayer de nous entraîner à des actes inconsidérés"*. Le 28 mai, les 25 000 ouvriers de Renault sont en grève, bientôt rejoints par ceux de Fiat, Citroën, Talbot, Brandt... Le 29 mai, un accord est signé chez Renault sur la hausse des salaires et le paiement des jours de grève. Le travail reprend.

Pourtant, le 2 juin, le mouvement de grève redémarre et embrase l'industrie chimique, l'alimentation, le textile, les transports, l'ameublement, la restauration, l'hôtellerie, le livre, la serrurerie, les laboratoires pharmaceutiques, le bâtiment, le gaz et même l'orfèvrerie. Presque partout, les ouvriers occupent les usines. Ce même 2 juin, éclate en Belgique la grève des dockers, qui va culminer les 12 et 13 juin en une grève générale qui balaie tout le pays. Le 4 juin, à Paris, le gouvernement Blum est constitué. Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, a menacé la veille de son entrée en fonction de faire évacuer par la force les usines occupées. La puissance du mouvement de grève qui s'étend en province, des mineurs du Nord aux cheminots de Marseille, le lui interdit : le 5 juin, les employés des grands magasins parisiens (les Galeries Lafayette, le Printemps) se mettent en grève et occupent les grands magasins.

Le 7, les accords conclus à Matignon entre les représentants du patronat, de la CGT et du gouvernement augmentent les salaires, instaurent la semaine de 40 heures et les congés payés. La grève générale ne faiblit pourtant pas : les grévistes, au nombre de deux millions le 9 juin, veulent quelque chose de plus profond. Ce mardi 9 juin, près de 700 délégués des usines de la métallurgie parisienne en

(2) Voir le texte de leur appel dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4.

grève exigent la satisfaction de toutes leurs revendications. La perspective d'un comité central de grève des métallos, donc d'un organisme indépendant des partis de la coalition gouvernementale, est en filigrane dans cette réunion.

Le 11 juin, Maurice Thorez invite les ouvriers à arrêter la grève lorsque satisfaction a été obtenue sur les revendications dites les plus importantes. Mais les buts profonds de la grève dépassent les revendications corporatives.

Ainsi, des employés d'un grand magasin clament sur leur banderole : *"Tenir ou mourir."* Duclos affirmera dans *L'Humanité* (27 juin) : le programme du Front populaire, c'est celui des radicaux, donc la défense de la propriété privée. En août, Thorez proposera, au nom de l'antifascisme, d'élargir le Front populaire en un "Front français" national sans frontière à droite.

Malgré sa déclaration du 11 juin, le mouvement de grèves se poursuit, puis reflue petit à petit de la mi-juin jusqu'à la fin du mois. Le 23 juin, encore, les marins de Marseille se mettent en grève et arborent sur leurs navires le drapeau rouge, qu'ils hissent le lendemain sur tous les navires français à quai. Ainsi, dix-sept jours après les accords Matignon et douze jours après l'invitation de Maurice Thorez, la grève, bien que refluant à l'échelle du pays, gagnait encore de nouvelles couches.

Un dénouement prévisible

Deux ans plus tard, c'est un gouvernement présidé par un des grands dirigeants du Front populaire de 1936, le radical "de gauche" Daladier, qui reviendra sur les conquêtes de juin 1936 et écrasera la grève générale du 30 novembre 1938. Antoine Prost raconte en détails cet épisode, suivi de près de dix mille licenciements pour fait de grève, qui marque la revanche brutale de juin 1936 organisée par la majorité parlementaire issue des élections d'avril-mai 1936. *"Une répression délibérée, systématique et impitoyable frappe tous les ouvriers qui ont bougé et décapite durablement le mouvement syndical."* Il ajoute : *"Les services du ministère du Travail n'enregistrent pas de grève en 1939."*

Margairaz et Tartakowsky titrent à ce propos : *"Edouard Daladier, ultime artisan et fossoyeur du Front populaire."* Rappelant qu'il a *"œuvré pour le ralliement du Parti radical au Rassemblement populaire"*, ils soulignent : *"Le 10 avril 1938, il forme un gouvernement encore soutenu par une majorité de Front populaire, mais qui, désormais, inclut des ministres de droite, tels Paul Reynaud et Georges Mandel."* C'est le "Front français" souhaité par Thorez réalisé, conformément aux besoins du Kremlin, qui poursuit toujours sa politique d'alliance militaire avec les "démocraties" face à la menace nazie. Il y a donc continuité : la Chambre du Front populaire a bouclé son œuvre : elle a d'abord fait refluer le *"mouvement inouï"* dont parle Michel Winock, et, quand ce mouvement, sous la pression des organisations du Front populaire, s'est essoufflé, faute d'avoir pu se doter d'une organisation et d'une direction indépendantes contrôlées par lui et lui seul, puis disloqué, elle en a frappé les auteurs et repris une grande partie de leurs acquis, ramenant ainsi à sa véritable dimension la *"double révolution culturelle"* dont parlent longuement les deux auteurs de *L'Avenir nous appartient*.

Marc Teulin

Juin 36
Le témoignage du secrétaire de l'union départementale CGT du Nord

"Nous nous sommes sentis, à ce moment-là, littéralement débordés par cette vague qui déferlait sur nos Bourses du travail et les locaux de nos syndicats (...). A un moment donné, nous avons eu le sentiment que les masses ouvrières engagées dans la grève avaient tendance à dépasser le but du mouvement lui-même. Il y avait en elles des désirs exagérés de conquêtes et de transformations, ceux-ci à l'état désordonné et sans savoir au juste quelles responsabilités il fallait exactement prendre.

En canalisant le mouvement, les organisations syndicales se soucièrent avant tout d'assurer l'acheminement des vivres sur les différentes cités et obtinrent notamment que les transports Dunkerque-Lille ne fussent pas arrêtés..." (Georges Dumoulin, *Carnets de route*, 1938, pp. 298-299).

Bref, nous explique Georges Dumoulin, les masses ouvrières voulaient un changement radical, en d'autres termes une révolution, que les responsables ont tout fait pour interdire en "canalisant le mouvement".

Georges Dumoulin était alors secrétaire de l'union départementale de la CGT du Nord. Cet ancien opposant à l'Union sacrée en 1914 appartenait alors à la tendance dite Syndicats, que Georges Dumoulin qualifie dans ses souvenirs de *"braves réformistes, pondérés et modérés"* (p. 308) — il faudrait ajouter pacifistes —, dirigée par René Belin, l'un des secrétaires de la CGT. René Belin et Georges Dumoulin allaient en 1940, comme de nombreux pacifistes, se rallier à Pétain et à la collaboration. Mais ses souvenirs, rédigés en avril-mai 1938, expriment sa position de responsable de l'union départementale et la position du bureau de l'union départementale, non celle du futur collaborateur (comme le ministre de l'Economie du gouvernement Léon Blum, Spinasse, et tant d'autres !). Et lorsque, au début de 1938, Georges Dumoulin voulut démissionner de ses fonctions de secrétaire de l'union départementale, le bureau unanime (membres du Parti communiste compris) refusa sa démission. Il parlait donc au nom de tous.

José Pozo : le POUM face au comité central des milices de Catalogne (1936)

(première partie)

Deux ouvrages viennent de paraître sur juillet 1936 en Espagne : l'un d'Anthony Beevor, intitulé *La Guerre d'Espagne*, l'autre d'Emile Temime, intitulé *1936, la guerre d'Espagne commence...*

Ces deux titres, parmi d'autres, sont à leur manière significatifs : la "guerre", pas la "révolution" ni "la guerre civile". D'ailleurs, Anthony Beevor, auteur d'ouvrages remarquables sur la bataille de Stalingrad et sur la chute de Berlin, est un historien militaire.

Un titre est certes toujours court, mais ici, il reflète un aspect essentiel du contenu : ces deux ouvrages de dimensions fort différentes ont ceci de commun : à savoir qu'ils ignorent ou sous-estiment la réalité sociale de la guerre civile espagnole, dernière expression, avec Juin 36 en France, de la vague révolutionnaire qui a soulevé l'Europe depuis octobre 1917.

Et si l'on examine la chronologie et l'index de l'ouvrage de Temime, on ne peut qu'être frappé par deux points : les noms des dirigeants du POUM Nin et Maurin ne sont jamais cités (alors qu'on trouve celui de François Mauriac), celui de Trotsky non plus ; ni celui d'Antonov-Ovseenko, le consul soviétique à Barcelone au rôle si important, ni celui du chef du NKVD en Espagne jusqu'à sa fuite, Orlov, ni celui des staliniens Togliatti et Gerö, qui jouèrent un rôle capital dans la chasse aux révolutionnaires.

Et dans la liste des événements internationaux ne figure aucun des trois procès de Moscou, qui éclairent pourtant la nature de la politique du Kremlin.

On ne peut comprendre la politique de Staline en Espagne si on ne la relie pas à ce qu'il fait en URSS et ailleurs.

Quant au livre d'Anthony Beevor, malgré ses mérites, on saisit d'emblée les difficultés auxquelles il est confronté pour aborder les questions proprement politiques quand on lit sa définition du POUM : *"Le Parti des travailleurs de l'union marxiste était dirigé par Andreu Nin (ancien secrétaire de Trotski, de qui il s'était éloigné). Le parti n'était pas trotskiste, comme le prétendaient les staliniens, mais avait plus en commun avec l'opposition de gauche en Union soviétique."*

Beevor n'est certes pas responsable de son traducteur, qui n'a pas vérifié la dénomination du POUM : Parti ouvrier d'unification marxiste.

Mais s'il est vrai que le POUM n'est pas trotskyste... comment peut-il être donc plus proche de l'Opposition de gauche en Union soviétique ? qui est la matrice du trotskysme ?

Ce n'est rien à côté de sa description de la politique du POUM. Ainsi peut-on lire page 366, lorsque Beevor expose *"les tensions internes"* du camp républicain au printemps 1937 : *"Andreu Nin, le dirigeant du POUM, était ravi à l'idée de savoir la CNT au bout du rouleau (...). Pour Nin, tout ce qui n'était pas révolutionnaire était réactionnaire, raison pour laquelle il méprisait les institutions républicaines et appelait la CNT à instaurer une démocratie des travailleurs. Le POUM, par fanatisme révolutionnaire, s'était convaincu que le gouvernement du Front populaire fomentait un complot avec les nationalistes, étrange reflet des soupçons staliniens."*

Chaque mot ou presque de cette présentation fantaisiste de la politique du POUM est une contre-vérité ou un contresens.

On lira donc avec d'autant plus d'intérêt l'article de José Pozo, qui, sur la base des archives dans lesquelles il a longtemps travaillé, expose et la situation réelle de l'Espagne en guerre civile et la politique réelle du parti de Nin.

Comités révolutionnaires ou reconstruction de l'Etat bourgeois ?

LE 25 juillet, quelques jours après que le soulèvement militaire avait été vaincu à Barcelone et dans toute la Catalogne, ainsi que dans d'autres endroits de la péninsule, et alors que la capitale catalane était devenue le principal foyer révolutionnaire de l'Espagne républicaine, le POUM affirmait que le comité des milices — l'organisme créé le 21 juillet par toutes les organisations qui avaient repoussé la tentative de coup d'Etat, avec la participation subsidiaire du gouvernement de la Généralité — était le *"deuxième pouvoir aujourd'hui, et, demain, serait le pouvoir révolutionnaire unique"* (1). Il semblait corriger ainsi sa position initiale exprimée dans les premiers moments, dans laquelle on pouvait remarquer une certaine confusion et certaines hésitations face à ce qui était en train de se passer, à en juger par les mots d'ordre qu'il proposait aux travailleurs alors que la révolution ouvrière était déjà une réalité (2).

Faisant des efforts pour inscrire son action politique dans le cadre de la révolution qui était en train de se développer, il fut cependant le seul parti qui, sur le papier, vit dans le comité des milices le gouvernement révolutionnaire qui devait remplacer le gouvernement bourgeois de la Généralité, en d'autres termes, le germe d'un futur pouvoir soviétique. D'autres ne virent dans le comité central des milices qu'un organisme éphémère, provisoire, sans autre avenir que de disparaître lorsque les circonstances politiques du moment — la lutte contre les rebelles — permettraient aux autorités républicaines de reprendre le contrôle de la situation. Des organisations comme la CNT et la FAI le considérèrent toujours, dans le meilleur des cas, essentiellement comme l'instrument de "leur" propre pouvoir, auquel, d'ailleurs, on n'accordait qu'une fonction purement militaire et d'ordre public.

---

(1) Victor Alba, *El marxismo a Catalunya, 1919-1939 - Historia del POUM*, p. 45.

(2) Le programme que le POUM proposait aux travailleurs, publié le 24 juillet dans son organe d'alors, *Avant*, disait ceci : *"Semaine de 36 heures ; augmentation de 10 % des salaires de moins de 500 pésètes mensuelles ; baisse de 25 % de tous les loyers ; paiement des jours de grève : indemnités pour les ouvriers au chômage ; contrôle de la production par les comités d'usine ; partage des terres des grands propriétaires entre les paysans pauvres et abolition des charges qui pèsent sur eux ("rabassa morta", métayage, fermage, etc.) et remise de la terre entre leurs mains en usufruit ; révision du statut de la Catalogne dans un sens progressiste ; épuration immédiate des corps armés, élection des chefs par les soldats et les gardes ; maintien des milices ; conseil de guerre pour les chefs de l'insurrection fasciste."* Munis voyait dans ce programme *"la preuve éclatante de ce qu'est un parti centriste"*, qui propose *"des réformes lorsque la révolution se développe par elle-même"* (*Jalons pour une défaite : promesses de victoire*, p. 308). A vrai dire, comme conséquence de la politique des compromis de Front populaire, toutes les organisations ouvrières furent "surprises" politiquement par le soulèvement et proposèrent des programmes similaires.

Un élément auxiliaire du gouvernement

Naturellement, les organisations qui défendaient, contre la révolution sociale qui avait éclaté, un prompt retour à la normalité institutionnelle — comme le PSUC ou ERC — ne voyaient dans le comité central des milices qu'un élément auxiliaire du gouvernement autonome catalan, indispensable jusqu'à ce que le gouvernement soit capable de s'imposer par ses propres forces. Pour eux, il s'agissait surtout d'une solution d'urgence à un moment où il fallait faire face aux militaires factieux et où le gouvernement ne disposait ni des ressources, ni des instruments, ni non plus de l'autorité nécessaires pour diriger et prendre la tête de la réaction indispensable. En plein effondrement de l'appareil d'Etat républicain, à l'été 1936, seul le POUM — bien que, comme nous le verrons par la suite, avec bien des nuances et surtout sur le terrain de la propagande — accordait un certain avenir à l'organisme qui s'était constitué comme le gouvernement révolutionnaire de la Catalogne.

Effectivement, à peine un mois après sa constitution, le POUM participait à la décision de dissoudre le comité central des milices et de s'intégrer avec les autres organisations "antifascistes" dans un nouveau gouvernement de la Généralité. Pendant cette brève période, il y eut diverses prises de position, certaines d'ailleurs contradictoires, qui finiraient par conduire le parti à prendre cette décision. Il y eut par la suite des justifications de diverses sortes. Par exemple, Juan Andrade, dans la préface d'un livre qui rassemble divers articles, brochures et discours d'Andreu Nin, polémiquant contre les critiques que Trotsky adressa au POUM — sur la signature du pacte de Front populaire et la participation au gouvernement de la Généralité, qui signifia la dissolution du comité central des milices —,affirme que le représentant du POUM au comité des milices *"s'est battu jusqu'au dernier moment, soutenu par tout le parti et son organe* La Batalla", contre la dissolution de cet organisme et a proposé *"une meilleure structuration du comité des milices et une représentation plus fidèle des masses révolutionnaires (...). Notre point de vue était très minoritaire, la CNT-FAI disposait d'une force hégémonique et sa position fut adoptée"* (3).

Une image assez différente de l'attitude du POUM

Telle fut peut-être la position d'Andrade, partagée par d'autres militants, mais, en tout état de cause, ce ne fut pas celle de ses camarades du comité exécutif de Catalogne. A travers ce que nous avons pu constater en consultant les procès-verbaux de cet organisme, leur contenu ne corrobore pas l'affirmation d'Andrade et offre une image assez différente de ce que fut réellement l'attitude du POUM (4). En effet, au moment de la discussion cruciale menée pendant la première quinzaine de septembre, le représentant du POUM au comité central des milices ne défendit pas le maintien de celui-ci, mais proposa la formation d'un gouvernement ayant la même composition que lui. On peut objecter que les procès-verbaux n'ont pas fidèlement reflété la discussion. Mais si l'on consulte la collection de *La Batalla* des mois d'août et septembre 1936, on ne trouvera nulle part des indices montrant que le représentant du POUM au comité central des milices ait mené le combat que rapporte Andrade. Ni même que le parti l'ait mené de l'extérieur de cet organisme. On peut y trouver, en revanche, le détail de l'évolution des positions du POUM pendant cette période — depuis celle exprimée le 25 juillet jusqu'à celle qui justifiait la dissolution du comité central des milices et leur intégration au gouvernement de la Généralité —, qui, comme nous essaierons de l'expliquer

(3) Andrés Nin, *Los problemas de la revolucion española*, pp. 29-30.

(4) Et sur ce point, la thèse de doctorat non encore publiée de l'auteur de cet article : *El poder revolucionari a Catalunya durant els mesos de juliol à octubr de 1936 / crisis i recomposició de l'Estat*.

plus loin, est tout à fait parallèle aux positions défendues par les dirigeants de la CNT. De la même façon, si l'on consulte d'autres publications du POUM, on peut constater diverses positions par rapport à une même question, qui exprimaient autant les profondes divergences internes du parti face à la nouvelle réalité ouverte par la révolution que l'existence même de différents POUM. Nous verrons surtout l'orientation défendue par son comité exécutif ayant son siège à Barcelone, qui, au milieu des diverses — et parfois contradictoires — positions de certaines sections, essaya de maintenir un difficile équilibre entre toutes les sections.

Déjà, à ce moment-là, l'entrée dans le gouvernement de la Généralité fut justifiée par un argument — le risque de s'isoler des masses — semblable à celui qui fut utilisé pour justifier en janvier de la même année l'intégration du parti dans le pacte de Front populaire. En l'occurrence, le danger était plutôt de se détacher de la CNT. Le POUM avait orienté sa propagande prioritairement vers cette organisation confédérale, mais n'avait pas réussi à ce que celle-ci ou des secteurs significatifs se rallient à ses positions. Bien au contraire, d'une certaine manière, la campagne que développa le POUM pour faire que la CNT dépasse ses préjugés par rapport au thème de l'action politique et adopte le mot d'ordre de gouvernement ouvrier se dilua dans celle que d'autres développèrent, beaucoup plus fortement, et qui poursuivait le même objectif — que la CNT collabore à un futur gouvernement —, bien que dans un but tout à fait différent.

Le POUM et le gouvernement de la Généralité

A la fin juillet, Andreu Nin, devenu à ce moment-là le principal leader du POUM en l'absence de Maurin, affirmait, dans un meeting tenu par son parti au théâtre Principal Palace de Barcelone, que le coup d'Etat dirigé par les généraux fascistes s'était transformé en une insurrection de la classe ouvrière et que celle-ci allait vers la révolution socialiste. Il avertissait cependant que, pour gagner, il fallait prendre le pouvoir. Pendant tout le mois d'août, le POUM insistera dans sa propagande sur l'idée générique en faveur d'un gouvernement ouvrier qui devrait se constituer sur la base d'une "Assemblée constituante", qui, à son tour, devrait se former à partir des comités ouvriers, paysans et de soldats. Il est certain que, dans la propagande du parti, l'on n'explicita jamais la façon dont devaient se constituer ces comités ouvriers, paysans et soldats, ni si cette proposition gardait un rapport avec ce qui existait déjà à ce moment-là, c'est-à-dire avec les divers comités révolutionnaires, qui, sur le plan local, exerçaient le pouvoir et pouvaient constituer éventuellement le point de départ d'une évolution postérieure dont pourrait surgir un nouveau pouvoir, le pouvoir ouvrier. Ni même si les comités d'usine que l'on proposait de constituer sur tous les lieux de travail devaient ou non occuper une place dans cette Assemblée constituante.

Il est également surprenant que, dans la propagande du POUM — un parti qui, par ses fondements politiques et programmatiques, ne pouvait que considérer très dangereuse pour la révolution la dispersion du pouvoir révolutionnaire en une multitude de pouvoirs autonomes —, ne soit jamais apparue l'idée de coordonner les différents comités révolutionnaires, de constituer une Assemblée avec la représentation de ces pouvoirs locaux, élargis à la base et plus démocratiques, d'où pourrait sortir la représentation de ce gouvernement ouvrier qu'il réclamait depuis les pages de son journal.

Et cela est d'autant plus surprenant que le POUM, à partir de l'expérience d'octobre 1934, semblait avoir une idée claire de la stratégie révolutionnaire de conquête du pouvoir à travers les comités d'Alliance ouvrière.

"L'Alliance ouvrière — disait une brochure du POUM — *joue dans notre pays, en tenant compte des conditions particulières du mouvement ouvrier espagnol, le même rôle que les soviets*

dans la révolution russe : des organes de front unique, d'abord, et insurrectionnels ensuite, et enfin des instruments du pouvoir. Lorsque la classe travailleuse aura conquis le pouvoir, l'Etat bourgeois actuel devra être remplacé par quelque chose de neuf, qui est précisément en germe dans l'Alliance ouvrière" (5).

De même, il semblait avoir une idée claire de la façon dont les comités d'Alliance ouvrière devaient se structurer pour se constituer en alternative de pouvoir, dans l'équivalence espagnole des soviets russes.

Les comités révolutionnaires étaient devenus des organes de pouvoir

On peut penser que les dirigeants du POUM n'avaient pas vu dans les divers pouvoirs révolutionnaires locaux qui s'étaient constitués partout — avec une ampleur et une profondeur incomparablement supérieures au mouvement des Alliances ouvrières qui s'était développé en 1934 — des organismes semblables à ceux qu'ils pensaient pouvoir se construire comme base du futur pouvoir ouvrier. Qui n'avaient rien ou très peu à voir avec les Alliances ouvrières. Cette possibilité, cependant, peut difficilement être prise en considération, tout au moins pendant la période où ils ont existé. Il est évident que les dirigeants du POUM savaient — parce que tout le monde pouvait le constater — que les comités révolutionnaires qui fonctionnaient dans toutes les municipalités de la zone républicaine étaient devenus des organes de pouvoir, et cela bien que personne n'ait proposé qu'ils assument cette fonction, et même que, parfois, telle n'était pas non plus l'intention initiale de leurs promoteurs. Il est vrai qu'il s'agissait d'un pouvoir dispersé, fractionné et sans projet commun, mais il s'agissait d'un pouvoir qui s'était substitué aux pouvoirs et institutions légalement établis, en particulier aux mairies.

Si l'on suit le schéma indiqué précédemment et utilisé par le POUM pour expliquer les phases que devaient traverser les Alliances ouvrières, il est indiscutable que les comités révolutionnaires créés à l'été 1936 comme réponse au soulèvement militaire se trouvaient dans leur phase de maturité, c'est-à-dire qu'ils devenaient, par la force des circonstances, des instruments de pouvoir.

Sans aller plus loin, c'est bien ce que pensait par exemple la JCI de Madrid. Pourquoi les dirigeants du POUM n'appliquèrent-ils pas aux comités révolutionnaires le même schéma que celui qu'ils proposaient pour les Alliances ouvrières ?

Pour répondre à cette question, il faut revenir à l'action politique développée par le POUM en Catalogne à ce moment-là et à la position qu'il adopta par rapport au gouvernement de la Généralité lui-même.

En effet, si l'on analyse les propositions politiques du POUM, surtout pendant les mois de juillet et d'août, on peut remarquer que la propagande générique pour un gouvernement ouvrier évite de se prononcer sur ce qu'il fallait faire avec le gouvernement républicain bourgeois présidé par Companys, qui était le seul qui existait comme tel, et que, de toute manière, il faudrait remplacer comme condition pour, comme disait le POUM fin juillet, faire triompher la révolution.

Il est certain qu'il déclarait publiquement que ce gouvernement ne répondait pas au moment historique que l'on vivait. La démocratie républicaine bourgeoise, les républicains, disait-on, étaient dans l'incapacité de diriger la révolution, et les événements les avaient dépassés. L'on attaquait particulièrement le gouvernement de la République, que l'on considérait comme plus modéré et sans l'enracinement populaire du gouvernement de la Généralité et du républicanisme catalan. Cette idée est présente dans de nombreux discours du POUM de ce moment-là, mais, fondamentalement, elle demeurait sur le terrain de la propagande.

(5) *Qué es y qué quiere el POUM*, 1936.

A mille lieux de la réalité du moment

Le 1er août, face à l'annonce de la constitution d'un nouveau gouvernement de la Généralité présidé par le républicain catalaniste Joan Casanovas, le POUM affirmait, dans les pages de *Avant*, que, par sa composition, il était à mille lieux de la réalité du moment et qu'il ne répondait pas à l'étape de la révolution que l'on vivait. Le même journal informait que le POUM avait été invité à participer, mais qu'il avait refusé parce qu'il s'opposait à tout gouvernement qui ne serait pas de composition nettement prolétarienne. Cependant, comme s'il s'agissait d'une prémonition ou pour ne fermer aucune porte, il déclarait qu'il apporterait son soutien à tout gouvernement populaire progressiste, et, comme pour diminuer l'importance du thème, il concluait que c'était sur la base qu'il fallait concentrer son attention et que tout ce qui se formait en marge des masses était artificiel et éphémère (6).

En réalité, il est difficile de séparer cette position du POUM de celle que défendait la CNT dans ces moments de crise du gouvernement de la Généralité. L'influence de la position de la CNT dans la décision du POUM semble claire, en particulier si on considère le motif qu'il avança pour ne pas participer — ce n'était pas un gouvernement nettement prolétarien —, argument qui allait disparaître en septembre, juste lorsque la CNT manifesta son accord pour faire partie d'un gouvernement de la Généralité — qui n'était pas non plus nettement prolétarien — et lorsque l'unanimité antifasciste commença à se développer et devint un puissant élément de pression. En fait, cette attitude envers le gouvernement catalan s'appuyait sur un certain "embellissement" de celui-ci par rapport au gouvernement central et correspondait à l'absence de proposition sur le rôle que devrait jouer le comité central des milices, selon les déclarations mêmes du POUM du 25 juillet. Sur ce point aussi, le POUM modifia sa position originelle, qui assurait un avenir immédiat au comité central des milices comme pouvoir unique en Catalogne. Les références à cette question disparurent de l'action politique dans les jours et les semaines suivantes, et, de fait, le POUM ne devait plus formuler la moindre position visant à présenter le comité central des milices comme un organisme alternatif du pouvoir du gouvernement de la Généralité, appelé à occuper sa place comme le point le plus élevé de la pyramide de comités répandus dans toute la Catalogne. Au contraire, les faits semblent indiquer que, comme le fit la CNT, le POUM en vint à considérer le comité central des milices comme un organisme militaire pour la lutte contre le fascisme, une autorité révolutionnaire si l'on veut, qu'il fallait défendre comme le plus haut représentant de la révolution du 19 juillet, comme garantie du pouvoir des organisations ouvrières et de la soumission des institutions républicaines et de la Généralité elle-même, mais non comme un gouvernement révolutionnaire alternatif qui lui disputerait l'autorité effective sur tout le territoire. Tel fut le sens, par ailleurs, de la restructuration opérée dans le comité central des milices au début août, qui succéda à la crise provoquée par la tentative ratée de constituer un nouveau gouvernement de la Généralité avec la participation du PSUC récemment créé, qui allait dans la ligne citée plus haut.

Nous ne connaissons aucun indice indiquant que le POUM se soit opposé à cette manœuvre, qui prétendait cantonner le comité central des milices, et par conséquent tous les pouvoirs révolutionnaires locaux, dans des fonctions qui, pour paraphraser Garcia Oliver, transformait ces organismes en simples commissariats et bureaux de recrutement. Qui plus est, *La Batalla* informa sur ce sujet sans faire le moindre commentaire critique.

Le POUM et les comités révolutionnaires

De la même manière que pratiquement toutes les organisations qui se situèrent dans le camp opposé à celui de la

(6) *Avant* (1er août 1936).

rébellion, les militants du POUM firent partie des divers comités révolutionnaires qui se créèrent dans chaque ville et chaque village, et qu'ils dirigèrent parfois grâce à leurs positions syndicales. Plus encore, leur présence permit dans de nombreux cas d'animer la dynamique qui les transforma en véritables gouvernements révolutionnaires à l'échelle locale, reléguant au second plan les autorités légales. Le cas de certains de ces comités est bien connu, qui adoptèrent une ligne plus "classiste", ce qui pouvait s'apprécier dans le refus de permettre la participation de représentants des partis républicains, souvent accusés d'être "mous" ou "bourgeois", à l'initiative ou comme résultat de l'influence des militants du POUM. Le plus connu fut le cas du comité populaire de Lérida, où l'on ne permit pas l'entrée des représentants d'ERC et d'ACR, considérés comme des partis bourgeois. L'exemple de Lérida s'avère particulièrement significatif, ville où le POUM était très présent et où il contribua de façon décisive à mettre en place une structure du pouvoir révolutionnaire qui n'eut pas d'équivalent en Catalogne dans d'autres villes de même importance.

Un rôle diffus et flou d'organismes de front unique

Cette attitude des militants du POUM dans quelques localités catalanes — volonté d'agir comme élément moteur des comités révolutionnaires — coexista avec la position du parti que nous avons déjà commentée, et qui, dans le fond, n'offrait aucune autre perspective politique à ces comités que de leur réserver un rôle diffus et flou d'organismes de front unique, sans plus. Si nous nous en tenons à la propagande du parti et à ses déclarations et analyses publiées dans son organe central de presse, les comités révolutionnaires n'avaient pour le POUM d'autre valeur que de constituer une représentation symbolique de la révolution, sans autre portée que de combler le vide provoqué par l'effondrement institutionnel et la défection dans de nombreux cas des autorités républicaines. Pour en revenir aux positions programmatiques du parti, si les comités d'Alliance ouvrière étaient appelés à être les soviets de la révolution espagnole, comme précisément l'avait soutenu Nin, Maurin et les autres dirigeants du BOC-POUM, comment interpréter le silence du parti par rapport aux comités révolutionnaires locaux, lesquels représentaient, pour le moins, une forme assez proche des soviets ? Il faut chercher la réponse dans deux directions : d'un côté, l'attitude déjà mentionnée face au gouvernement de la Généralité, et, par extension, face au comité central des milices ; et, de l'autre, l'idée de considérer que les divers pouvoirs révolutionnaires locaux n'englobaient pas toute la population ouvrière organisée dans les syndicats.

Cette idée fut développée par Nin au comité central élargi que le POUM réunit en décembre 1936, lorsque, face aux critiques de certains camarades par rapport à la position du parti sur les comités révolutionnaires — sans doute parce que le parti les avait laissés se dissoudre sans rien faire pour l'empêcher —, il répondit que ceux-ci étaient des organismes *"jusqu'à un certain point d'alliance ouvrière"*, créés d'en haut, de façon bureaucratique par les comités des différentes organisations, et qu'ils n'étaient pas non plus *"les organes classiques de la révolution, créés par l'action directe de la classe travailleuse"* (7). Une affirmation qui ne laisse pas de surprendre, étant donné que les comités d'Alliance ouvrière constitués en 1934 furent créés "d'en haut" — ce qui ne les empêcha pas de devenir dans certains endroits des organes de l'insurrection — et parce que, malgré toutes leurs limitations, les comités issus de la réponse populaire au soulèvement militaire étaient un reflet de l'action développée par la classe ouvrière. S'ils n'allèrent pas plus loin et demeurèrent de simples organismes constitués d'en haut, ce ne fut pas par

(7) *Boletin interior*, organe d'information et de discussion du comité exécutif du POUM, n° 1 (15 janvier 1937).

hasard, mais comme résultat d'une politique qui se fixa comme objectif d'arrêter la révolution, et, par conséquent, de bloquer le développement des organismes où elle s'incarnait et de rétablir au plus tôt une république bourgeoise épurée des fascistes.

L'argumentation de Nin

L'argumentation de Nin lors de ce comité central se termina par une conclusion non moins surprenante, selon laquelle la substitution des différents pouvoirs révolutionnaires locaux par les nouvelles municipalités n'avaient pas l'importance que certains voulaient lui donner, allusion aux militants du POUM qui ne voyaient pas d'un bon œil le tournant du parti que représenta l'acceptation de la dissolution du comité central des milices et l'entrée dans le gouvernement de la Généralité, et par conséquent l'acceptation de sa politique et des mesures qu'elle adopta, l'une d'elles étant la dissolution de tous les comités locaux. En réalité, l'argumentation de Nin cherchait manifestement à couvrir et à justifier la position de l'exécutif du parti dans la dernière étape, immédiatement antérieure à l'expulsion du POUM du gouvernement de la Généralité, qui eut lieu en décembre 1936, et que, pour cela, il devait diminuer l'importance des comités révolutionnaires. La raison est évidente : on justifiait ainsi indirectement — ou du moins on ne remettait pas en question — la participation au gouvernement qui les liquida. Ce qui est certain, c'est que le remplacement des comités révolutionnaires par des municipalités rénovées à composition "antifasciste" eut réellement de l'importance, puisqu'il contribua à rétablir une partie très importante de l'appareil d'Etat bourgeois et porta donc un coup très dur au pouvoir révolutionnaire. Il y avait là deux choses différentes : un organisme qui ne devait répondre que devant les masses représentées dans le comité révolutionnaire — même si cela arrivait rarement, ou simplement parce que la question n'était pas posée — et un organisme, dans ce cas la municipalité, qui devait répondre par obligation légale devant l'autorité et respecter les ordres du gouvernement de la Généralité.

Mais autre chose mérite d'être retenu dans les idées avancées par Nin dans son intervention devant le comité central du parti : l'affirmation que les différents pouvoirs révolutionnaires locaux n'englobaient pas toute la population ouvrière organisée dans les syndicats. Une question sans doute discutable, puisque, dans la plupart des cas, les syndicats étaient représentés dans les comités locaux. Quel est donc le fondement de cette objection ? Il est difficile de ne pas voir un parallèle entre cette position et celle que défendaient les dirigeants de la CNT, qui opposèrent le "syndicat" aux comités comme instrument unique sur lequel tout devait reposer, c'est-à-dire l'édification d'une nouvelle société, la planification économique, le contrôle de la production, etc. Pour les dirigeants de la CNT — à l'exception du secteur syndicaliste, qui avait toujours théorisé cette voie —, c'était aussi une manière d'esquiver le problème de ce qu'il fallait faire de ces organes de pouvoir révolutionnaire, qui étaient, en définitive, une alternative au pouvoir politique légal.

La position de Nin, qui fut ratifiée par le comité central du parti, se plaçait manifestement sur le même terrain. Selon cette position, l'équivalent des soviets, ce n'était plus les comités d'Alliance ouvrière comme on l'avait soutenu auparavant — c'est-à-dire ces organes de front unique, qui, regroupant toutes les forces ouvrières d'une localité, se constituaient comme une alternative à l'Etat —, mais il fallait les chercher dans les comités d'usine, organismes qui, eux, englobaient tous les travailleurs. La propagande du POUM insistera beaucoup sur cette question, en particulier après la dissolution des comités locaux en Catalogne, et, surtout, à partir de son départ contraint et forcé du gouvernement, moment où il refera de l'agitation sur l'axe du gouvernement ouvrier, qui devait s'appuyer sur un congrès d'ouvriers, paysans et soldats, lequel, à son tour, devait se constituer sur la base des comités d'usine, des délégations paysannes et des délégations du front. Une proposi-

tion qui, d'ailleurs, n'eut pas le moindre écho, parce qu'elle semblait surtout destinée à convaincre les dirigeants de la CNT, qui, de leur côté, n'étaient pas très chauds, comme on le sait.

Mais, pour compléter la vision de l'évolution des positions déjà connues du POUM pendant les mois de juillet, août et septembre, par rapport aux comités, il convient de nous arrêter un instant sur ce que fut son attitude à l'intérieur du comité central des milices de Barcelone, qui est nettement moins connue, et même, d'une certaine façon, quelque peu passée sous silence.

José Pozo

(suite et fin de cet article dans le prochain numéro)

Jean-Jacques Marie : à quoi sert aujourd'hui le "complot des blouses blanches" (1953) ?

Dans un supplément livre du *Monde*, Thomas Wieder, professeur d'histoire à l'école normale supérieure de Cachan, a présenté le roman des frères Vaïner, *La Corde et la Pierre* (1), comme un chef-d'œuvre comparable à *Vie et Destin*, de Vassili Grossman.

La comparaison est manifestement très exagérée, mais, après tout, un jugement littéraire comporte toujours une part d'arbitraire. En revanche, Thomas Wieder présente ce roman comme une présentation véritable et véridique du complot des blouses blanches, fabriqué par Staline en 1952 et publiquement annoncé le 13 janvier 1953, et des suites qu'il aurait dû connaître si Staline n'était pas mort avant que le dernier acte ne se joue. Staline aurait voulu parachever en URSS la déportation, puis l'extermination des Juifs entamée par Hitler. L'affirmation, au vrai, se retrouve un peu partout aujourd'hui et vise non pas Staline lui-même, mais l'Union soviétique, dont le régime aurait débouché sur les mêmes résultats que le nazisme, donc lui serait identique.

Rappelons d'abord les faits.

---

(1) Arkadi et Gueorgui Vaïner : *La Corde et la Pierre*, traduit du russe par Pierre Léon, Paris, Gallimard, Série noire, 654 pages, 25 euros.

Histoire ou roman ?

L'assassinat de Mikhoels

Le 13 janvier 1948, on retrouve dans une impasse de Minsk, en Biélorussie, le cadavre de Shlomo Mikhoels, directeur, metteur en scène et principal acteur du théâtre juif de Moscou, le Goset, président du Comité antifasciste juif fondé en 1942 en URSS. A ses côtés, gît aussi le cadavre du critique théâtral qui l'accompagnait, Goloubov-Potapov, agent de la police politique chargé de le suivre et de le surveiller, tué en même temps que lui. Une mise en scène grossière présente le meurtre comme un accident de voiture. La police politique a validé son camouflage en faisant rouler les deux cadavres sous les roues d'un camion.

Dans une déclaration à Beria du 2 avril 1953 — soit quatre semaines après la mort de Staline —, l'ex-chef de la Sécurité, Abakoumov, en prison depuis près de deux ans, affirmera qu'il a, en organisant ce meurtre, fait exécuter une décision expresse de Staline. Abakoumov y affirme en effet : *"En 1948 (...), Staline m'a confié une mission urgente : organiser rapidement la liquidation physique de Mikhoels."* Apprenant que Mikhoels part à Minsk, *"Staline ordonna aussitôt d'organiser la liquidation de Mikhoels à Minsk, sous couvert d'un accident : lui et son compagnon devaient périr écrasés par une voiture."*

Au lendemain de cet assassinat commandité par lui, Staline tente de brouiller les pistes : il fait embaumer Mikhoels par Zbarski, l'embaumeur de Lénine en 1924, publier un article élogieux sur lui dans la *Pravda, datée* du 14 janvier, et organiser des funérailles solennelles en l'honneur de Mikhoels le 15. Mais ce tapage pompeux ne trompe que ceux qui veulent bien l'être. Le soir même de la cérémonie, l'écrivain yiddish Peretz Markich écrit un poème qui constitue un acte d'accusation transparent :

"Un cri obstiné soulève ta poitrine écrasée

O Eternité ! Sur ton seuil outragé,

J'avance, sabré, tué, mon dernier souffle étranglé,

Pareil à mon peuple, je garde les traces du forfait

Pour que tu me reconnaisses par ces plaies."

Dans l'intelligentsia, le bruit court que Mikhoels a été assassiné. Staline organise aussitôt une contre-attaque : en janvier-février, près d'un quart des 190 prix Staline (des trois catégories, toutes disciplines confondues) sont attribués à des Juifs. Staline fait attribuer le nom de Mikhoels au théâtre juif. Il confie à Abakoumov la mise au point d'un dossier sur le "nationalisme juif" en URSS... au moment même où il soutient, publiquement et à l'ONU, la création de l'Etat d'Israël.

Staline, en novembre 1948, dissout le Comité antifasciste juif, fait arrêter ses principaux dirigeants en décembre 1948 et janvier 1949, organise contre eux un procès clandestin et à huis clos, qui se conclut en août 1952 par l'exécution de treize d'entre eux, dont les plus grands écrivains yiddish de l'Union soviétique (Peretz Markich, David Bergelson, etc.).

Le communiqué de la *Pravda* (13 janvier)

Le 13 janvier 1953, la *Pravda* publie en page quatre un communiqué de presse, dont la place discrète souligne mal la gravité. Le communiqué annonce en titre l'*"arrestation d'un groupe de médecins saboteurs (...), qui cherchaient, en leur administrant des traitements nocifs, à abréger la vie des hauts responsables de l'Union soviétique"*. Ils sont accusés d'avoir assassiné Jdanov et l'ancien secrétaire du comité central, Chtcherbakov, de préparer le meurtre de chefs militaires soviétiques, dont cinq sont nommés (Vassilievski, Govorov, Koniev, Chtemenko et Levtchenko), plus quelques autres. Hélène Carrère d'Encausse affirme qu'ils sont accusés d'avoir voulu tuer Staline. L'académicienne a mal lu le communiqué. Le nom de Staline n'y figure jamais. Le communiqué cite neuf noms de médecins, sur lesquels six sont Juifs (M. S. Vovsi, M. B. Kogan, B. B. Kogan, A. I. Feldman, I. G. Etinguer, A. M. Gristein) et trois Russes (V. N. Vinogradov, P. I. Iegorov, G. I. Maiorov). Il dénonce, de plus, deux autres Juifs : Mikhoels, assassiné cinq ans plus tôt, jour pour jour, et le docteur Chimieliovitch, l'un des dirigeants du Comité antifasciste juif, fusillé avec ses compagnons le 12 août 1952. Contrairement aux affirmations du "maître espion" Soudoplatov, le spécialiste des révélations sensationnelles, l'agence Tass n'a jamais déclaré que ces médecins *"étaient accusés d'avoir organisé un complot sioniste en vue d'assassiner Staline et tout le bureau politique en utilisant des traitements inadéquats"*. Le nom de Staline ne figure, je l'ai signalé ci-dessus, à aucun endroit du communiqué.

Le communiqué distingue dans ces neuf médecins-assassins un groupe de cinq (Vovsi, B. B. Kogan, Feldman, Grinstein et Etinguer), *"liés à l'organisation nationaliste juive bourgeoise internationale Joint, créée par les services d'espionnage américains"*, et un groupe de trois (Vinogradov, M. B. Kogan, Egorov), depuis longtemps agents des services de renseignement britanniques et sionistes ; l'un des neuf médecins, Maiorov, a été oublié ! Le communiqué se conclut par la phrase menaçante, encore que légèrement incertaine : *"L'enquête devrait se conclure prochainement."* Le procès devrait donc être imminent.

Le choc

Lila Lounguina écrit dans ses souvenirs : *"En lisant cela, je sentis mes jambes se dérober sous moi et je me dis : cette fois-ci, on va tous y passer"* (p. 118). Cette campagne marque une rupture brutale : *"Nous étions rejetés de la vie qui avait été jusqu'ici la nôtre. Les voisins ne nous parlaient plus, les malades refusaient de se faire soigner dans les polycliniques par les quelques médecins juifs qui n'avaient pas encore été licenciés. De nouveau, comme au temps des tsars, on accusait les Juifs de tuer des enfants chrétiens pour confectionner avec leur sang le pain azyme. A Moscou et à Leningrad couraient les bruits les plus fantastiques : des pogromes se préparaient, tous les Juifs allaient être envoyés en Sibérie, pour les sauver — aurait dit Staline — du courroux légitime du peuple russe (...). Le bruit courut que les Juifs de Moscou allaient être dirigés, selon le quartier, vers l'une ou l'autre des sept gares de la capitale."*

La lettre

Deux apparatchiks juifs dociles, Mints et Khavinson, à la demande de

Staline, soumettent alors à un certain nombre de personnalités juives la proposition de signer un texte projetant le transfert, après le procès proche des médecins-assassins, d'une partie de la population juive soviétique vers l'Est, prétendument pour la protéger de la fureur des Russes indignés. Le texte de cette lettre est perdu. La revue *Istotchnik* a publié en 1997 un autre texte, revêtu de 58 signatures et jamais diffusé à l'époque.

Dénonçant les manœuvres des *"impérialistes américains et israéliens, qui veulent transformer les Juifs de Russie en espions et en ennemis du peuple russe"*, la lettre affirme que l'écrasante majorité des Juifs soviétiques sont des amis du peuple russe et souligne la nécessité de renforcer l'amitié entre les peuples et l'unité des travailleurs du monde entier face à leur ennemi commun : l'impérialisme. La diatribe s'achève par la proposition très modeste d'éditer en URSS un journal en yiddish, destiné aux larges couches de Juifs en URSS et à l'étranger, et visant à rassembler toutes les forces progressistes du peuple juif.

Mais ce n'est pas à un écrit de ce type que faisait allusion le pianiste Blanter, déclarant à Jacob Rappoport, l'un des médecins juifs arrêtés : *"Chaque matin, j'ouvrais la* Pravda *les mains tremblantes, de peur d'y trouver ce document infâme avec ma signature."* On comprendrait mal aussi, en ce cas, la remarque d'Ehrenbourg, qui, dans ses souvenirs, évoque ses *"efforts pour empêcher la publication dans la presse d'une lettre collective. Par bonheur, l'idée, véritablement folle, ne fut pas traduite dans les faits."* La proposition de publier un journal yiddish anti-impérialiste ne saurait être qualifiée ni d'*"infâme"* ni de *"folle"*. L'écrivain Benjamin Kaverine, à qui le texte fut soumis, y voit *"une sentence qui confirmait les bruits qui circulaient depuis longtemps sur les baraquements construits en Extrême-Orient pour y installer de futurs ghettos"*. L'idée *"véritablement folle"*, confirmation de la construction de ghettos en Extrême-Orient, renvoie donc à un autre texte — resté dissimulé ou soigneusement détruit — que celui publié en 1997.

Une campagne qui patine

La campagne, relayée d'abord par tous les organes de presse, patine vite ; les arrestations de médecins continuent, mais elles restent toutes secrètes. Faute de mieux, à partir du 20 janvier, la presse de Moscou évoque une lettre de la doctoresse Timachouk, décorée de l'ordre de Lénine pour cette missive, que la presse se garde bien de citer. Et pour cause ! Cette lettre, qui date de la fin août 1948, évoque la mort de Jdanov et Timachouk, justifie son diagnostic d'un infarctus du myocarde chez Jdanov, mort le 31 août, diagnostic rejeté par les quatre médecins qui soignaient alors Jdanov : Vinogradov, Iegorov, Vassilenko et Maiorov... et dont aucun n'était Juif.

La *Pravda* consacre certains jours plus de place à dénoncer les *"espions en soutane"* (c'est-à-dire les prêtres catholiques arrêtés en Pologne, dénoncés dans les numéros de la *Pravda* des 22, 23, sur trois colonnes, 24, 25, 26, 27 et 28 janvier...). Etrange façon de préparer une campagne antisémite ouverte et un procès public. Il faut attendre la *Pravda* datée du 6 février pour trouver un grand article, aux accents rituels, contre un certain Gourevitch, issu d'une *"famille de mencheviks-bundistes"*, devenu *"membre du groupe trotskyste antisoviétique"*, puis devenu *"trotskyste camouflé"* après une feinte rupture, et qui s'est mis en 1939 à la disposition de services de renseignements étrangers non précisés. L'article conclut vaguement : *"Gourevitch a adhéré aux services d'espionnage étrangers à cause de ses opinions nationalistes trotskystes et antisoviétiques."*

Un article dans la *Pravda*, en date du 20 février, consacré aux exploits attribués à Lydia Timachouk, semble relancer la campagne, qui retombe aussitôt.

Un plan de déportation et d'extermination des Juifs ?

Quel est l'objectif réel de la campagne ? Les frères Vaïner, romanciers russes, qui ont consacré deux romans à cette affaire, *L'Evangile du bourreau* et *La Corde et la Pierre*, y voient une variante de la solution finale. Ils écrivent dans un texte présenté comme un mémorandum rédigé par le héros du roman, Aliocha : *"Le 13 janvier 1948, c'est par l'assassinat de Mikhoels et de Moïssei Guinzbourg* (nom donné dans le roman à l'agent de la police politique Goloubov-Potapov) *qu'a commencé dans notre pays une campagne antisémite sans précédent par ses dimensions, qui avait pour objectif la déportation et l'extermination totale des Juifs"* (p. 599). Le romancier peut certes utiliser les droits de l'imagination et pour transformer les événements réels en fable ou en mythe, mais le traducteur des frères Vaïner donne à leur interprétation romanesque la couleur de la vérité objective en affirmant dans une note de bas de page : *"Le prétendu complot des blouses blanches (...) préludait à la déportation massive et la probable destruction de tous les Juifs soviétiques"* (p. 196). Il renvoie, pour fonder cette affirmation, au précédent roman des frères Vaïner, *L'Evangile du bourreau*. L'imagination romanesque se cautionne et se conforme ainsi elle-même. Le procédé est un peu gros, à la limite de l'honnêteté.

Les deux auteurs du *Dernier crime de Staline*, Jonathan Brent et P. Naumov (1), vont dans le même sens... et même un peu plus loin. La quatrième de couverture résume ainsi leur position : *"Staline rêvait-il d'une shoah à la russe ? Les travaux entrepris pour agrandir les camps de concentration du goulag au-delà du cercle polaire, dont les auteurs ont découvert la trace, le laissent penser."* A supposer que ces quatre camps étaient destinés à recevoir des Juifs (ce que rien ne permet d'affirmer... ni de nier !), ils n'auraient pu en accueillir qu'une fraction assez limitée. La Sécurité n'avait pas les moyens de construire des baraquements pour accueillir au Birobidjan ou ailleurs — même dans des conditions lamentables — les trois millions de Juifs soviétiques, une population dépassant celle de tout le Goulag, qui se montait alors à 2 750 000 personnes, à moins d'en tuer la majeure partie en cours de route.

Mais Brent et Naoumov ajoutent : *"La Grande Terreur fut pour Staline un prélude à la préparation de la Seconde Guerre mondiale et de nombreuses preuves récemment découvertes confirment que le complot contre les médecins aurait joué un rôle semblable. Dans les années trente, l'ennemi était l'Allemagne, après la guerre ce furent les Etats-Unis"* (p. 14). Précisons tout de suite qu'il n'y a dans leur livre pas plus de preuves de leur affirmation parfaitement gratuite.

Guennadi Kostyrtchenko, l'auteur de *Prisonniers du Pharaon rouge*, nie le projet de déportation de Juifs par Staline, qu'il réduit à *"des bruits qui ont circulé et circulent encore dans les milieux juifs"* (!), et s'appuie sur trois arguments : *"L'existence de tels plans est niée par des personnalités très au fait des secrets de la cuisine politique stalinienne, comme Soudoplatov et Kaganovitch."* Seconde preuve : *"Le critique acharné des crimes staliniens qu'était Nikita Khrouchtchev ne le mentionne pas non plus dans ses Mémoires."* Enfin, Kostyrtchenko conclut : *"Le plus important est qu'il n'y a pas eu de directive officielle sanctionnant la déportation."* Aucun de ces arguments n'est certes très convainquant : Soudoplatov et Kaganovitch sont des menteurs professionnels, Khrouchtchev a une mémoire sélective (il ne mentionne dans son rapport du XX[e] Congrès que cinq peuples déportés par Staline sur une douzaine !). Si un

(1) Jonathan Brent et Vladimir P. Naumov : *Le Dernier crime de Staline, retour sur le complot des blouses blanches*, Calmann-Lévy, 410 pages, 25 euros.

ordre pareil avait été donné, il l'aurait, selon la méthode habituelle de Staline pour les missions délicates, donné oralement.

Un projet imaginaire

Mais deux choses sont certaines : un tel projet était si incompatible avec les fondements mêmes de l'Union soviétique qu'il aurait provoqué d'insurmontables difficultés nationales et internationales ; ensuite, Staline aurait-il nourri un pareil projet de déportation et d'extermination (ce que rien ne prouve et même ne confirme), il n'aurait pas eu les moyens de déporter tous les Juifs vers le Birobidjan, l'Altaï, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. L'opération était politiquement bien plus délicate que la déportation d'Allemands soviétiques en pleine guerre avec l'Allemagne, ou de peuples du Caucase, dont le sort laissait les gouvernements alliés indifférents ; elle aurait exigé un déploiement de moyens dont le Kremlin ne disposait pas ; elle aurait aussi exigé une campagne nationale et internationale trop contradictoire avec l'idéologie officielle et les bases mêmes du régime pour ne pas provoquer une grave crise politique. Staline a peut-être envisagé de préparer la déportation de centaines de milliers de Juifs vers l'est après le procès prévu des médecins assassins. Ainsi, les habitants du quartier juif de Tiflis avaient été prévenus en février 1953 de leur prochain transfert vers l'est, selon l'écrivain Nodzar Djinn, qui y vivait alors.

L'imagination romanesque

Le double assassinat de Mikhoels et de Goloubov-Potapov sert de point de départ au roman des deux frères Vaïner. Son héros, l'écrivain Aliocha, très porté sur la vodka, est follement amoureux d'une jeune Juive, Ulla Guinzbourg, auteur d'une thèse sur l'un des plus grands poètes yiddish du début du XX^{e} siècle, Chaim-Bialik. Les frères Vaïner ont transformé le réel Goloubov-Potapov en Guinzbourg. Ulla est donc la fille du second assassiné, dont elle ne soupçonne pas une seconde le rôle d'agent de la police politique. Elle veut retrouver ceux qui l'ont tué. Aliocha, dont le père, Epantchine, lui aussi membre de la police politique, a participé à cette opération meurtrière, mais n'en dit évidemment mot à son fils, sauf à l'ultime moment de sa mort, l'aide dans cette quête. Le roman se présente à la fois comme une intrigue policière aux péripéties multiples et au rythme haletant, et comme une interprétation, voire une vision, de l'histoire réelle. Pour renforcer cet aspect, les frères Vaïner mêlent des personnages réels (comme l'enquêteur Cheinine) à des personnages imaginaires, mais inspirés d'individus tout à fait réels. Or l'assassinat de Mikhoels débouche, on l'a vu, sur la dissolution du Comité antifasciste juif en novembre 1948, sur l'arrestation et l'exécution de ses principaux dirigeants, les meilleurs écrivains yiddish de leur génération, puis sur le prétendu complot des blouses blanches.

Une interprétation à la mode

Les frères Vaïner présentent ainsi à la fois un tableau des cinq dernières années du règne de Staline et de l'Union soviétique de Brejnev : ils peignent une véritable et double fresque.

Dès lors, on ne peut simplement juger leur œuvre pour ses seules qualités romanesques, mais aussi en examinant l'interprétation de l'histoire que ces dernières visent à conforter. C'est là que le bât blesse. Pour les frères Vaïner, on l'a vu, l'objectif réel de la campagne antisémite engagée par Staline n'est qu'une variante de la solution finale. C'est la nouvelle solution finale.

Ce n'était pas la première fois que Staline se serait empêtré dans ses pro-

jets : en 1938, il avait commencé à monter un gigantesque complot de dirigeants de l'Internationale communiste et d'ambassadeurs soviétiques, qu'il dut laisser en friche, tant la tâche était au-dessus de ses forces. Certes, cet abandon ne prouve rien sur ses projets de 1953. Mais ces derniers restent obscurs.

Et le prétendu projet de déportation — irréalisable — des trois millions et demi de Juifs soviétiques rappelle les chiffres fantastiques de détenus au Goulag (15 millions, écrivait Soljenitsyne, 19 millions, affirmait Jacques Rossi, alors qu'il y en avait 2 750 000, dont le régime ne savait que faire au point que Beria en libéra 1 200 000 dès la mort de Staline !).

Le romancier a certes pleinement le droit d'utiliser les outils de l'imagination et de donner aux événements réels qu'il utilise comme matériau romanesque une ampleur et un contenu qui dépassent de loin leur réalité stricte.

Mais les auteurs de *La Corde et la Pierre* auraient sans doute dû écrire au seuil de leur roman pour prévenir le lecteur : toute dissemblance avec des personnages réels est purement accidentelle.

Ils utilisent tant de faits vrais mélangés à des inventions abusivement présentées comme véridiques, et leur talent d'écrivain peut pousser de nombreux lecteurs à prendre les vertiges et les fantaisies de la fiction pour l'histoire réelle.

Jean-Jacques Marie

Chronologie de la révolution en Pologne et en Hongrie (1956)

Chronique des événements

1953

5 mars : mort de Staline.

17-18 juin : grève générale des ouvriers de Berlin-Est et de nombreuses villes d'Allemagne de l'Est.

Juillet : grève des détenus du camp de Vorkouta, en URSS.

Août 1953 : grève générale en France.

Décembre : à Moscou, exécution de Beria et de cinq de ses collaborateurs de la Sécurité d'Etat.

1954

Novembre : début de l'insurrection en Algérie.

1955

Mars : Imre Nagy, nommé chef du gouvernement hongrois en juillet 1953, est condamné pour *"déviation de droite"* par le comité central, sous l'impulsion du dirigeant stalinien Mathias Rakosi revenu d'URSS en novembre 1954.

Avril : à Budapest, Imre Nagy, exclu du bureau politique du PC hongrois, démissionne de la présidence du gouvernement.

A Varsovie, publication du poème critique du poète Adam Wazyk, intitulé *Poèmes pour adultes*. L'appareil tente de le faire condamner par une réunion d'ouvriers des usines sidérurgiques de Nowa Huta (non loin de Cracovie), qui refusent.

Septembre : en Pologne, le journaliste Eligiuz Lasota réorganise l'hebdomadaire *Po Prostu*, qui va devenir le porte-parole de l'opposition de gauche au sein du Parti communiste polonais (dit Parti ouvrier polonais unifié, POPU).

Novembre : Imre Nagy est exclu du PC hongrois.

Décembre : création à Budapest du cercle d'intellectuels dit Petöfi, du nom du poète révolutionnaire hongrois du XIX^{e} siècle.

1956

Février : article dans *Szabad Nep* (quotidien du PC hongrois) réhabilitant Bela Kun, président en 1919 du Conseil des commissaires du peuple de Hongrie, liquidé par Staline en 1937. Au même moment, un communiqué annonce dans *Trybuna Ludu* (quotidien du POPU) la réhabilitation du PC polonais dissous par Staline et le Comintern en 1938 et de ses dirigeants fusillés comme trotskystes-luxemburgistes, agents de la Gestapo.

24 février : rapport secret de Khrouchtchev au XX^{e} Congrès du PCUS condamnant certains crimes de Staline, diffusé par des communistes polonais.

25 mai-juin : débats politiques de plus en plus animés au cercle Petöfi, dont l'un sur la liberté de la presse, qui aboutit à l'exclusion du PC hongrois de l'écrivain Tibot Dery, coupable d'avoir dénoncé la censure stalinienne.

28-29 juin : grève générale et manifestations puissantes des ouvriers de Poznan (Pologne) face au refus de l'appareil d'écouter leurs revendications, qui se transforment en émeute.

Juillet : Ernö Gerö, ancien responsable du Guépéou en Espagne en 1936-1938, où il était chargé de la chasse aux trotskystes, est nommé secrétaire du PC hongrois à la place de Rakosi.

Septembre : début du procès des "émeutiers" de Poznan.

6 octobre : manifestation monstre à Budapest lors des funérailles solennelles de Laszlo Rajk, ministre de l'Intérieur, ancien des brigades internationales en Espagne, condamné à mort en 1949 comme trotskyste-titiste.

13 octobre : à Budapest, arrestation du général Farkas, ancien dirigeant de la police politique hongroise.

14 octobre : réintégration d'Imre Nagy dans le PC hongrois.

16 octobre : à Varsovie, annonce que Wladyslaw Gomulka, ancien secrétaire du POPU, arrêté en 1949 comme nationaliste polonais et libéré secrètement en décembre 1954, sera invité au prochain comité central.

19-20 octobre : à l'occasion de la réunion du plénum du comité central du POPU arrive une délégation soviétique, non invitée, conduite par Khrouchtchev, qui prétend imposer ses décisions à ce plénum et le maintien de la direction stalinienne en place du POPU. Rumeurs de coup d'Etat militaire en Pologne organisé par le maréchal soviétique Rokossovski,membre du bureau politique du POPU et... ministre de la Défense polonais ! Mobilisation ouvrière à Varsovie en réponse à ces rumeurs. Nombreux meetings de masse à Varsovie et en province. A Szeged, en Hongrie, des étudiants fondent une organisation indépendante, le MEFESZ.

21 octobre : à Varsovie, Gomulka est nommé premier secrétaire du POPU. Rokossovski est chassé du bureau politique. Réunions massives dans les usines et les facultés.

22 octobre : en Hongrie, meetings dans toutes les universités, des résolutions sont votées réclamant l'égalité entre la Hongrie et la Russie, la publication des traités économiques, l'autonomie ouvrière, le retour de Nagy au gouvernement. Les étudiants de l'université technique décident une manifestation pour le lendemain et l'envoi de délégations dans les usines.

23 octobre : à Budapest, interdite puis autorisée par le gouvernement, la manifestation rassemble en fin d'après-midi 100 000 à 150 000 manifestants ; étudiante au départ, elle se grossit à partir de 17 heures des ouvriers qui sortent des usines. Le gros de la manifestation reste place du Gouvernement, réclamant le retour de Nagy au gouvernement ; un groupe de manifestants se rend au monument Staline et abattent la statue, une délégation se rend au Palais de la radio pour faire lire les résolutions. Refus de la radio, gardée par des soldats de AVH (police politique). Vers 23 heures, sur ordre du secrétaire du PC hongrois, Gerö, la police politique ouvre le feu sur les manifestants qui essaient de pénétrer dans le Palais de la radio ; des unités de l'armée hongroise envoyées en renfort se laissent désarmer par les manifestants ou passent de leur côté ; des ouvriers retournent vers les usines, où les équipes de nuit arrêtent le travail et s'emparent des dépôts d'armes de la milice ouvrière et des stocks des usines d'armement ; un peu partout dans Budapest, des combats s'engagent contre la police politique. C'est le début de la révolution.

A Varsovie, révision des actes d'accusation dans les procès de Poznan, qui va aboutir à la libération de tous les inculpés, disculpés. Nombreux meetings en province, qui réclament souvent le départ des troupes russes de Pologne.

24 octobre : à Budapest, la radio annonce la nomination de Nagy à la tête du gouvernement, la promulgation de la loi martiale et l'appel (prétendu) de Nagy à l'armée russe, qui est intervenue à l'aube contre les insurgés. Les combats et les manifestations continuent .

25 octobre : à Budapest, Gerö, secrétaire du parti, est démis de ses fonctions et remplacé par Kadar. Nagy et Kadar promettent des réformes, mais deman-

dent aux insurgés de déposer les armes. Les combats continuent contre l'armée russe. Les premiers conseils révolutionnaires sont créés dans les localités, les premiers conseils ouvriers dans les usines.

26 octobre : à Budapest, le colonel Maleter passe du côté des insurgés. Avec son unité de chars, il tient la caserne Kilian. Kopaksi, préfet de la police de ville, passe du côté des insurgés et fait distribuer des armes aux étudiants, organisant des unités reliées à la préfecture. En province, partout, des comités révolutionnaires composés de délégués des conseils ouvriers et des représentants de l'armée et des paysans prennent le pouvoir et désarment la police politique. Radio Miskolc et Radio Gyor sont aux mains des forces révolutionnaires.

27 octobre : à Budapest, formation d'un gouvernement national. Nagy a fait appel aux anciens partis démocratiques. Il reçoit sans cesse de nouvelles délégations des conseils ouvriers et révolutionnaires de province. Formation de conseils ouvriers dans toutes les usines de Budapest.

A Varsovie, suppression des magasins spéciaux réservés aux fonctionnaires du POPU, dénoncés par *Po Prostu*. Une assemblée des ouvriers de l'usine Zeran, dans la banlieue de Varsovie, demande une prise de position contre l'intervention russe en Hongrie.

28 octobre : à Budapest, début des négociations entre les représentants des insurgés et Imre Nagy, qui, à la radio, admet que le mouvement n'est pas "contre-révolutionnaire".

29 octobre : annonce officielle (mais mensongère) que les troupes russes, qui se retirent de Budapest, se retireront du pays.

30 octobre : à Varsovie, les officiers soviétiques en fonction dans l'armée polonaise sont libérés de leurs fonctions. A Budapest, Imre Nagy dément avoir proclamé la loi martiale et appelé les troupes russes. A Budapest, malgré des réserves, l'ensemble des conseils révolutionnaires affirment leur soutien au gouvernement Nagy ; les délégations affluent à Budapest. Le chef de l'Eglise catholique hongroise, le cardinal Mindzenty, ancien collaborateur pro-nazi, emprisonné en 1949, est libéré. Les anciens partis se reconstituent. Radio Europe libre (propagande américaine) s'efforce de jeter le discrédit sur le gouvernement Nagy. Constitution à Gyor du conseil national de Transdanubie s'appuyant sur les conseils ouvriers.

En réponse à la nationalisation du canal de Suez décidée quelques semaines plus tôt par le chef du gouvernement égyptien, Gamal Abdel Nasser, les troupes israélienne attaquent l'Egypte, relayées par des détachements des armées française — envoyés par le gouvernement du socialiste Guy Mollet — et britannique.

31 octobre : Radio Moscou annonce que le gouvernement russe est prêt à négocier le retrait de ses troupes. Les documents internes publiés après la chute de l'URSS confirment qu'il n'en a jamais eu la moindre intention. Des conseils de province signalent l'arrivée de nouvelles unités russes en Hongrie.

1er novembre : à Budapest et dans toute la Hongrie, les troupes russes affluent ; protestation de Nagy, plainte à l'ONU et déclaration de la neutralité de la Hongrie. Nagy et Kadar annoncent la fondation d'un nouveau parti, le Parti socialiste hongrois. A Gyor, le conseil révolutionnaire fait disperser un meeting organisé par les partis bourgeois.

2 novembre : les conseils ouvriers des grandes usines de Budapest décident la reprise du travail pour le 5 novembre. Le conseil révolutionnaire de Bonsod-Miskolc réclame la constitution d'un conseil révolutionnaire national constitué par les conseils révolutionnaires et les conseils ouvriers en remplacement de l'ancien Parlement.

En Pologne, plusieurs journaux publient des lettres de lecteurs demandant la dissolution des forces de sécurité.

3 novembre : à Budapest, troisième remaniement du gouvernement Nagy, excluant tous les anciens staliniens ou "rakosistes". Maleter est responsable des forces insurgées. Discours à la radio (Radio Budapest, contrôlée par le gouvernement) du cardinal Mindzenty. Ra-

dio Europe libre, contrôlé par les Américains, lance le mot d'ordre provocateur *"Mindzenty au pouvoir"*. *L'Humanité* reprend la balle au bond et annonce la formation prochaine d'un gouvernement Mindzenty. Maleter et les chefs militaires des insurgés, invités à venir négocier le départ des troupes russes, sont arrêtés.

4 novembre : les troupes russes attaquent Budapest. Kadar, disparu depuis quelques jours, annonce qu'il a pris la tête d'un gouvernement ouvrier et paysan soutenu par les Russes. Reprise des combats dans tout le pays. Nagy se réfugie à l'ambassade yougoslave.

A Varsovie, Gomulka, lors de la conférence nationale des cadres du POPU, affirme nécessaire un coup d'arrêt à l'épuration des vieux cadres (staliniens) du parti.

Ce jour-là, *Po Prostu* publie un article de Roman Zimand, sous le titre *"Cela concerne les ouvriers du monde entier"*, qui se conclut par les lignes suivantes : ***"On ne peut parvenir à une résurrection victorieuse du socialisme en Pologne sans exterminer le stalinisme. On ne peut pas abattre définitivement le stalinisme en Pologne sans mener contre lui une bataille générale dans le mouvement ouvrier international. Cela concerne donc à la fois la Pologne et les ouvriers du monde entier. C'est en cela que consiste l'unité manifeste du patriotisme et de l'internationalisme."***

5-12 novembre : en Hongrie, poursuite des combats dans tout le pays, des dernières résistances ont lieu à Pecs, où les mineurs se retirent dans les contreforts du mont Mecksen et continuent de harceler les convois russes, et dans les quartiers ouvriers du Csepel, à Budapest.

12 novembre : à Budapest, le comité révolutionnaire d'Ujpest (banlieue ouvrière de Budapest) lance un appel pour la formation d'un conseil ouvrier central du Grand-Budapest (la capitale et la banlieue) constitué le lendemain.

13 novembre : une délégation de plusieurs conseils ouvriers de Budapest est reçue par Kadar, qui ne veut donner aux conseils ouvriers qu'un pouvoir économique. La grève générale est totale depuis le 4 novembre.

15 novembre : Balazs, président du conseil du Grand-Budapest, est démis de ses fonctions pour avoir interprété le mot d'ordre de reprise du travail comme une reconnaissance du gouvernement Kadar ; le conseil doit aller s'expliquer devant les assemblées d'usines mécontentes. Devenyi, de Csepel, est nommé président. Les Russes organisent les arrestations et les déportations vers l'URSS. En province, double pouvoir entre les conseils révolutionnaires, la police politique et les permanents du parti soutenus par l'armée russe.

19 novembre : en Hongrie, convocation de tous les délégués des conseils révolutionnaires de province à Budapest pour la constitution d'un conseil ouvrier national. En province, la grève est toujours totale.

21 novembre : l'armée russe empêche la réunion des délégués des conseils révolutionnaires, une partie d'entre eux réussit à se réunir ; affrontement entre les délégués de province et ceux de Budapest, les premiers reprochant aux seconds d'avoir repris le travail. Le conseil du Grand-Budapest entérine le mot d'ordre de grève de 48 heures décidé par les ouvriers devant l'intervention des Russes contre les délégués. Une liaison permanente est mise en place entre le conseil du Grand-Budapest et les conseils de province. Le président Devenyi, estimé trop tiède, est démissionné et remplacé par Racz, un ouvrier de 23 ans. Bali et Lalocsa sont nommés vice-présidents.

23 novembre : à Budapest, pour célébrer l'anniversaire du début de la révolution, le conseil central décide que, pendant une heure, personne ne sortira dans les rues de Budapest. Déploiement des troupes russes.

25 novembre : à Varsovie, Adam Wazyk publie dans *Nowa Kultura* un poème affirmant sa solidarité avec les insurgés hongrois : *Qui tacent clamant*.

4 décembre : les assemblées d'usines proposent pour l'anniversaire de la deuxième intervention russe d'organiser une manifestation dans Budapest. Le conseil central propose que seules les femmes y participent.

5 décembre : à Budapest, la police essaie d'arrêter les dirigeants du conseil ouvrier central du Grand-Budapest, qui a organisé ce jour-là une manifestation de femmes contre la faim. Racz et Bali parviennent à se réfugier dans leurs usines ; devant la résolution des ouvriers, les forces de police n'osent pas intervenir. Arrestation d'un grand nombre de membres des conseils ouvriers.

5-6 décembre : à Varsovie, congrès de fondation de l'Union de la jeunesse révolutionnaire (RZM), organisation de jeunesse indépendante qui déclare dissoute l'ancienne et stalinienne Union de la jeunesse polonaise (ZMP) et se prononce pour la lutte contre le stalinisme (dissoute trois semaines plus tard par le gouvernement de Gomulka) à l'appel des communistes opposants de *Po Prostu*.

9 décembre : à Budapest, le conseil ouvrier central du Grand-Budapest décide la grève générale de 48 heures pour protester contre la répression qui frappe les membres des conseils.

11 décembre : à Budapest, grève générale. Convoqués par Kadar *"pour discuter"*, Racz et Bali quittent leurs usines et sont arrêtés au Parlement. Le comité révolutionnaire des intellectuels est dissous. Le gouvernement décide la dissolution du conseil du Grand-Budapest, *"dont les membres préféraient s'occuper exclusivement des questions politiques pour construire un nouveau pouvoir à opposer aux organes exécutifs de l'Etat"*.

A Szczecin, en Pologne, des manifestants attaquent le consulat soviétique.

12 décembre : en Pologne, les mineurs de Gliwice organisent une marche silencieuse de solidarité avec les ouvriers hongrois.

13 décembre : à Budapest, l'usine Beloiannis poursuit la grève pour protester contre l'arrestation de Racz et Bali. Partout dans le pays, le gouvernement Kadar, appuyé par les Russes, reprend le contrôle policier de la population ; nombreuses arrestations des délégués des conseils ouvriers.

Les métallos de l'usine Cegielski (ex-Zispo), à Poznan, en Pologne, demandent le retrait des troupes russes de Hongrie, des élections libres en Hongrie, et condamnent l'action de Janos Kadar.

17 décembre : en Hongrie, les premières condamnations à mort sont prononcées contre des insurgés.

1957

3-4 janvier : à Varsovie, la pression de l'appareil du POPU impose un congrès de fusion entre l'Union de la jeunesse révolutionnaire créée au début de décembre 1956 et l'Union de la jeunesse ouvrière, fabriquée par les anciens cadres staliniens de la jeunesse du POPU. C'est la fin de l'éphémère organisation indépendante de la jeunesse.

11 et 12 janvier : à Budapest, les ouvriers de Csepel se mettent en grève. La police intervient : un mort, les chars russes cernent Csepel (le plus gros quartier ouvrier de Budapest).

23 janvier : Gomulka invite les travailleurs hongrois à soutenir le gouvernement Kadar.

4 février : en Hongrie, une insurgée de 20 ans est pendue à Bekescsaba.

5 avril : le quotidien du POPU, *Trybuna Ludu*, affirme le soutien total du POPU à Kadar.

13-17 août : en Pologne, grève des traminots de Lodz.

18 août : Gomulka dénonce les *"tendances anarchiques des fauteurs de troubles"*, met en garde les ouvriers contre l'activité des *"trublions et des démagogues"*, et stigmatise la *"tolérance"* de la police vis-à-vis des grévistes.

Septembre : en Hongrie, dissolution des derniers conseils ouvriers.

2 octobre : à Varsovie, suspension définitive de l'hebdomadaire communiste oppositionnel *Po Prostu*.

17 octobre : à Budapest, *Napzabadzag*, le journal du PC hongrois, dénonce les conseils ouvriers comme étant une *"création de la contre-révolution"*.

18 octobre : à Varsovie, exclusion du POPU de dix membres du comité de rédaction de l'hebdomadaire *Po Prostu*, supprimé.

1958

14 avril : en Pologne, Gomulka déclare au congrès des syndicats que désormais les grèves sont illégales. Les conseils ouvriers sont subordonnés à l'appareil du POPU et des syndicats rebureaucratisés.

27 juin : à Budapest, publication d'un communiqué annonçant le jugement à huis clos, la condamnation à mort et l'exécution d'Imre Nagy, Pal Maleter (ancien chef des forces militaires hongroises), Joszef Szilagyi et le journaliste communiste Miklos Gimes.

Leur camarade Geza Lozonczy, arrêté avec eux, avait trouvé la mort en prison.

Karol Dombrowski : la grève de Poznan (juin 1956) Comment tout a commencé

Ecrivant le 29 juillet 1956 dans le journal des écrivains *Nowa Kultura*, au moment même où la justice polonaise préparait le procès de plusieurs dizaines de grévistes de Poznan, l'écrivain polonais Victor Woroszylski notait, après avoir donné les faits révélant une dégradation continue de la situation matérielle des travailleurs de la principale usine de Poznan, Zispo, et de quelques autres au cours de l'année 1956 : *"Les syndicats, organes sans indépendance, bureaucratiques, privés de tâches concrètes, ne se sont jamais engagés dans la défense des intérêts des ouvriers."* Il ajoute : *"Pendant des mois entiers, le découragement et le mécontentement n'ont cessé de croître, ce qui a créé les conditions de plus en plus favorables à une agitation hostile."* Il cite ensuite la réflexion d'un cadre local du Parti communiste (le Parti ouvrier polonais unifié, POPU) : *"Les organisations du parti ne pouvaient pas s'opposer à cette agitation avec une énergie suffisante, car les revendications des travailleurs étaient légitimes dans leurs grandes lignes"*... mais l'appareil y opposait le silence et le refus, provoquant ainsi l'explosion.

"Pendant des mois entiers, le découragement et le mécontentement n'ont cessé de croître"

Le mécontentement des ouvriers de Poznan

Le 16 juin 1956, les ouvriers du département WW 3 de l'usine métallurgique Zispo (anciennement Etablissement Staline de Poznan, débaptisée depuis peu), qui rassemble plus de 15 000 ouvriers au total, commencent une grève dite "perlée".

Les ouvriers protestent contre une réalité de moins en moins supportable : alors que, de 1953 à 1956, le rendement moyen du travail dans l'usine s'est accru de près de 25 % en moyenne par an, leur salaire a baissé de 3 % en moyenne depuis 1954, baisse encore plus sensible dans cinq départements (les W 6, 7, 8 et 9) qui travaillent pour l'armée, et le W 3, qui fabrique des wagons. Les 2 100 ouvriers de ce département ont subi des pertes de salaires (dues aux ruptures de fournitures de matières premières) de 200 à 450 zlotys sur un salaire mensuel de 1 800 à 2 000 zlotys par mois (1) !

Au même moment, se tient à Poznan une exposition internationale de machines-outils, qui fait affluer dans la ville des exposants, des visiteurs et des journalistes de plusieurs pays étrangers (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Suède, Danemark, Allemagne occidentale, Suisse).

Le cahier de revendications

La direction de l'usine reste sourde à la grève des ouvriers, qui se réunissent alors par ateliers, puis en réunions inter-ateliers, pour élaborer une plate-forme revendicative en trois points : situation matérielle des salariés, conditions de travail, situation légale du personnel.

"1. Situation matérielle des salariés :

a) augmentation de 15 à 20 % du salaire de base et modification du système des primes ;

b) remboursement des sommes prélevées au titre de l'impôt perçu illégalement sur les primes ;

c) une juste et rapide attribution des logements ouvriers et réfection des logements ouvriers ;

d) baisse sur les prix des articles de première nécessité ;

e) rétribution supplémentaire des travaux nuisibles pour la santé ;

f) réduction de l'impôt professionnel.

2. Conditions de travail :

a) une meilleure coopération entre les entreprises visant à assurer à Zispo

(1) Voir l'article de Victor Woroszylski, intitulé *"Retour au pays"*, publié dans *Nowa Kultura* (29 juillet 1956).

les livraisons régulières des matières premières et des produits semi-fabriqués, ce qui permettrait de mettre fin aux arrêts techniques du travail et aux heures supplémentaires, ainsi qu'à la discontinuité de la production et aux malfaçons qui en résultent ;

b) simplification et normalisation des règlements concernant la gestion des entreprises en vue de diminuer la pression bureaucratique sur les conditions et l'atmosphère du travail ;

c) amélioration de l'hygiène et de la sécurité du travail ;

d) attribution de vêtements et de chaussures de protection.

***3.** Situation légale du personnel :*

a) participation directe du personnel à la gestion de l'entreprise et contrôle par lui de la production ;

b) participation du personnel aux bénéfices ;

c) reconnaissance des représentants du personnel élus d'une manière libre et indépendante."

Ainsi, la liste des revendications se conclut par l'exigence d'une organisation indépendante des ouvriers, que le syndicat existant ne saurait constituer, puisqu'il est entièrement intégré à l'Etat.

Les ouvriers exigent enfin que le gouvernement leur envoie un représentant qualifié (en fait, le président du Conseil) pour discuter de leurs problèmes et de leurs revendications.

Les discussions avec la direction de l'entreprise, la direction locale du parti et celle des syndicats (étatiques) ne donnent rien ; toutes ces directions, inconscientes que la colère monte dans les ateliers ou certaines de pouvoir y mettre aisément un terme, décident d'ignorer purement et simplement les revendications avancées. Les ouvriers se réunissent et discutent : ils pensent envoyer une délégation à Varsovie et engager la grève totale pour soutenir sa démarche. Finalement, ils décident d'élire une délégation pour Varsovie et de fixer la grève au 28 juin au cas où la délégation reviendrait les mains vides ou serait victime de répression.

Les ouvriers refusent que la délégation soit formée par les responsables du syndicat officiel et du comité d'entreprise ; ils élisent 27 délégués, qui forment donc une représentation indépendante, et partent pour Varsovie le 25. Ils sont reçus le 26 par le ministre de l'Industrie, qui ne s'engage à satisfaire que quelques revendications mineures, et, pour le reste, promet la mise en place d'une commission. Ce que les ouvriers considèrent manifestement comme une proposition rituelle d'enterrement. Puis, le ministre, flanqué du secrétaire de la fédération des métaux, part immédiatement à Poznan, le mercredi 27 juin, pour discuter avec les ouvriers de Zispo, où il répète ce qu'il a dit à la délégation. Son attitude exaspère les ouvriers ; le bruit court alors que la délégation a été arrêtée à Varsovie.

Les équipes de nuit se réunissent et décident de se mettre en grève totale pour le lendemain matin 28 et de manifester dans les rues de la ville. Les cadres du parti et du syndicat tentent mollement de s'y opposer, mais la colère des ouvriers balaie leurs timides objections. Deux semaines plus tard, lors d'une réunion du comité du parti de l'usine Zispo, un dirigeant s'exclamera : "*A Zispo, il a suffi d'une seule femme pour désarmer moralement toute la cellule de l'usine !*" Cela en dit long sur la faiblesse de l'appareil face aux ouvriers

L'équipe de jour, qui arrive à 6 heures du matin, confirme la décision de grève. Les deux équipes décident en même temps une manifestation, l'envoi d'un message au Premier ministre lui demandant de venir sur place se rendre compte de la validité de leurs revendications et un meeting public sur la place de l'hôtel de ville, où ils annoncent qu'un représentant du gouvernement et des représentants des autorités locales s'adresseront aux manifestants. Pour eux, cela va de soi. Il ne leur vient manifestement pas à l'idée que les uns et les autres se défileront face à la grève générale et opposeront le silence à leurs demandes. C'est cette attitude à la fois de peur et de mé-

pris, caractéristique des bureaucrates, qui va transformer une grève de protestation en insurrection.

Les mots d'ordre

Les mots d'ordre scandés par les manifestants, en polonais, allemand, français et anglais, ou inscrits sur les pancartes et banderoles, sont éloquents :

"Du pain !", "Nous voulons du pain !", "Nous voulons du pain auquel nous avons droit !", "Nous réclamons l'augmentation des salaires !", "Nous réclamons la diminution des prix !", "Nous voulons améliorer notre niveau de vie !", "Nous ne voulons pas que nos femmes travaillent !", "Du pain et la liberté !", "Du pain, la liberté et la démocratie !", "Vive la démocratie !", "Nous voulons des élections libres et gagner davantage !"

La grève et la manifestation

Les grévistes de Zispo décident d'envoyer dès l'aube des délégations dans les usines voisines, et d'abord aux établissements de réparations d'équipements ferroviaires dits ZNTK et aux établissements de l'industrie du caoutchouc Stomil, qui se mettent en grève tout de suite. En même temps, dès 7 h 30, les ouvriers de Zispo se mettent en rang pour former un cortège, qui se déploie en brandissant des pancartes sur lesquelles sont inscrits les mots d'ordre ci-dessus en direction de la place de l'Hôtel de ville, où de trouvent concentrées tous les immeubles des autorités gouvernementales et politiques. Dès huit heures, la quasi-totalité des usines de Poznan (qui compte douze usines importantes) sont en grève. A neuf heures, plus un tramway ne fonctionne et les premiers trains s'arrêtent. A dix heures, les bureaux de poste ferment leurs guichets. A onze heures, la gare centrale ferme aussi, bien qu'une bonne partie des cheminots ne se joignent pas à la grève, comme les ouvriers des centrales du gaz et de l'électricité, qui continuent à travailler, ainsi que les employés de la poste centrale. Les ouvriers de ZNTK et de Stomil se joignent à eux. Des ouvriers en grève venus d'autres usines convergent eux aussi vers la place de l'Hôtel de ville. Souvent, les passants, sur les trottoirs, se glissent dans le cortège, que les policiers, n'ayant manifestement reçu aucun ordre, regardent passer sans réagir. Au cours des défilés, les manifestants ajoutent aux mots d'ordre des pancartes, des slogans qu'ils crient :

"A bas les bonzes !", "Nous ne voulons plus être des esclaves !", "A bas l'esclavage de onze années !", "A bas la dictature !", "A bas le communisme !", "A bas le faux communisme !", "A bas l'occupation soviétique !", " Dehors les Moscoutaires !", "Nous voulons que les Russes s'en aillent de Pologne !", "Dehors les troupes russes d'invasion !", "Nous voulons une Pologne libre !"

Ainsi, les revendications sociales et celles de l'indépendance nationale se conjuguent étroitement.

Certains groupes, très minoritaires, crient *"Libérez le cardinal Wyzynski !"* et *"Vive Mikolajczyk !"* (ancien dirigeant du parti paysan). Les manifestants arrachent le drapeau rouge, symbole à leurs yeux d'occupation russe, et le remplacent par le drapeau national polonais.

Le silence des bureaucrates et l'invasion de la prison

Une fois rassemblés à plusieurs dizaines de milliers sur la place de l'Hôtel de ville, les grévistes envoient des délégations au comité du parti, au comité populaire de la ville, au comité de voïvodie (région), en grande partie désertés par leurs fonctionnaires, qui ont pris la tangente ou la fuite. Nul ne les reçoit.

Ce refus de les écouter exaspère les dizaines de milliers de manifestants rassem-

blés. Au meeting, une bonne dizaine d'orateurs prennent brièvement la parole et réclament entre autres que des représentants des autorités viennent s'adresser aux manifestants et répondent à leurs revendications. Personne ne vient. Des grévistes décident d'aller en débusquer quelques-uns. Ils envahissent le local de l'hôtel de ville, mais ne trouvent personne, sauf le secrétaire à la propagande du comité du parti, qu'ils traînent à la tribune. Il tente de haranguer la foule, mais, comme il n'évoque pas les revendications des grévistes, il se fait huer et doit quitter la tribune sous la protection d'un groupe de grévistes. A 11 heures, le meeting s'achève au chant de l'hymne national polonais. Quelques manifestants crient : *"A la prison ! Libérons nos délégués !"*

La police politique tire

Les manifestants envahissent la prison et libèrent les 250 détenus, tous des droit commun, et s'emparent d'armes à l'arsenal de la prison. Les politiques sont internés dans la prison de la Sécurité d'Etat (la Bezpieka). Un groupe de manifestants en prend conscience et crie : *"Il n'y avait que des droit commun, ici ! Allons à la Bezpieka libérer les nôtres !"* Plusieurs colonnes de manifestants convergent alors rue Kochanowski, où se dresse l'immeuble de la police politique. Ils tentent d'y pénétrer. La police tire et abat un jeune apprenti de l'usine Zispo âgé de 16 ans. Une deuxième salve couche cinq manifestants sur le pavé. Les manifestants désarment un camion de soldats envoyé sur la place et s'emparent de deux chars. Les soldats n'ont dans les deux cas opposé aucune résistance. Puis, les manifestants font le tour des commissariats pour s'y emparer des armes. D'autres grimpent sur des camions pour aller rafler les armes des postes de police des banlieues voisines.

Des troupes et des blindés commencent à entrer dans la ville vers 15 heures. Leurs mouvements visent surtout à protéger les immeubles publics. Les troupes ont manifestement reçu l'ordre d'éviter au maximum les heurts avec les manifestants.

Le secrétaire du POUP, Edouard Ochab, dira plus tard : *"Les événements de Poznan nous ont surpris"*, et la direction ne sait d'abord trop comment réagir à une grève générale qui se déroule sous les yeux de milliers d'exposants, de journalistes et de visiteurs étrangers.

La grève devient insurrectionnelle

En même temps, les manifestants s'emparent de l'hôtel de ville, au sommet duquel ils placent un gigantesque écriteau portant l'inscription : *"Du pain et la liberté !"* Ils s'emparent aussi du conseil populaire de la voïvodie et de divers bâtiments officiels.

Un groupe de manifestants se dirige vers la foire internationale, y pénètre, arrache les drapeaux rouges des stands chinois, soviétique, bulgare, hongrois, roumain, tchécoslovaque, albanais, allemand de l'Est, et ordonnent leur fermeture. A 17 heures, un groupe de manifestants s'empare du siège de l'Union centrale des syndicats. Au même moment, arrivent par avion à Poznan le Premier ministre, l'ancien social-démocrate Cyrankiewicz, flanqué d'Edouard Gierek, secrétaire du comité central du POUP et du président du conseil central des syndicats, le stalinien pur sucre Klosiewicz, alors même que des dizaines de groupes de grévistes en armes sillonnent la ville

Aucun d'eux n'a le souci de rencontrer grévistes et manifestants. Ils se contentent de convoquer quelques cadres du parti et du syndicat officiel des principales usines de la ville, organisent le "rétablissement de l'ordre"et font décréter le couvre-feu dès 21 heures Les affrontements entre l'armée et les groupes insurgés sans coordination commencent dès le début de la soirée, se poursuivent toute la nuit et durent jusqu'au milieu de l'après-midi du 29. Leur détail n'a pas grande importance pour la portée poli-

tique de l'événement. L'aspect le plus significatif en est sans doute la passivité avec laquelle, plus d'une fois, les soldats grimpés sur des camions se laissent au début désarmer par les manifestants, auxquels ils n'opposent, quand ils le peuvent, aucune résistance.

L'"ordre" est rétabli

Le vendredi 29, la grande majorité des ouvriers ne reprennent pas le travail, mais ne descendent pas dans les rues. Le combat le plus acharné se livre à l'université, où les soldats doivent faire face à une opposition vigoureuse de la part d'étudiants qui ont réussi à se procurer des pistolets-mitrailleurs et une mitrailleuse, et autour de l'immeuble de l'union régionale des syndicats. A la fin de l'après-midi, "l'ordre" est rétabli.

Le bilan de ces deux journées est lourd : 53 tués et 434 blessés, autour de 2 000 arrestations. La grande majorité des jeunes et des ouvriers arrêtés seront libérés, mais 154 seront déférés à la justice, dont une majorité de jeunes entre 16 et 25 ans. Deux des 27 membres de la délégation de Zispo à Varsovie, Stanislas Matyja et Joseph Wielgosz, sont arrêtés eux aussi. Matyja est accusé d'*"avoir assailli un commissariat de la milice civique avec une bande armée"* ; Wielgosz, lui, est accusé *"d'avoir fait irruption dans une des entreprises de la ville et terrorisé le personnel, et l'avoir obligé à abandonner le travail"*. Cette accusation vise à suggérer que les ouvriers qui ont fait grève y ont été contraints par la menace et la terreur. Les deux accusations recouvrent en fait, semble-t-il, un autre reproche : celui d'avoir annoncé le jeudi matin 28 que le Premier ministre, Cyrankiewicz, viendrait à Poznan et s'adresserait aux manifestants lors du meeting sur la place de l'Hôtel de ville (fausse promesse, qui aurait poussé les ouvriers à cesser le travail et à se rassembler pour écouter la bonne parole gouvernementale !) et d'avoir, à ce meeting, répandu le bruit que la délégation avait été arrêtée, ce qui aurait poussé les manifestants à attaquer la prison pour les libérer.

Leur procès commence le 27 septembre : un procès dit des "trois", accusés d'avoir tué un caporal de la Sécurité (Bezpieka), puis des "neuf", accusés d'avoir assailli l'immeuble de la Sécurité, puis des "huit", accusés d'avoir assailli des commissariats et postes de police pour y dérober des armes. L'accusation, par prudence, se limite à ce point : elle essaie de distinguer la grève et la manifestation, d'un côté, et quelques actes jugés criminels, de l'autre, attribués à une petit minorité de voyous et de hooligans. La vague révolutionnaire qui va soulever la Pologne dans la troisième semaine d'octobre, et à laquelle la grève générale de Poznan a donné la première impulsion, va balayer cet édifice judiciaire. Le 23 octobre, le nouveau gouvernement fera réviser les chefs d'accusation et libérer tous les détenus qui n'avaient pas été accusés de meurtre et de pillage.

Karol Dombrovski

PROLETARIUSZE WSZYSTKICH KRAJÓW ŁĄCZCIE SIĘ!

NOWA KULTURA

TYGODNIK ZWIĄZKU LITERATÓW POLSKICH

Nakład 63.100 Cena 1.20 zł — 8 stron Warszawa, 28 października 1956 r. Nr 44 (344) Rok VII

WIKTOR WOROSZYLSKI

Cztery dni, które wstrząsnęły Polską

Były to trudne dni — i niewiele brakowało, aby stały się tragicznymi. Te same ośrodki wstecznictwa wewnątrz partii i poza nią, które zawsze przeciwstawiały się naszej walce o demokrację, tym razem, w poczuciu swego ostatecznego zagrożenia, gotowe były uciec się do środków najhaniebniejszych, najbardziej zbrodniczych. Możemy być dumni z najlepszej części partii, z klasy robotniczej, z młodzieży, z nas wszystkich, że nie dając się sprowokować do czynów nieopatrznych — nie zagięliśmy się pod naciskiem spiskującej kamaryli i jej sprzymierzeńców. Po raz pierwszy od długiego czasu możemy być dumni z przywódców partii, którzy w wyjątkowo skomplikowanej sytuacji stawili czoła szantażowi i zrozbom przeciwników naszej drogi do socjalizmu.

Były to piękne dni. Kiedy 18, 19, 20 i 21 października

"Quatre jours qui ébranlèrent la Pologne."

wódcy reakcji partyjnej musieli odejść. VIII Plenum wyłoniło nowe Biuro Polityczne, które mamy podstawy obdarzyć kredytem zaufania i aktywnym poparciem.

Nie śmiem jeszcze mówić o „całym narodzie" czy „przytłaczającej części narodu". Ale słyszałem słowa nowczy głos robotników Żerania — tych „putiłowców" naszej rewolucji. Słyszałem głos Nowej Huty, głos warszawskich i krakowskich uczelni, głos Śląska, który w ciągu jednej nocy nadesłał kilkaset niedwuznacznych rezolucji. Myślę, że wszystkie te kolektywy, które w trudnych, pięknych i ważkich dniach października obradowały wraz z komitetem centralnym partii nad przyszłością ojczyzny i opowiedziały się po wyraźnie określonej stronie, stanowią na dziś dostateczne oparcie dla przystępujących do działania towarzyszy z nowego kierownictwa PZPR.

*

oświadczyć — i chyba tym razem mam prawo mówić nie tylko we

Ryszard Turski et Eligiusz Lasota : l'Octobre polonais (*Po Prostu*, n° 44)

(28 octobre 1956)

En septembre 1955, le communiste Eligiusz Lasota, opposant de plus en plus déclaré au stalinisme, réorganise l'hebdomadaire *Po Prostu* ("Franchement") destiné à la jeunesse et jusqu'alors parfaitement conservateur. C'est dans cet hebdomadaire qu'il publie avec un autre membre de la rédaction, Ryszard Turski, un article racontant et tentant d'expliquer ce qui vient de se passer en Pologne entre le 19 et le 23 octobre. Dans le numéro suivant du même journal (n° 45, 4 novembre 1956), Roman Zimand publie l'un des articles les plus importants de cette période (1), dans la mesure où il lie les révolutions hongroise et polonaise comme moment conjoint du combat contre le stalinisme. Il affirme :

"Les événements de Hongrie sont précisément devenus pour le prolétariat international un point crucial. Avant tout, la tragédie des journées d'octobre à Budapest a dévoilé dans toute sa nudité le visage antipopulaire du stalinisme."

Il faut l'unité, affirme-t-il, mais *"seule l'unité contre l'impérialisme et contre le stalinisme, l'unité fondée sur la résurrection du communisme mondial (...). On ne peut parvenir à une résurrection victorieuse du socialisme en Pologne sans exterminer le stalinisme. On ne peut pas abattre définitivement le stalinisme en Pologne sans mener contre lui une bataille générale dans le mouvement ouvrier international. Cela concerne donc à la fois la Pologne et les ouvriers du monde entier."*

(1) De très larges extraits de cet article essentiel sont publiés dans les *Cahiers du CERMTRI "Pologne-Hongrie 1956"* (septembre 2006).

"Une révolution s'est tout simplement accomplie chez nous"

QUE s'est-il passé dans notre pays ? Pour parler le plus simplement et le plus clairement possible, il faut probablement constater qu'une révolution s'est tout simplement accomplie chez nous ; une véritable révolution économique, politique, sociale, idéologique, possédant son propre contenu social, ses propres forces motrices, sa propre direction.

Tous ces éléments confirment qu'elle a un caractère de classe défini et qu'elle est indubitablement une révolution socialiste.

Il est impossible de ramener les événements historiques d'octobre à un seul dénominateur, qui serait plus ou moins le suivant : une nouvelle direction du parti et du gouvernement s'est constituée, qui mènera une politique conséquente de démocratisation et de souveraineté nationale. Une interprétation de ce type n'explique pas grand-chose. Autant la notion de souveraineté est encore assez claire dans cette formulation, autant la "démocratisation" ne veut presque rien dire de concret.

(Turski et Lasota analysent ensuite les traits essentiels de la *"première phase de notre révolution"*, c'est-à-dire de 1944 à 1948, alors que *"le pouvoir avait un caractère populaire évident (...). Entre le parti et la classe ouvrière n'étaient pas encore apparus de contradictions et de conflits très sérieux (...). En 1944 et 1945, les ouvriers avaient, d'eux-mêmes, de leur propre initiative de classe, occupé ou pris en charge les entreprises abandonnées par les capitalistes ; ils effectuèrent en fait la nationalisation bien longtemps avant la promulgation de la loi sur les nationalisations par le Conseil national polonais, le 3 janvier 1946, qui instituait moins un ordre nouveau qu'elle ne sanctionnait un état de fait (...). Puis, un renversement brusque se produisit (...), dont l'initiative fut prise en 1948 à l'aide des slogans d'édification accélérée du socialisme (...). Cette seconde étape devait nous rapprocher du socialisme, mais elle nous en a indubitablement éloignés, elle n'a pas constitué un progrès, hélas ! mais une régression en ce qui concerne les transformations socialistes."*)

Pourquoi la régression ?

Parce que, au cours des dernières années, le développement et la consolidation du centralisme bureaucratique se sont accompagnés de l'éloignement systématique des producteurs directs, la classe ouvrière, des moyens de production. Elle a perdu progressivement la position de sujet de la production qu'elle avait acquise à une certaine époque, au cours des années 1944-1945, pour devenir de plus en plus évidemment son objet.

Le conflit qui en résulta entre les rapports de production et les forces productives prit très vite un caractère aigu et antagoniste, qui a entraîné de multiples conséquences négatives sur le plan économique, social et politique.

Economique : gaspillage pathologique, chômage massif et gardé secret, et, liés à cela, basse productivité du travail social, abaissement du niveau de vie, encore aggravé par la militarisation de l'économie nationale.

Social et politique : atomisation et différenciation de la classe ouvrière, émergence d'une aristocratie ouvrière spécifique ; cristallisation d'un appareil dirigeant de l'économie nationale et d'un appareil exerçant le pouvoir au sein de l'Etat et du parti ; paralysie de l'activité politique de la classe ouvrière ; démoralisation de nombre de couches et groupes sociaux.

Dans une semblable situation, le parti devait évidemment changer de caractère. De force politique et idéologique, il devait se transformer en une force administrative, il devait nécessairement prendre sur soi le rôle de gendarme de la production et s'étatiser totalement.

Outre tout cela, la mise en pratique d'une politique agricole fautive et importée perturba gravement l'union entre les ouvriers et les paysans.

Résultat final : un conflit entre le parti, ou, plus précisément, entre l'appareil du parti et la société.

Trois courants

Quelles tendances se sont cristallisées pour sortir de cette situation embrouillée et dramatique?

On peut distinguer pour le moins trois courants. Le premier courant, que nous appellerons le courant réactionnaire, rétrograde, se fixe comme objectif de maintenir à tout prix, sans la moindre modification, le modèle stalinien du socialisme. Ce n'est pas par hasard que nous avons défini ce courant comme réactionnaire et rétrograde. Lorsque, après le III[e] Plénum, qui se réunit en février 1955 (1), une libéralisation relative se produisit chez nous, et apparurent si l'on peut dire les premiers embryons de démocratisation, qui représentaient d'ailleurs un grand danger potentiel pour le système en place, ce groupe, cette tendance du parti, dont nous parlons en ce moment, commença à chercher son salut dans le mot d'ordre de retour à l'ancien état de choses, aux gouvernements à forte poigne, éprouvés, du type Staline et Beria. Son programme devenait de plus en plus réactionnaire au fur et à mesure que le mouvement de démocratisation se développait de façon large et massive. Il reçut une formulation "mûre" au VII[e] Plénum du parti, en juillet dernier (2). On a donné à ce courant le nom de "natolinien", d'après le nom de la localité où ses fondateurs se réunissaient (Natolin, dans la banlieue de Varsovie). Ses principes sont les suivants :

1) La démocratisation, c'est l'anarchie, c'est du libéralisme bourgeois. Le responsable essentiel de ce chaos, c'est l'intelligentsia. Il faut donc la "calmer", si besoin est, même par les méthodes de la contrainte physique (à coups de tuyaux de plomb, par exemple, comme l'a proposé Kazimierz Witaszewski).

2) La presse est aussi une source de désordres et d'anarchie. Il faut donc lui fermer la gueule.

3) Il faut maintenir le caractère actuel des relations avec l'URSS et s'élever catégoriquement contre tout mot d'ordre et toutes tendances visant à l'établissement du principe de l'égalité des droits et de la souveraineté. (Ce principe ne fut pas, il faut l'avouer loyalement, trop souvent énoncé en public. Mais il fut incontestablement l'un des motifs d'action principaux, sinon le motif directeur, de ce groupe.)

4) Relever le niveau de vie dans le plan quinquennal non pas de 30 %, comme cela est prévu compte tenu des conditions et des possibilités actuelles, mais de 50 %. Les auteurs de cette thèse la diffusèrent même lorsqu'on leur eût

(1) Plénum du comité central.

(2) Le plénum qui suivit les événements de Poznan.

démontré qu'elle avait un caractère purement démagogique, et que, pour lancer le mot d'ordre de 50 %, un changement des conditions actuelles était nécessaire, ainsi qu'une couverture obtenue par l'accroissement de la masse des marchandises.

5) Il faut procéder à une épuration dans l'appareil de l'Etat et dans celui du parti, non pas en s'appuyant sur des principes moraux et politiques, mais sur des principes racistes et sur le critère de la pureté du sang aryen.

Le second courant, nous l'appelons centriste, le courant des demi-mesures. Les partisans de ce courant étaient, bien entendu, favorables à une certaine libéralisation, mais seulement et exclusivement à une libéralisation. Ils reconnaissaient la nécessité de réformer le modèle existant, mais seulement de le réformer, et jamais de le transformer de façon révolutionnaire dans un esprit systématiquement socialiste. Le caractère de compromis de ce programme se manifestait également, et peut-être essentiellement, en ce que la libéralisation devait s'effectuer d'en haut, on peut dire "par illumination", grâce à l'initiative exclusive et aux forces des sommets sages et tout-puissants.

Au cours des derniers mois, un troisième courant s'est enfin cristallisé dans le parti, un courant que nous appellerons démocratique-révolutionnaire, communiste. Son programme se compose de deux idées fondamentales :

1) Les transformations qu'il faut réaliser dans le pays doivent avoir un caractère systématique. Elles doivent aboutir à une transformation radicale du modèle stalinien du socialisme en un modèle polonais, élaboré par nous et authentiquement socialiste. Puisqu'on ne peut atteindre cet objectif sans que la Pologne ait le droit de choisir de façon indépendante la voie qui la mènera au socialisme, il faut établir ce droit de façon souveraine. Il faut donc unir étroitement la lutte sociale et la lutte nationale, la lutte pour l'indépendance.

2) La méthode pour arriver à toutes ces transformations ne peut être qu'un puissant mouvement politique des masses. Sa force, son élan décideront du caractère de la démocratisation : libérale et réformiste, ou bien révolutionnaire et socialiste.

Le contenu et les forces motrices

Laquelle de ces tendances a remporté la victoire pendant les journées d'octobre ?

Tout semble indiquer que c'est la gauche communiste, le courant démocratique-révolutionnaire du parti, qui a remporté la victoire. Le plénum a en effet approuvé toutes ses revendications fondamentales. Et l'important aussi, c'est que, dans son discours, le camarade Gomulka a non seulement repris ces revendications, mais aussi dans de nombreux cas les a hardiment et résolument concrétisées, et même développées.

De quelles revendications s'agit-il, dans leurs grandes lignes ? La gauche revendique une indépendance totale, considérée comme la condition première et fondamentale pendant un certain temps — il y a quelques semaines — pour s'engager sur la voie vers le socialisme la plus adaptée à nos conditions, la seule voie réelle, la voie polonaise.

La gauche **revendique** le développement systématique de l'autogestion ouvrière dans tout le pays, demande que l'on tire hardiment toutes les conséquences institutionnelles qui en découlent. Ces conséquences doivent aboutir au dépérissement des fonctions sociales et économiques des organes de l'Etat et à leur remplacement par les organes de l'autogestion ouvrière, organes des producteurs directs.

La gauche **revendique** le rejet résolu de la conception aventuriste de la collectivisation, qui postule consciemment comme inéluctable une baisse de la production agricole pendant la période de collectivisation et l'adoption d'une méthode de modernisation et de coopération agricoles rationnelle correspondant à nos conditions et garantissant l'accroissement de la production agricole, et par conséquent du niveau de vie.

La gauche **revendique** que soient écartés des organes dirigeants de l'Etat et du parti tous ceux qui ont provoqué des dommages économiques et sociaux, tous ceux qui, au cours des derniers mois, se sont opposés à la démocratisation ou même n'ont pas assez vigoureusement combattu pour elle, sont restés passifs.

Du reste, les interventions de Gomulka, connues de tous, traitent de ces problèmes, et d'autres encore, d'une façon claire et concrète.

Le triomphe de la gauche communiste du parti n'apparaît pas seulement dans le fait que le plénum ait déclaré sa volonté de mettre en pratique ses revendications, sa conception de la démocratie socialiste.

Ce qui représente un triomphe encore beaucoup plus grand, semble-t-il, c'est l'approbation, la reconnaissance officielle de ses conceptions sur les méthodes d'édification de la société socialiste : rejet de la méthode libérale de démocratisation et adoption de la méthode révolutionnaire-démocratique. L'essentiel n'est pas de déterminer le moment de leur adoption formelle, quoiqu'on ne puisse pas le dédaigner.

Le fait fondamental est que la méthode de démocratisation lancée par la gauche communiste — par le peuple lui-même et non pour le peuple — soit devenue pendant les journées d'octobre une réalité, un fait social. En s'unissant d'une façon incroyablement active et efficace aux travaux du plénum, les ouvriers et la jeunesse, et en particulier la jeunesse estudiantine, les communistes qui s'étaient mis à leur tête ont réussi, littéralement en l'espace de deux jours, à susciter un mouvement social si puissant que toutes les tentatives de provocation, d'actes illégaux à l'encontre des délibérations du plénum auraient infailliblement abouti à la compromission et à une honteuse débâcle.

Ce qui a donné aux événements d'octobre un caractère particulièrement révolutionnaire, c'est justement le fait que les ouvriers et les étudiants y ont joué un rôle important, sinon décisif. Ce ne fut pas une révolution de palais, mais les journées d'octobre furent le caractère d'un mouvement social profondément plébéien dirigé par les membres les plus décidés et les plus éduqués du parti, par les communistes.

Ainsi donc, le VIII[e] Plénum a approuvé les revendications fondamentales, les principes fondamentaux du programme de la gauche du parti, sa conception de la démocratie socialiste. La méthode pour établir cette démocratie, pour y parvenir (méthode antilibérale, démocratique-révolutionnaire), a été, elle aussi, acceptée et mise en pratique. Attachons-nous à définir le sens de ces décisions et de ces entreprises. Que signifient-elles précisément ?

Elles signifient avant tout et avec certitude que l'on a abandonné le modèle du socialisme prêché jusqu'ici chez nous. Elles constituent indubitablement un retour à un très grand nombre d'éléments, qui s'inscrivaient dans les tendances de notre révolution dans la période de 1944-1948 (par exemple, dans la question nationale, dans la question agricole). Cela n'en épuise pourtant pas le contenu, qui ne se limite pas à la seule opposition au stalinisme et à la perpétuation de quelques traditions de notre révolution dans sa première phase.

Tout ce que nous avons dit jusqu'alors sur les événements d'octobre nous autorise, pensons-nous, à avancer l'affirmation suivante : **les journées d'octobre ont amorcé fondamentalement une phase nouvelle, une troisième phase dans le développement de notre révolution.**

Il semble aussi qu'il existe certaines différences dans la manière dont s'est formée la phase antibureaucratique dans la révolution yougoslave et dans la révolution polonaise.

(Les auteurs soulignent que, dans cette dernière, *"les masses populaires ont joué et jouent chez nous un rôle plus actif"* qu'en Yougoslavie, *"où l'autogestion ouvrière a été établie, en règle générale, par une initiative d'en haut (...), alors qu'en Pologne, ce sont les ouvriers qui ont contraint les ministres à s'y décider"*.)

La direction

(Turski et Lasota soulignent qu'au nom *"d'un grand nombre de gens du comité central, Franciszek Mazur, alors membre du bureau politique et secrétaire du comité central, déclara, lors d'une conférence publique, que toutes les thèses suggérant que le parti avait agi sous la pression des masses étaient idéologiquement fausses et antiparti"*.)

Premièrement, c'est un fait que, jusqu'au VIII[e] Plénum inclus, notre parti et particulièrement son comité central ont agi sous la pression systématique des masses et n'ont jamais pu se mettre à leur tête, malgré leurs efforts perpétuels : ils n'ont pas cessé d'être poussés en avant. Cela a abouti à la situation absurde que les affirmations et les conclusions développées dans la presse, régulièrement accueillies avec indignation et souvent définies comme antiparti, se retrouvaient le plus souvent exprimées dune façon ou d'une autre dans les documents officiels ou dans les déclarations du comité central quelques semaines plus tard...

Ensuite, n'est-ce pas la quintessence de l'absurde lorsqu'un membre d'un parti marxiste s'indigne contre l'affirmation que ce parti agit, sous une forme ou sous une autre, sous l'inspiration des masses ?

Comment expliquer cette énigme apparemment paradoxale ? Comment a-t-on pu en arriver à une déclaration aussi ignominieuse ?

La question n'est pas aussi compliquée qu'elle le paraissait extérieurement. Les marxistes — les véritables marxistes — ont toujours vu un motif de fierté dans le fait que leur parti agisse sous l'inspiration des masses, qu'il en est un élément constitutif indissociable, qu'il est le détachement d'avant-garde organisé de ces masses, qu'il agit sous l'inspiration des masses et qu'il les dirige justement parce qu'il est le parti des masses. Et si quelqu'un — qui se trouve être un membre de la direction, ou, plus précisément, un ex-membre de la direction — a honte de tout cela, se sent offensé, s'indigne ? C'est qu'il est manifestement partisan d'une autre conception du parti que celle que l'on considère d'ordinaire comme étant la conception marxiste. De laquelle ? Indubitablement d'un parti de type stalinien. Sans cette conception, le parti est :

— un dictateur collectif des masses, un gendarme, et non pas un dirigeant politique agissant en accord avec leurs revendications et leurs tendances ;

— un dieu incarnant en soi la sagesse immanente et intégrale, donnant sans cesse des leçons aux masses tout en les méprisant en fait ;

— un tabou inviolable et sacré, fondant son action sur des motifs qui ne sont connus que de lui seul, et visant à des fins qui ne sont souvent que de pures et simples spéculations doctrinales, même lorsqu'elles sont incompréhensibles pour les masses dans une situation concrète donnée et ne bénéficient pas de leur soutien.

On ne doit pas s'étonner qu'une telle conception du parti entraîne une réaction négative à l'affirmation que le parti agit sous l'inspiration des masses. C'est manifestement un point de vue logique et conséquent.

Toute cette construction théorique, dont le caractère et l'essence sont incontestablement de type stalinien révisionniste, ne s'était sans doute pas enracinée trop profondément et ne s'est en tout cas pas implantée à jamais dans le parti de la classe ouvrière polonaise, le Parti ouvrier polonais unifié, car elle a été vaincue dans une très grande mesure et relativement vite. Le processus de liquidation, de dépérissement de l'ancien modèle stalinien de notre parti durait depuis un temps assez long déjà ; entamé il y a un peu plus de deux ans, il fut accéléré impétueusement par les derniers événements révélateurs et révolutionnaires. Les trois ou quatre journées pendant lesquelles se décida le destin de la lutte entre le courant progressiste du parti et le courant rétrograde, réactionnaire, firent plus pour démolir le modèle révisionniste du parti et pour faire renaître la conception marxiste du parti de la classe ouvrière que les mois entiers qui avaient précédé.

La renaissance incroyablement rapide et impétueuse du parti, qui s'est indubita-

blement accomplie pendant les journées historiques d'octobre, est le meilleur témoignage de leur caractère révolutionnaire. C'est uniquement dans les périodes critiques, grosses de conséquences, que le parti peut intégrer, en des délais aussi étonnamment brefs, le peuple presque tout entier, qui était depuis un certain temps en conflit manifeste avec lui. C'est uniquement dans les périodes révolutionnaires qu'un parti paralysé par un sommeil léthargique peut s'élever au niveau d'une activité aussi gigantesque. Et c'est justement cette circonstance — la renaissance, le réveil du colosse qu'est le parti — qui est l'un des résultats les plus importants de l'Octobre polonais.

Ce n'est pas un hasard si le dernier bastion auquel le groupe réactionnaire de Natolin ait donné l'assaut a été... la conception du parti. De ce que sera le parti, de la manière dont il dirigera le mouvement des masses dépend le succès de la nouvelle, de la troisième phase de la révolution dans laquelle nous entrons maintenant. C'est pourquoi les gens de ce groupe ont condamné sans appel les efforts énormes de l'organisation du parti de Varsovie pendant les journées d'octobre et son union avec les masses. Le plus grand ennemi du courant conservateur, réactionnaire du parti, ce qui marque pour lui le terme de son activité politique, c'est la renaissance du parti sur la base de principes communistes conséquents. Malgré sa défaite, ce groupe s'efforcera certainement à l'avenir de ne pas laisser le parti tout entier devenir l'avant-garde réelle des masses, leur dirigeant et leur guide politique.

(La gauche a réussi à s'organiser au comité directeur et au comité de Varsovie de la ZMP, qui ont joué un rôle énorme. Elle n'y est pas parvenue au comité central des syndicats, qui, en conséquence, est resté passif.)

Andropov, Gromyko, Joukov, Mikoïan, Serov, Souslov : le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie

Les textes publiés ci-après, émanant de l'ambassadeur soviétique à Budapest, Andropov, des envoyés du Kremlin en Hongrie, Mikoian et Souslov, du ministère de la Défense de l'URSS et de ses chefs du moment, les maréchaux Joukov et Sokolokovski, définissent avec une grande netteté le plan politique et militaire du Kremlin. Ce dernier, malgré ses affirmations publiques, n'envisage aucunement de retirer la moindre troupe russe du territoire hongrois.

On ne peut enfin qu'être frappé par l'insistance mise par les représentants du Kremlin sur la préservation, puis la reconstruction la plus rapide des forces de la Sécurité. La police politique et ses sbires doivent, aux yeux des chefs de l'appareil, former la colonne vertébrale de l'ordre stalinien imposé à la Hongrie sur les débris des conseils ouvriers écrasés.

N° 1

Télégramme de Iouri Andropov, de Budapest, au ministère des Affaires étrangères de l'URSS

12 octobre 1956

Ultraconfidentiel.
Toute copie interdite.
A transmettre en urgence.
Attention particulière.

J'ai eu un entretien avec le camarade Gerö, qui m'a décrit ses rencontres avec les dirigeants du PCUS et son entretien avec les camarades Tito et Rankovitch en Crimée. Donnant son avis sur les discussions avec les dirigeants yougoslaves, le camarade Gerö a dit avoir eu l'impression que *"l'on pourrait s'entendre avec les Yougoslaves"*. Il a aussi remarqué qu'en lui parlant, le camarade Tito a mis un accent particulier sur la communauté des intérêts économiques et autres qui existe entre la Hongrie et la Yougoslavie, en ajoutant qu'*"ensemble"*, les deux pays *"peuvent réussir"*. Le camarade Gerö a suggéré que, probablement, en disant cela, Tito faisait l'écho de ses intentions d'autrefois relatives à l'unification de l'ensemble des pays balkaniques.

En ce qui concerne son entretien avec les camarades Mikoïan et Souslov, le camarade Gerö l'a trouvé très utile, bien que, de retour en Hongrie, il constate que, malheureusement, la situation dans le pays est devenue beaucoup plus complexe et explosive qu'il ne l'avait imaginé quand il était en URSS. Par conséquent, les mesures agréées par la délégation hongroise avec les dirigeants du PCUS à Moscou *"ne sont probablement plus suffisantes"*. Selon le camarade Gerö, en l'espace d'un mois et demi qu'il a passés en URSS, le climat politique en Hongrie a tellement empiré qu'il s'agit d'une *"situation grave"* non seulement dans le parti, mais aussi dans l'ensemble du pays. Le danger vient du fait que, s'il y a 3-4 mois, l'intelligentsia était la seule à faire entendre son mécontentement, maintenant, les idées contestataires commencent à s'étendre dans le milieu ouvrier, sans parler des paysans qui bougent beaucoup et demandent, en plusieurs endroits, de liquider des coopératives agricoles. Le climat semble encore plus complexe vu les difficultés économiques du pays. La récolte de l'année en cours est bien inférieure à celle de l'année dernière ; la pénurie du charbon, du pétrole et de matières premières pousse à fermer les usines pendant de longues périodes, les chemins de fer ont dû supprimer 600 essieux, principalement sur les trains de voyageurs. Tout cela nuit énormément aux intérêts des travailleurs et mine leur état d'esprit.

En effet, profitant des difficultés économiques, et, tout d'abord, des problèmes politiques, les forces réactionnaires ont redressé leur tête et font alliance avec des membres de l'opposition à l'intérieur du parti. Après le transfert de la dépouille de Rajk, ceux-là se comportent de façon particulièrement effrontée. Ils réclament ouvertement la réintégration d'Imré Nagy au bureau politique, les poursuites judiciaires contre Rakosi et Farcas et l'exclusion d'un

certain nombre de camarades de la direction du parti : les uns, parce que, en tant que membres du bureau dans l'ancienne formation, ils seraient moralement responsables des répressions injustifiées contre des camarades (Gerö, Kovacs, Apro), et d'autres, jeunes, qui manqueraient d'expérience et de crédit (Salaï, Mekis, Bata, Egri, etc.). L'on voit que les tendances pro-yougoslaves, voulant appliquer la prétendue *"expérience yougoslave de construction du socialisme"*, se renforcent considérablement au sein du parti. De pareilles tendances ont déjà existé dans le parti auparavant, mais aujourd'hui, elles prennent une telle ampleur que cela devient réellement dangereux.

Le camarade Gerö estime que l'inhumation des restes du camarade Rajk a porté un coup fatal à la direction du parti, dont le crédit moral n'était pas très haut même avant ces événements.

Nous sommes dans une situation où, parfois, le bureau politique n'est plus en mesure d'influencer les prises de décision. L'opposition y gagne et, parmi eux, Imré Nagy est le premier à en profiter. Le 9 octobre, le bureau a convoqué le camarade Nagy pour un entretien. Selon le camarade Geröe, Nagy se comportait de manière très désinvolte. Il a refusé d'amender sa lettre en y ajoutant une thèse comme quoi il n'est plus solidaire de l'opposition, en revanche il a promis de *"considérer les moyens d'améliorer"* ladite lettre. Le bureau politique n'a pas encore voté la réintégration de Nagy au Parti des travailleurs hongrois, mais il a clairement fait savoir à Nagy que telle est son intention.

En ce qui concerne des erreurs qu'il a commises, rapporte le camarade Gerö, Nagy a nettement refusé de les admettre, affirmant que la vie même a démontré que lui, Nagy, avait raison sur tous les points. Ainsi, selon le camarade Gerö, Nagy affirme avoir été critiqué à Moscou pour le fait d'avoir exigé, dans sa lettre du 20 octobre 1954, la réhabilitation complète du camarade Rajk et d'autres camarades, et maintenant la Hongrie a obtenu exactement ce qu'il demandait en 1954. Le camarade Gerö dit que Nagy pose un vrai défi au Parti des travailleurs, car aujourd'hui il est clair que Nagy veut réintégrer le parti avec son propre programme. Il faut prévoir dans un certain temps de faire entrer Nagy dans la direction, dans le comité central et peut-être même dans le bureau politique, car il existe une très forte poussée en ce sens.

Une fois membre du bureau, Nagy peut très vite devenir "maître de la situation". Sa politique de "trêve" dans le développement de l'industrie, son prétendu démocratisme et son attitude contre les coopératives ont acquis une certaine popularité au sein du parti, car il s'agit, là, d'une solution qui demande le moins d'efforts. Le camarade Gerö est absolument convaincu que Nagy, n'étant pas un ennemi, mais quelqu'un qui a des *"idées fort dangereuses"*, se fait manipuler par des forces qui veulent séparer la Hongrie de l'URSS, ainsi que du reste du bloc socialiste. Si Nagy obtient les moyens de mettre en œuvre sa politique (et ce risque est actuellement bien réel), très vite, la Hongrie peut s'attendre à de tels bouleversements que par la suite son régime et son système social auront encore moins à voir avec le socialisme qu'en Yougoslavie. C'est précisément dans cette direction que poussent aujourd'hui les ennemis et les opportunistes qui veulent voir la Hongrie devenir un Etat de type intermédiaire (à mi-chemin entre un pays socialiste et un pays capitaliste), et de ce fait le programme de Nagy leur convient très bien.

Le camarade Gerö a aussi abordé le thème des relations entre la Hongrie et l'URSS. Disant que ce thème a été soulevé lors de la rencontre entre la délégation hongroise et les camarades Mikoïan et Souslov, et qu'il a été décidé d'intensifier les échanges de diverses délégations, le camarade Gerö a remarqué que de telles mesures ne sauraient pas améliorer la situation. Le camarade Gerö estime que les Hongrois ont une attitude de plus en plus "froide" vis-à-vis de l'URSS, que cela ne cesse d'empirer et que les sentiments antisoviétiques gagnent du terrain. Ainsi, le camarade Kovacs, qui est intervenu récemment lors du meeting à l'usine "Ganz" où étaient présents de très nombreux ouvriers et employés de l'usine, a remarqué que les ouvriers ont très chaleureusement salué les nouvelles sur les succès en Chine populaire, mais ont accueilli avec un silence glacial la partie de son intervention consacrée à l'Union soviétique. Cette attitude n'a pas

changé même quand Kovacs a évoqué l'aide fournie par l'URSS à la Hongrie.

Le camarade Gerö dit avoir des informations sur la présence de sentiments semblables en Pologne.

Récemment, le camarade Gaspar, le président du Conseil des syndicats hongrois, est rentré d'un voyage à Sofia. Il raconte combien il a été surpris par l'accueil froid que la VIII[e] session du conseil général de la Fédération des syndicats hongrois (FSH) a réservé à l'intervention du président du Conseil central des syndicats soviétiques, le camarade Grichine. Tout cela est très inquiétant, dit le camarade Gerö, et il serait indiqué de l'investiguer en profondeur.

Parmi les événements au cœur de la propagande antisoviétique en Hongrie, on trouve actuellement :

a) des protestations contre la présence des troupes soviétiques en Hongrie ;

b) des objections contre le fait que la Hongrie doit payer à l'URSS les sommes provenant de la vente des biens allemands ;

c) des objections contre la vente par la Hongrie à l'URSS d'uranium à de très bas prix (bien que, ajoute le camarade Gerö, nous avons reçu les crédits de l'URSS avant d'avoir commencé à livrer l'uranium) ;

d) des déclarations concernant le fait que le commerce entre l'URSS et la Hongrie n'a aucun intérêt pour la Hongrie.

Pourtant, dit le camarade Gerö, ces arguments, même s'ils sont assez tranchants, n'expliquent pas jusqu'au bout l'attitude de plus en plus froide qu'exprime vis-à-vis de l'URSS une partie des travailleurs hongrois et même du parti. Le camarade Gerö m'a confié y avoir beaucoup réfléchi ces derniers jours, et sa conclusion serait la suivante : les éléments hostiles en Hongrie véhiculent très adroitement l'idée que, pendant de longues années, il existait en URSS le culte de la personnalité de Staline, prétendant qu'il a freiné le développement du démocratisme au sein du parti et dans le pays. Parallèlement, continuent-ils, les pays comme la Chine populaire et la Yougoslavie, n'ayant pas vécu de culte de la personnalité, ont pu progresser beaucoup plus, voilà pourquoi à présent il faut suivre plutôt leur exemple que celui de l'URSS. Maintenant que l'URSS a aboli le culte de la personnalité, nombreux sont ceux en Hongrie qui disent qu'après le XX[e] Congrès, rien n'a changé en URSS en termes de la "démocratisation", que la presse soviétique se contente de critiquer les organismes dirigeants, que les sessions plénières du comité central ne sont pas convoquées régulièrement, etc. Le camarade Gerö estime que ces sentiments sont très certainement à l'origine du changement dans l'attitude vis-à-vis de l'URSS en Hongrie. Il note que ses considérations n'ont rien de définitif, ajoutant qu'en Hongrie *"on n'a pas encore appris"* à lutter contre de pareils sentiments (...).

A la fin de l'entretien, le camarade Geröe est revenu sur la situation politique dans le pays. Il est évident que cette situation l'affecte personnellement, et que, pour lui, elle est plus qu'inquiétante. Il craint, dit-il, d'être pris pour un alarmiste, mais demande, encore une fois, de comprendre clairement que la situation dans le pays est *"extrêmement grave et continue à s'aggraver davantage"*. A cet égard, le camarade Gerö demande de considérer les problèmes suivants :

1) Il évoque l'accord préalable que le camarade Khrouchtchev lui a donné lors de l'entretien avec lui pour visiter la Hongrie après le 20 novembre. Dans le contexte actuel, Gerö demande, dans la mesure du possible, d'avancer la date de la visite du camarade Khrouchtchev à Budapest.

2) Lors de l'entretien avec les camarades Mikoïan et Souslov, ils lui ont promis qu'un membre de la direction du PCUS proposera au camarade Rakosi de rester en URSS le plus longtemps possible. Le camarade Gerö souhaiterait que cela ait lieu au plus tôt, car en parlant au téléphone avec les camarades Hegedus et Atch, le camarade Rakosi mentionne son intention de retourner en Hongrie et le fait que sa femme est déjà revenue à Budapest et pense commencer à travailler. Le camarade Gerö estime qu'il serait fort opportun de publier dans la presse hongroise une brève annonce expliquant que le camarade Rakosi se trouve actuellement en URSS pour un traitement de longue durée. Le camarade Gerö voudrait avoir un accord du PCUS à propos de cette mesure.

3) Le camarade Gerö souhaiterait que, vu les difficultés économiques importantes du pays, la Division générale des relations économiques auprès du Conseil d'entraide économique étudie les problèmes de développement économique de la Hongrie, afin de pouvoir lui fournir une aide appropriée.

De l'entretien avec le camarade Gerö, j'ai gardé l'impression qu'il est passablement énervé et désorienté. A ma question concernant ce que lui et d'autres membres du bureau pensent faire pour faire face aux dites difficultés, le camarade Gerö a répondu que ni lui ni les autres camarades n'y voient aucune solution pour le moment. Il faut dire que parmi les autres membres du bureau, la majorité réalise que le climat politique dans le pays recommence à s'exacerber. Nous estimons que ce changement de climat, devenu surtout visible maintenant, est dû au fait que les camarades hongrois (même avant le départ du camarade Gerö en vacances) n'ont pas appliqué les décisions du comité central du PTH *(Parti des travailleurs hongrois — NDLR),* réuni en session plénière en juillet, pour renforcer leur position dans les conditions favorables qui ont suivi la plénière.

Les hésitations du bureau politique et une série de concessions opportunistes qu'il a faites, sans aucun intérêt politique, ont sérieusement affaibli les positions de la direction. Ultérieurement, les obsèques de Rajk y ont contribué aussi. Il nous semblerait que le camarade Gerö se trompe en affirmant que le mécontentement et les sentiments antisoviétiques se sont propagés dans la classe ouvrière dans des proportions inquiétantes. Il serait plus juste de dire que la propagande d'une partie de l'intelligentsia réactionnaire désoriente beaucoup les ouvriers, engendre chez eux une attitude passive vis-à-vis de la politique, tandis que la direction du PTH ne fait pas assez d'efforts pour expliquer et défendre sa politique et lutter pour accroître son influence chez les ouvriers.

Concernant les propos du camarade Gerö sur les difficultés économiques de la Hongrie, il faut comprendre qu'à mon avis, celles-ci sont largement dues au fait que, ces derniers temps, nos amis ont pratiquement laissé tomber l'économie du pays. Très souvent, les problèmes qui existent dans la gestion de l'industrie traînent avant d'être résolus, parfois ils ne sont pas résolus du tout. Les semailles d'automne ont été particulièrement mal organisées. Au 30 septembre, 6 % seulement des cultures céréalières ont été semées (contre 21 % à la même date de 1955).

Les exploitations individuelles ont semé dix fois moins de blé que l'année dernière. J'attire également votre attention sur le fait que, dernièrement, les camarades hongrois reçoivent toutes sortes de conseils de la part de la direction du PCUS, avec lesquels ils semblent être d'accord, mais que, par la suite, ils ne font pas suffisamment d'efforts pour les mettre en pratique. C'est particulièrement vrai quant aux mesures qu'il faudrait prendre afin de renforcer le pouvoir dans le pays.

Les éléments hostiles — l'opposition — n'arrêtent pas de dénigrer la direction du parti à tort et à travers, tandis que nos amis soit ne disent rien, soit essaient de les convaincre, mais après tout cèdent du terrain. Le camarade Istchenko, notre chef conseiller auprès du ministère de l'Intérieur, m'a avisé que des sentiments malsains commencent à se répandre parmi une partie des effectifs de la Sûreté nationale. On nous signale que quelques dirigeants de l'armée se sont exprimés à plusieurs reprises contre la direction du parti. Si nos amis continuent à mener cette politique de laisser-faire, l'émergence d'un nouveau leader du parti et du pays en la personne de Imré Nagy semble être fort probable.

Andropov, le 12 octobre 1956

APFR, fonds 3, inventaire 64, dossier 484, feuillets 64-75.

N° 2

Télégramme de Iouri Andropov, de Budapest, au ministère des Affaires étrangères de l'URSS

14 octobre 1956

Ultra-secret.

Toute copie interdite.

Le 11 octobre, je me suis entretenu avec le membre du comité central du PTH Vas Zoltan, qui s'est rendu à l'ambassade à sa propre initiative. Vas a dit qu'en tant que vieil ami de l'Union soviétique, il allait me parler de manière totalement franche malgré *"tous les coups et blessures qu'on lui a portés du côté soviétique"*.

Vas estime que *"les camarades soviétiques ont une analyse erronée de ce qui se passe en Hongrie et ne voient pas qu'une catastrophe nationale s'approche"*, ignorent la montée des sentiments antisoviétiques et s'appuient sur les dirigeants qui n'ont aucun soutien ni dans le parti ni auprès du peuple hongrois. Tel est, selon Vas, le bureau politique actuel. Vas dit que lors de la dernière réunion plénière du comité central, il a envoyé une note au camarade Mikoïan, expliquant que le parti ne soutiendrait pas la candidature de Gerö ; et maintenant, tout se passe exactement comme lui, Vas, l'avait prévu.

Selon Vas, les camarades au niveau des cellules exigent que Kovacs, Salai, Veg, Mekis, Bat quittent la direction et soient remplacés par d'autres, ayant plus de crédit. Dans le parti, de telles personnes existent, souligne Vas, et leur crédit croît jour après jour, mais les camarades soviétiques ne le voient pas et continuent à s'appuyer sur les vieux dirigeants ayant perdu dernièrement toute confiance du peuple. A présent, après l'entretien que Gerö, Kadar et Hidas ont eu avec les camarades soviétiques, la direction du PTH a l'intention de poursuivre une "politique ferme" ayant pour objectif d'instaurer un pouvoir "fort" dans le pays. Mais pour s'assurer un pouvoir fort, dit Vas, il est indispensable d'être soutenu par le peuple, or Gerö et beaucoup d'autres membres du bureau politique n'ont pas cet appui, et pour cette raison il est peu probable qu'ils soient en mesure de renforcer le pouvoir.

Vas dit qu'à présent, pour lui aussi bien que pour d'autres vieux militants, il évident que dans peu de temps Imré Nagy sera à la tête du parti et du gouvernement de la République populaire hongroise.

Il occupera le poste qu'il voudra, ajoute Vas. Vas croit qu'il y a six mois, il était encore possible d'éviter l'arrivée de Nagy à la direction du parti et à la tête du pays, mais pour le faire, il aurait fallu mettre en œuvre un certain nombre de mesures radicales, notamment dans la politique économique du parti :

a) Geler pour une période de 2-3 ans le développement de l'industrie et utiliser les moyens ainsi libérés pour accroître le niveau de vie du peuple. (Vas dit que le nouveau plan quinquennal envisage encore une fois des taux de croissance trop élevés pour l'industrie sans pour autant garantir un approvisionnement adéquat en matières premières et en combustible. Il faut arrêter de produire ce dont la Hongrie n'a pas besoin.)

b) Geler pour une période de 4-5 ans la création de nouvelles coopératives dans l'agriculture et, parmi les entités existantes, liquider les plus faibles (400-500 coopératives). Arrêter d'accorder les crédits d'Etat et surtout d'abolir les dettes des coopératives, car cela nourrit les paysans aux dépens des ouvriers. Vas a qualifié d'incorrectes les mesures recommandées par le camarade Khrouchtchev afin d'inciter les paysans à devenir membres de coopératives. Il estime que cela peut se faire uniquement sur la base de volontariat pur et simple, comme en Yougoslavie.

c) Mettre en œuvre les mesures supplémentaires afin de baisser les prix des produits alimentaires, notamment des graisses, de la viande, etc. Sans ces mesures, il est impossible, a-t-il ajouté, de mener une bonne politique soutenue par l'ensemble du peuple.

Comme cela n'a pas été fait, Imré Nagy est sûr d'occuper prochainement le poste

de chef du parti ou de l'Etat. Vas raconte qu'hier, il a été chez Nagy et il a eu avec lui un long entretien, dont il est sorti convaincu que Nagy voit très bien la situation et possède *"un programme d'action"* clair pour sortir le pays de ses difficultés. Vas se souvient que Nagy lui a affirmé son intention de *"mettre en œuvre son programme de manière très ferme"*. Ensuite, Vas a demandé à Nagy si lui, Nagy, savait que *"le parti et les travailleurs"* voulaient qu'il ait été réintégré à la direction du parti. Nagy a prétendument répondu qu'*"en aucun cas il ne donnera son accord"* pour être élu au bureau politique, car, d'abord, *"la question n'a pas suffisamment mûri"*, et ensuite, car il ne veut pas devenir *"le treizième"* membre du bureau politique. Nagy dit que pour le moment, il ne reviendra pas au bureau, parce que, sinon, il lui faudra soit recommencer à lutter contre la majorité, soit assumer la politique menée aujourd'hui par la direction, ce qu'il ne peut pas accepter.

Vas pense que le temps est venu pour chaque membre du comité central de choisir son camp. Quant à lui, Vas a décidé d'aller avec Nagy pour des raisons suivantes.

Dans les circonstances actuelles, il est impossible d'empêcher l'arrivée de Nagy à la direction du parti, car c'est ce que souhaite une très grande partie des militants et de l'intelligentsia. Aujourd'hui, plusieurs revues et journaux sont déjà sous l'influence de Nagy. Nagy est soutenu par le président du Comité de radiodiffusion Benke. Vas raconte que lors de sa discussion d'il y a quelques jours avec le rédacteur en chef du journal *Sabad nep*, Horvath, il était évident que, par esprit de discipline, celui-ci tente encore d'appliquer la décision du bureau politique, mais, au fond de lui-même, il sympathise avec Nagy. Il existe aussi des sympathisants de Nagy au sein du Comité de planification, dans un certain nombre de ministères, etc.

Après un moment d'hésitation, Vas a ajouté que, récemment, il a conversé avec un général-major de la police, dont il ne souhaite pas évoquer le nom. Ce dernier l'a prétendument informé, de manière confidentielle, que les chefs de la police de Budapest sympathisent avec la totalité du programme de Nagy et souhaitent qu'il fasse partie de la direction. Selon Vas, le comité du parti de Budapest reçoit depuis quelques jours des dizaines de résolutions adoptées par des ouvriers, demandant d'introduire Nagy dans la direction. Si avant, les ouvriers avaient des doutes par rapport à Nagy, *"après les obsèques de Rajk"* ils ne les ont plus, dit Vas. Nagy n'est pas contre l'Union soviétique, dit Vas, mais il veut construire le socialisme à sa manière, *"à la hongroise, pas à la manière soviétique."* Ce n'est pas si mauvais, car au cours des onze années qui ont suivi la guerre, *"la Hongrie est pratiquement devenue l'une des républiques de l'Union soviétique"*, ce qui n'a rien de positif. La structure des pouvoirs publics en Hongrie est calquée, notamment, sur celle qui existe en URSS, les cellules du parti sont organisées selon un modèle emprunté tel quel au PCUS. Cependant, note Vas, il faut reconnaître que, par exemple, en Yougoslavie, *"le mécanisme économique présente beaucoup plus de souplesse et de fonctionnalité"* qu'en URSS, et la Hongrie devrait suivre (et certainement suivra) le modèle yougoslave. Ce n'est pas donc très grave si Nagy veut emprunter partout seulement ce qui convient réellement à la Hongrie. En même temps, il pense que, *"somme toute,* (Nagy) *n'est pas un type très bien"*, et que lui, Vas, *"ne peut pas se porter garant pour lui"*. Pour cette raison, il estime que, une fois arrivé à la direction, Nagy doit être entouré de vieux membres du parti ayant de l'expérience et du crédit, mais, bien sûr, de ceux avec qui Nagy *"voudra travailler"*. Vas a fait comprendre qu'il discuté sur ce point avec Nagy lors de leur rencontre et qu'il s'agissait des journalistes Harasti et Losonzi, et du directeur adjoint de l'institut de l'économie Donate. Nagy a aussi avancé la candidature de Vas comme membre de la future nouvelle direction du parti. Vas a dit que, puisqu'il est capable d'avoir de l'influence sur Nagy, il a décidé de rester avec Nagy dans les intérêts du parti, ce qu'il a l'intention d'annoncer très prochainement. J'ai tenté de raisonner Vas sur un certain nombre de points, mais celui-ci a refusé d'écouter mes arguments, en me faisant comprendre qu'il n'était pas venu *"pour discuter"*.

A propos des assertions de Vas, voici des informations que j'estime nécessaire de vous communiquer. Zoltan Vas est connu

en Hongrie comme quelqu'un qui se situe politiquement très à droite et qui est assez bavard. La plupart de ce qu'il a dit nécessite donc d'être vérifié. En même temps, une audace de jugement, assez étrangère à Vas, laisse soupçonner que l'idée de sa visite et ses propos ne viennent pas uniquement de lui. Nous savons que, après s'être rendu récemment en Yougoslavie, Vas a fait des exposés à l'Ecole supérieure du parti et à la Direction générale de la police, dans lesquels il faisait éloge de l'expérience yougoslave dans l'édification du socialisme, évoquant le fait qu'elle convient parfaitement à la Hongrie. Dans ces exposés, il exprimait une opinion très favorable sur Nagy et affirmait être confiant vis-à-vis de son prompt retour dans les rangs du parti.

On remarque aussi que c'est après les obsèques de Rajk que Nagy a poursuivi un travail politique de manière très active. Il assiste presque à tous les grands meetings de masse, certains journaux et revues publient ses photos. Selon le camarade Altomare, qui connaît bien Nagy, à la résidence de ce dernier des horaires ont été établis pour recevoir des visiteurs, et parmi eux viennent en grand nombre les représentants de l'intelligentsia hongroise.

APFR, f. 3, inv. 64, dossier 484, f. 76-83.

N° 3

Information du ministère de la Défense de l'URSS au comité central du PCUS

24 octobre 1956

Dossier spécial.
Absolument secret.

Conformément à la décision du gouvernement de l'URSS d'accorder une aide fraternelle au gouvernement de la République populaire de Hongrie à la suite des désordres politiques qui se sont produit dans le pays, les mesures suivantes ont été prises par le ministère de la Défense.

1. A 23 heures, le 23 octobre, sont mis en état d'alerte :

— un corps spécial de troupes soviétiques en Hongrie, composé de deux divisions mécanisées ;

— un corps d'infanterie de la région militaire des Carpates, composé d'une division d'infanterie et d'une division mécanisée ;

— une division mécanisée de l'armée spéciale mécanisée basée en Roumanie, près de la frontière roumano-hongroise.

En tout, 5 divisions de l'armée soviétique sont en état d'alerte, soit 31 550 militaires, 1 130 tanks et installations d'artillerie autopropulsée, 615 canons et mortiers, 185 canons antiaériens, 380 voitures de transport blindées, 3 930 voitures.

En même temps, notre aviation est mise en état d'alerte, une division d'avions de chasse et une de bombardiers en Hongrie, une d'avions de chasse et une de bombardiers de la région militaire des Carpates, en tout 159 avions de chasse et 122 bombardiers.

2. Les troupes en état d'alerte ont pour tâche :

— le corps spécial, de concentrer l'essentiel de ses forces à entrer dans Budapest, y occuper les principaux points névralgiques et y rétablir l'ordre ; assurer également la couverture à la frontière austro-hongroise ;

— le corps d'infanterie PrikVO, d'entrer dans le territoire hongrois, d'occuper les principaux centres administratifs dans la partie ouest du pays, Debrecen, Jászberény et Szolnok ;

— les divisions mécanisées OMA d'entrer dans la partie sud du pays et d'occuper les villes de Szeged et Kecskemét.

3. Exécutant les tâches reçues, nos troupes occupaient à 12 heures, ce 24 octobre, les positions suivantes :

— Un corps spécial d'infanterie, entré entre 2 heures et 4 heures du matin, heure locale, a occupé les principaux points névralgiques de la ville et, poursuivant le rétablissement de l'ordre, a nettoyé le quartier de la radio, ainsi celui de la rédaction du journal du parti, *Sza-*

pad Nep, et l'hôtel Astoria. Dans toute une série de quartiers, il y a des échanges de coups de feu. Il y a un certain nombre de morts et des blessés, tant dans nos unités que dans la population hongroise. Le chiffrage des pertes est en cours. Dans la ville, des unités de la sécurité hongroise et des organes de sécurité intérieure agissent conjointement avec les troupes soviétiques.

— Le corps d'artillerie PrikVO a franchi la frontière soviéto-hongroise dans la nuit du 24 octobre et ses principales forces se dirigent vers les villes de Nyiregyháza et Debrecen, avec un détachement d'avant-garde aux abords de la ville de Szolnok.

— La division mécanisée OMA est entrée, le 24 octobre, entre 4 h 15 et 6 h 20 du matin, avec l'essentiel de ses forces, sur le territoire hongrois, et à 9 h 20 est parvenue dans la région de la ville de Kecskemét. Un régiment est resté dans la ville de Szeged.

— L'aviation de chasse couvre la marche de nos troupes. L'aviation de bombardement est en état d'alerte sur les aérodromes

Joukov,
V. Sokolovski

APFR f.3 inv. 64 d.484 f.85-87.

N° 4

Téléphonogramme d'Anastase Mikoïan et Mikhaïl Souslov, de Budapest, au comité central du PCUS

26 octobre 1956

Absolument secret.

A remettre immédiatement.

Nous avons eu des conversations prolongées avec les dirigeants : quelques minutes avec Gerö, qui est ensuite parti à la réunion que le bureau politique tenait avec les membres du comité central, puis nous nous sommes entretenus avec Kádár. Imre Nagy négociait avec les représentants des écrivains et étudiants proches de l'opposition qui participent à l'organisation des manifestations, mais pas à l'insurrection armée. Lui aussi nous a ensuite rejoints, ainsi que, vers la fin, Hegedus et quelques autres membres du bureau politique.

On nous a informés qu'au cours de la réunion du bureau politique et du comité central, un directoire, composé de Kádár, Imre Nagy, Hegedus, Apró, Münnich et Szántó avait été constitué, comme organe provisoire du comité central et du gouvernement.

Le camarade Kádár nous a calmement informés des questions en discussion et des décisions déjà prises. En ce qui concerne l'ébauche de composition du gouvernement, il a indiqué que, pour l'essentiel, la liste qu'il avait communiquée à Imre Nagy avait reçu l'approbation unanime du comité central. Quand nous lui avons demandé s'il y avait des éléments contre-révolutionnaires parmi les nouveaux membres du gouvernement, il a fermement répondu que non, que c'était des gens bien, qui reconnaissaient en principe le socialisme et la démocratie, que les représentants du parti conservaient les positions clés, mais que l'introduction de quelques non-communistes aiderait le parti à gagner la confiance des masses populaires.

A l'heure actuelle, malheureusement, a dit Kádár, les masses populaires ont échappé à notre influence, le prestige du parti dans la classe ouvrière a fortement chuté à cause surtout des erreurs passées.

Kádár a attiré notre attention sur les violents sentiments antisémites et antisoviétiques manifestés par les masses ouvrières et la population en général.

Dans le mouvement antigouvernemental, a dit Kádár, il faut distinguer les putschistes contre-révolutionnaires qui veulent anéantir le régime de démocratie populaire et contre lesquels il faut mener jusqu'au bout la lutte armée (et il a dit que cette opinion était celle de l'écrasante majorité des membres du comité central) et le mouvement de larges masses populaires mécontentes de notre activité — étudiants, intellectuels, d'impor-

tantes couches ouvrières et même d'une fraction non négligeable de membres du parti. Ce large mécontentement est exploité par les forces réactionnaires. La tâche est d'arracher les masses populaires à la contre-révolution et de les attirer de notre côté.

Il convient de souligner que le nouveau secrétaire du comité central, Donáth, qui a pris des positions capitulardes, est intervenu, sur le fond, pour la défense du soulèvement contre-révolutionnaire en proposant de reconnaître, dans l'adresse du gouvernement et du comité central au peuple, que tout le mouvement, y compris le soulèvement armé, était populaire et révolutionnaire, et donc moralement justifié et légitime. Il a été vivement critiqué par les membres de la commission militaire du comité central, Münnich, Kovacs et Khazai. Nous avons dit fermement à nos camarades hongrois qu'il fallait prévenir le camarade Donáth que, s'il maintenait sa position capitularde et ne soutenait pas fermement les décisions du comité central, les mesures nécessaires seraient prises à son égard.

L'écrasante majorité des membres du comité central a rejeté avec indignation l'intervention de Donáth et décidé de lutter impitoyablement contre les insurgés, tout en prenant les mesures politiques nécessaires pour reconquérir l'influence sur les masses ouvrières et populaires, ils ont notamment décidé de satisfaire les revendications des ouvriers sur la constitution de conseils ouvriers dans les entreprises et d'envisager des propositions pour améliorer la situation matérielle des ouvriers.

Le comité central a approuvé l'intervention faite hier par Imre Nagy et Kádár.

Imre Nagy nous a pour l'essentiel répété la même chose que précédemment, comme nous vous l'avons déjà dit (1) — sur les deux voies possibles de conduite. Nous avons décidé, a dit Imre Nagy, en même temps que nous écrasions l'insurrection par les armes, de mener une politique d'apaisement et de rapprochement avec les intellectuels et les masses populaires, d'aller au devant du mouvement populaire et des sentiments nationaux pour prendre la tête de ce mouvement et, par là même, défaire les contre-révolutionnaires et sauvegarder le régime de démocratie populaire. L'autre voie, a dit Nagy, où les masses populaires resteraient contre eux et où il leur faudrait s'appuyer uniquement sur les troupes soviétiques et sur une fraction du parti isolé des masses, cette voie serait tragique et ouvrirait la voie à l'arrivée des Américains.

Imre Nagy a fait un rapport sur les négociations avec les intellectuels et les étudiants : il s'agit d'écrivains, qu'il connaît pour la plupart, et d'étudiants communistes qui ont été autrefois ses élèves. Ces gens sont prêts à mobiliser les étudiants et à aider la milice dans sa lutte contre les insurgés, mais ils exigent par exemple la destitution du ministre des Affaires intérieures, ce qui, comme il l'a dit, est déjà décidé, et exigent également qu'il n'y ait plus à l'avenir de troupes spéciales de ce même ministère, car il n'y en avait pas dans l'histoire antérieure de la Hongrie et il n'y en a pas non plus dans les autres démocraties populaires ; il y a une armée nationale, une police ordinaire et une police secrète. D'après eux, c'est ce qu'il faut en Hongrie, et, de plus, ils se sont vivement indignés des exactions perpétrées par les troupes du ministère des Affaires intérieures contre la population.

Au cours de la conversation, nous avons eu l'impression que, en son for in-

(1) Dans son message précédent, Mikoïan avait expliqué que les dirigeants hongrois avaient le choix entre deux lignes de conduite : *"Repousser toutes les revendications des délégations de groupes divers de la population qui exigent des changements dans la composition du gouvernement et continuer la lutte en s'appuyant sur les unités de l'Armée soviétique. Mais en ce cas, ils perdraient le contact et la confiance de la population pacifique — ouvriers, étudiants —, il y aurait de nouvelles victimes, ce qui approfondirait encore le fossé entre le gouvernement et la population. Si nous suivons cette voie, nous sommes perdus.*

C'est pourquoi les dirigeants hongrois jugent acceptable une seconde voie : associer au gouvernement quelques démocrates en vue, soit des anciens partis petits-bourgeois, soit parmi les intellectuels, étudiants, ouvriers, 5-6 personnes sur les 20-22 membres du gouvernement" (APRF f.3 inv. 64 d.484 f.85-87).

térieur, Nagy n'était pas opposé à cette proposition. Kádár a hoché la tête négativement.

Imre Nagy a indiqué que ces délégations exigeaient également le retrait des troupes soviétiques de Hongrie. Nous lui avons alors demandé pourquoi, dans son discours de la veille, il avait promis d'engager les négociations avec l'URSS sur le retrait des troupes soviétiques, alors que le bureau politique, quand nous avons déclaré que la partie soviétique ne pouvait admettre le retrait, s'était rangé à notre position. De plus, il avait fait cette déclaration sans nous en informer préalablement. Imre Nagy a répondu, et les membres du comité central présents, y compris Gerö, l'ont confirmé, qu'ils se sont réunis plus tard pour discuter du projet de discours d'Imre Nagy. Compte tenu que l'exigence du retrait des troupes soviétiques était massivement exprimée par les travailleurs, notamment dans les centres ouvriers les plus importants et par toute une série d'organisations du parti, en particulier les comités régionaux de Debrecen et Miskolc, ils ont dû, pour maîtriser la situation et garder leur influence sur les ouvriers, recourir à cette formulation, d'après eux atténuée, non catégorique.

Gerö a ajouté qu'au début il était contre, avait hésité, mais finalement, ne voyant pas d'autre issue, avait donné son accord.

Nous avons dit que nous considérions que c'était une très grossière erreur, parce que le retrait des troupes soviétiques conduirait inévitablement à l'arrivée des troupes américaines. Comme précédemment, nous jugions possible le retour dans leur base des troupes soviétiques dès que l'ordre serait rétabli. Nous avons déclaré que nous étions opposés, dans la prochaine adresse du comité central du parti et du Conseil des ministres, à toute promesse de retrait des troupes soviétiques de Hongrie, que nous considérions que c'était la question clé dans les relations entre nos deux pays. Imre Nagy et Kádár ont promis qu'il n'y en aurait pas.

Le matin, pendant notre conversation avec Nagy, il est apparu qu'il n'avait pas une position ferme sur le maintien de la loi martiale et l'interdiction des manifestations. Nous avons insisté et la majorité du bureau politique nous a soutenus, pour, aujourd'hui et, selon les circonstances, demain, non seulement maintenir la loi martiale la plus stricte la nuit, mais pour interdire toute circulation le jour, afin d'éviter toute manifestation.

Quelques-unes de nos conclusions

1. La majorité des membres du comité central et des membres du directoire sont fermement décidés à écraser totalement la contre-révolution. En même temps, ils tiennent compte des hésitations d'Imre Nagy, qui, en raison de sa nature opportuniste, ne sait pas s'arrêter dans les concessions.

Nous les avons prévenus qu'aucune concession nouvelle n'était possible, sinon cela amènerait à la chute du pouvoir.

2. Dans les circonstances actuelles, nous considérons comme admissible et utile de proposer l'entrée au gouvernement d'un certain nombre de personnalités démocratiques petites-bourgeoises influentes pour élargir le soutien au gouvernement.

Le remplacement du ministre de la Guerre, Bata, par le camarade Münnich est, à notre avis, une excellente décision. Bien que le camarade Bata soit visiblement un homme honnête, il n'a pas les connaissances et les capacités nécessaires.

3. Nous considérons que leur intention de constituer des conseils ouvriers dans les usines est juste, compte tenu des circonstances, dans la mesure où cela est largement soutenu par les masses ouvrières.

4. En ce qui concerne le danger de capitulation, nous pensons que la majorité du comité central n'est pas capitularde. Le danger serait plutôt qu'à Debrecen ou Miskolc surgissent des gouvernements de capitulation. Nous prendrions contre eux les mesures non seulement politiques, mais militaires, les plus décidées.

5. Nous considérons que l'essentiel, maintenant, ce n'est déjà plus les mesures militaires, mais la conquête des masses ouvrières.

A 18 heures, heure de Moscou, la situation en ville est calme, si ce n'est les tirs de nos troupes à partir des tanks ou des mitrailleuses en direction des greniers où se sont installés des tireurs insurgés isolés. Aujourd'hui, il n'y a pas eu de désordres ou de manifestations de masse, et, dans l'ensemble, l'ordre instauré par le commandant de la ville est respecté.

A. Mikoïan, M. Souslov

APFR f.3 inv. 64 d.484 f. 123-129.

N° 5

Téléphonogramme d'Anastase Mikoïan et Mikhaïl Souslov, de Budapest, au comité central du PCUS

27 octobre 1956

Absolument secret.

A remettre immédiatement.

1. Aujourd'hui, nous avons participé pendant plus de trois heures à la réunion du bureau politique où étaient discutées les questions de la formation du gouvernement et de la situation générale.

Les membres du bureau politique ont apporté des modifications à la liste initiale des membres du gouvernement pour qu'il soit politiquement plus solide. C'est ainsi qu'Andro, membre du directoire, membre de la commission militaire, qui s'est très bien comporté ces derniers jours, est confirmé comme vice-président du Conseil des ministres, et, en fait, il sera le premier vice-président dans la mesure où les autres sont sans-parti et ont moins d'autorité.

La candidature de Szilágui comme ministre des Affaires intérieures a été récusée, car il n'est pas sûr politiquement, et c'est Münnich qui a été choisi. Le ministre de la Défense est Ianza Karoi, ex-vice-ministre pour l'Arrière, un communiste sur qui on peut compter, d'origine ouvrière. Pour les mêmes raisons, la candidature de László Kardos au poste de ministre de la Culture a été récusée, le ministre sera Lukács, philosophe connu, assez confus dans sa philosophie, mais politiquement plus sûr et reconnu dans l'intelligentsia.

Pour renforcer la représentation des sans-parti, Tildi Zoltan, personnalité connue, a été nommé ministre sans portefeuille. Imre Nagy a proposé de ne pas nommer Tildi Zoltan, parce qu'il est en très mauvais termes avec le ministre de l'Agriculture, Béla Kovacs. Mais cette objection a été rejetée.

Il est à noter que, pendant la nuit, des proclamations sont apparues dans la ville qualifiant Imre Nagy de traître, proposant de nommer Béla Kovacs Premier ministre et appelant à manifester pour lui.

Sur mandat du comité central, Imre Nagy a téléphoné à Béla Kovacs, qui habite en banlieue, pour lui demander s'il acceptait de participer au gouvernement. Celui-ci a répondu positivement et a ajouté qu'on l'avait invité à participer à un meeting, mais que s'il y était allé, il serait intervenu contre les manifestants et aurait défendu le gouvernement.

Le spécialiste sans-parti Ribianski a été nommé ministre des Sovkhoses.

Il est à noter que toutes ces candidatures ont été approuvées à l'unanimité et que certaines modifications n'ont pas suscité de résistance de la part de Nagy.

Dans leurs conversations avec nous, les camarades hongrois ont déclaré qu'ils considéraient que ce gouvernement était satisfaisant tant politiquement que du point de vue de ses capacités à agir. C'est ce qu'Imre Nagy a particulièrement souligné.

La composition du nouveau gouvernement a été annoncée à la radio aujourd'hui à 12 heures, heure locale. Nous avons l'impression que, dans l'ensemble, le nouveau gouvernement est sûr et jouit d'une plus grande confiance sociale.

2. C'est le camarade Andro qui a fait le rapport sur la situation militaire d'un ton

assuré. Il a notamment dit qu'environ trois mille Hongrois blessés avaient été admis dans les hôpitaux, parmi lesquels 250 environ étaient décédés. Il ignore le nombre des autres morts et blessés.

Compte tenu de la situation troublée en province, le camarade Kádár a demandé si l'on pouvait augmenter le nombre des troupes russes.

Nous avons déclaré que nous avions des réserves et qu'il y aurait autant de troupes qu'il le faudrait. Les membres du bureau politique se sont réjouis de cette réponse. Andro a fait toute une série de propositions concernant l'organisation ultérieure de la lutte et le rétablissement de l'ordre dans la ville. Andro a annoncé que les insurgés avaient commencé à rendre des armes en quantité appréciable, 700 fusils ont été livrés. Andro a dit que la situation commençait à se stabiliser à la périphérie, mais Kádár et Hegedüs ont accueilli cette déclaration avec scepticisme.

Les camarades hongrois ont commencé à armer les militants, qui, en conséquence, se sentent plus assurés. Il a été décidé d'intégrer à la police municipale des membres du parti armés. Il a été également décidé de nommer des censeurs militaires à la radio et dans les journaux. Il a été demandé aux ministres d'assurer la reprise du travail dans les ministères et les entreprises.

Le camarade Kádár a déclaré que le nouveau membre stagiaire du bureau politique, Losonczi, et le nouveau secrétaire du comité central, Donáth, qui hier avaient fait des déclarations capitulardes à la réunion du comité central et que certains membres du comité central avaient qualifiés de traîtres à la classe ouvrière, ont exprimé leur désaccord avec la politique menée par le gouvernement et ont démissionné.

Pendant que le camarade Kádár donnait cette information, Imre Nagy était absent, car il menait les négociations avec les ministres nouvellement nommés, puis, sous le coup du surmenage, il a eu une attaque (d'ailleurs, pendant la suspension de séance, nous l'avons trouvé sans connaissance dans son cabinet ; le médecin hongrois ne savait que faire, mais le camarade Souslov avait du validol, ce qui lui a permis de revenir à un état normal, et il nous a chaudement remerciés).

Considérant que Losonczi et Donáth sont très liés à Imre Nagy et que ce dernier, comme nous l'avons dit, n'était pas là, le bureau politique a décidé de repousser la décision finale les concernant et pour l'instant de leur donner un travail hors du comité central.

(...) Nous nous sommes mis d'accord avec Kádár et Imre Nagy pour discuter le soir librement dans un cadre non officiel.

A. Mikoian, M. Soulov

APFR f.3 inv. 64 d.484 f. 131-134.

N° 6

Téléphonogramme d'Anastase Mikoïan et Mikhaïl Souslov, de Budapest, au comité central du PCUS : rapport d'Ivan Serov

28 octobre 1956

Au camarade Mikoïan Anastase.

Rapport sur la situation au 28 octobre.

1. Mes agents en liaison avec les insurgés me communiquent que ceux-ci sont hésitants sur la suite à donner à la résistance. La partie la plus active est pour poursuivre la lutte et, en tout cas, à ne la suspendre que temporairement et à la condition expresse de garder les armes pour la reprendre au moment favorable.

2. Le 27 octobre, un agent de nos amis a rencontré le dirigeant du groupe d'opposition des écrivains, Boldizsár, qui, pendant la réunion, a exprimé son inquiétude sur les combats de rue. Les autres participants de la réunion ont décidé de soutenir le nouveau gouvernement et ont exprimé l'intention de prendre contact avec les insurgés et de les convaincre de cesser la résistance.

3. Dans de nombreux centres régionaux et de district, les organes locaux et les responsables du parti ont pris la fuite, à la suite de quoi divers comités "révolutionnaires", nationaux et autres se sont constitués et ont commencé leur "activité" en désarmant les organes de sécurité. Ainsi, par exemple, le comité "révolutionnaire" de Miskolc a organisé un meeting devant le siège du ministère des Affaires intérieures, puis a contraint les collaborateurs du ministère à rendre les armes, torturant ceux qui résistaient. Le même jour, un bataillon des troupes de l'intérieur a été renvoyé dans ses foyers par ce même comité "révolutionnaire". Dans la ville de Zalaegerseg, un comité "révolutionnaire" a désarmé les organes de sécurité et en a chassé les collaborateurs hors du district. Des faits de ce genre ont eu lieu dans d'autres districts. Il y a des faits en sens contraire, où s'est constituée dans le district une milice d'étudiants, de jeunes et de soldats de l'armée populaire, qui rétablissent l'ordre dans les villes.

4. A Budapest, après la réunion d'hier chez le nouveau ministre des Affaires intérieures, les cadres de district de la sécurité et de la police ont commencé à reprendre le travail. Pour éviter les provocations, les membres de la sécurité ont revêtu l'uniforme de la police.

5. L'observation organisée de l'ambassade américaine a montré que les collaborateurs de l'ambassade quittent la ville avec leurs bagages. Les Américains Olivart et Wert, dans une conversation avec l'agent de nos amis, ont dit que si l'insurrection n'était pas promptement liquidée, les troupes de l'ONU interviendront sur proposition des Etats-Unis, et il y aura une deuxième Corée.

6. Ce matin, à la radio de Budapest, on a donné la parole à Ertovi, membre actif du groupe de criminels arrêté à la rédaction militaire, et il a appelé la jeunesse à déposer les armes puisque le gouvernement Imre Nagy était la garantie que les exigences du peuple seraient satisfaites. Dans une discussion avec le speaker, on lui a posé la question : pourquoi avaient-ils écrit au bas de leur tract *"gouvernement révolutionnaire provisoire"* ? Il a répondu qu'au moment où ils écrivaient les tracts, ils ne reconnaissaient pas le gouvernement, mais qu'ils ne le feraient pas maintenant, parce que le gouvernement était légitime.

A Budapest, tout est calme aujourd'hui, hormis quelques tirs isolés. Il reste néanmoins trois foyers où les insurgés sont retranchés.

Serov

APFR f.3 inv. 64 d.484 f. 148-150.

N° 7

Téléphonogramme d'Anastase Mikoïan et Mikhaïl Souslov, de Budapest, au comité central du PCUS : rapport d'Ivan Serov

29 octobre 1956

Rapport sur la situation au 29 octobre.

1. Les groupes d'insurgés actifs dans le quartier du théâtre Korvine, rue Zsigmond, sur les places Scéna et de Moscou, ont négocié toute la nuit la remise des armes. Vers le soir et ce matin, ils ont accepté de déposer les armes.

Il y a quelques petits groupes armés venus d'autres villes.

Le commandement prend les mesures pour les liquider.

2. D'après les rapports parvenus au ministère des Affaires intérieures les 27 et 28 octobre, dans toute une série de villes, plus de 8 000 prisonniers ont été libérés, y compris des droits communs. Une partie d'entre eux s'est armée en détroussant les gardiens. Les munitions ont été saisies en attaquant les dépôts militaires.

Après la déclaration à la radio du gouvernement et l'annonce de l'amnistie pour les étudiants qui ont participé aux

manifestations, les groupes armés ont commencé à déposer les armes.

3. La situation, dans toute une série des principales régions, se caractérise ainsi : la population est très montée contre les communistes. Dans certains districts, des hommes armés viennent chercher les communistes chez eux et les fusillent.

Dans le quartier des usines de Csepel (près de Budapest),18 communistes ont été fusillés. Il y a eu des cas où des bandits sont montés dans des autobus interurbains et ont fait descendre les communistes pour les abattre.

Dans la ville de Debrecen, le comité régional du parti est entré dans la clandestinité, a joint un détachement militaire et demandé de l'aide. Ces faits sont confirmés par les télégrammes envoyés au Conseil des ministres par les dirigeants des "comités révolutionnaires". Le conseil ouvrier de la ville de Miskolc a proposé aux membres de la sécurité de déposer les armes et de partir. Trois collaborateurs, dont le chef adjoint du poste, le major Gati, ont accédé à ces exigences. Des collaborateurs ont été pendus par la foule. Dans la ville de Kecskemét, la foule a décidé de mettre à mort un communiste sur la place centrale. Le commandant de l'unité militaire hongroise a pris un avion et dispersé la foule à la mitrailleuse.

Le commandant d'un régiment des forces armées hongroises basé à Györ a mené son régiment au combat pour rétablir l'ordre dans la ville. Quand l'ordre a été rétabli, il est parti dans la ville voisine pour faire la même chose. Quand il est revenu à Györ, il a dû à nouveau rétablir l'ordre.

4. Compte tenu de la décision du gouvernement de licencier les organes de sécurité, le moral des agents en activité est au plus bas et le travail de renseignement qui avait commencé pour débusquer les organisateurs des manifestations a été interrompu.

Au soir du 28 octobre, s'est tenue une réunion des agents du ministère des Affaires intérieures, où le ministre Münnich a qualifié les manifestations antigouvernementales de *"mouvement des masses pour la satisfaction de leurs justes revendications"*.

A ce mouvement se sont joints des éléments fascistes, qui ont tenté d'utiliser ce mouvement pour renverser le gouvernement. Ensuite, Münnich a souligné que les agents avaient honnêtement rempli leur tâche, qui était de lutter contre les éléments hostiles, et, en conclusion, il a déclaré que les organes de sécurité étaient dissous et une police unique constituée. Néanmoins, Münnich a appelé tout le monde à rester à son poste. Puis, il a annoncé qu'un tribunal extraordinaire était institué, qui avait le droit de pendre les individus coupables d'attaques contre des personnes ou des institutions gouvernementales ou publiques.

Comme nous le font savoir nos agents, cette réunion a porté un coup au moral des collaborateurs. Certains ont quitté le travail pour ne pas revenir.

Dans la ville, il y a eu des tracts, au nom d'un *"comité révolutionnaire des étudiants"*, qui appelaient à liquider les membres de la sécurité.

Les policiers renforcent ces sentiments en déclarant que les membres de la sécurité sont des traîtres et protestent parce qu'ils portent leur uniforme.

Le vice-ministre des Affaires intérieures, Kharch, est venu chez notre conseiller, il a fondu en larmes en disant que les collaborateurs de la sécurité sont considérés comme des traîtres et les insurgés comme des révolutionnaires. Il en a parlé avec Kádár. Mais il n'a reçu aucune réponse réconfortante. Le chef des troupes du ministère des Affaires intérieures, Orban, a déclaré à notre conseiller qu'il allait rassembler les officiers et passer en URSS.

L'ex-adjoint Dekan a dit que des provocateurs organisent le massacre des collaborateurs des organes et de leurs familles.

Les bandits établissent des listes d'adresses. Il a l'intention de constituer un détachement de ses collaborateurs et de se diriger en armes vers la frontière soviétique. S'il n'y parvient pas, il mènera une guerre de partisans dans la clandestinité.

Les collaborateurs de l'appareil central ont cessé le travail et sont rentrés chez eux en disant qu'ils étaient dissous et n'avaient pas le droit de rencontrer les agents du service de renseignement. A la périphérie, les agents ont aussi cessé le travail, puisque les organes locaux les ont dissous.

La direction régionale de Szabolcs (40 personnes) est partie en Roumanie. Des collaborateurs de la direction régionale de Debrecen se sont rendus à la frontière soviétique vers Oujgorod et demandent aux gardes-frontières de les laisser entrer en URSS.

A la frontière avec la Tchécoslovaquie se pressent un grand nombre de collaborateurs, qui attendent qu'on les laisse entrer dans le pays.

Compte tenu de la situation dans le ministère, j'ai l'intention de rencontrer ce soir le camarade Münnich et de clarifier sa position quant à la résidence ultérieure de nos collaborateurs (vu la dissolution des organes de sécurité) et à la coordination ultérieure de notre travail.

I. Serov

APFR f.3 inv. 64 d.484 f. 158-161.

N° 8

Téléphonogramme d'Anastase Mikoïan et Mikhaïl Souslov, de Budapest, au comité central du PCUS

30 octobre 1956

1. La situation politique dans le pays et à Budapest ne s'améliore pas, mais empire. Cela s'exprime de la façon suivante : dans les organes dirigeants du parti, on sent l'impuissance, dans les organisations du parti il y a un processus de désagrégation. Les éléments crapuleux ont pris de l'assurance, ils envahissent les comités de parti de district, tuent les communistes. L'organisation d'une milice du parti progresse lentement. Les usines sont arrêtées. Les gens restent chez eux. Les chemins de fer ne roulent pas et les éléments crapuleux étudiants et autres insurgés ont changé de tactique, ils sont très actifs. Maintenant, ils ne tirent presque plus, mais occupent les institutions. Par exemple, la nuit dernière, ils se sont emparés de l'imprimerie et de la rédaction du journal du parti.

La centaine de combattants envoyée par le nouveau ministre de l'Intérieur s'est trouvée face à face avec plus de deux cents personnes et n'a pas ouvert le feu, car le comité central avait conseillé de ne pas faire couler le sang. C'était tard dans la nuit. Imre Nagy dormait chez lui et, visiblement, ils ne voulaient pas de complications avec lui, craignant qu'ouvrir le feu sans qu'il le sache n'affaiblisse le gouvernement.

Ils ont occupé la station téléphonique du quartier. Elle fonctionne, mais n'exprime pas la position du comité central, car elle est pratiquement dans des mains étrangères.

Un journal antirévolutionnaire n'est pas paru parce qu'il y avait des articles contre-révolutionnaires et que les ouvriers de l'imprimerie ont refusé de le tirer.

2. Un regroupement de l'adversaire dans le quartier du théâtre Korvine a engagé des négociations avec Imre Nagy sur la remise pacifique des armes. Néanmoins, les armes ne sont toujours pas rendues, sauf quelques centaines de fusils. Les insurgés disent qu'il rendront les armes après le départ des troupes soviétiques de Budapest, et certains disent même : après le départ des troupes soviétiques de Hongrie. Donc, la liquidation pacifique de ce foyer est pratiquement exclue. Nous allons tâcher d'obtenir sa liquidation par les forces armées hongroises. Mais il y a un grand danger : l'armée hongroise a une position d'expectative. Nos conseillers militaires disent que les rapports avec les officiers et les généraux hongrois se sont dégradés ces jours-ci, il n'y a plus la même confiance qu'avant. Il se peut que des troupes hongroises envoyées contre les insurgés se joignent à eux, et alors il faudra à nou-

veau entreprendre des opérations avec les forces armées soviétiques.

3. La nuit dernière, à la demande d'Imre Nagy, on a fait venir Andropov et on lui a demandé s'il était vrai que de nouvelles unités militaires soviétiques continuaient à venir d'URSS en Hongrie, et, si oui, dans quel but. Nous ne nous étions pas mis d'accord sur ce point.

Notre avis sur cette question : nous soupçonnons que ce peut être un tournant dans la politique de la Hongrie au Conseil de sécurité.

Nous avons l'intention de déclarer aujourd'hui à Imre Nagy que les troupes arrivaient jusqu'à maintenant conformément à l'accord passé et que nous n'avons pas l'intention d'en envoyer de nouvelles dans la mesure où nous comptons que gouvernement réussira à contrôler la situation en Hongrie.

Nous proposons de donner l'ordre au ministre de la Défense de cesser l'envoi des troupes en Hongrie, tout en continuant à les concentrer à la frontière, sur le territoire soviétique.

Tant que les troupes hongroises n'ont pas une position hostile, les troupes actuelles suffiront. Si la situation continue à empirer, alors, bien sûr, il faudra revoir la question dans son ensemble.

Nous n'avons pas encore d'appréciation définitive sur la situation, sur la gravité de sa dégradation. Après la réunion du comité central d'aujourd'hui à 11 heures, heure de Moscou, nous y verrons plus clair et nous vous tiendrons au courant.

Nous considérons que la venue immédiate du camarade Konev en Hongrie est indispensable.

A. A. Mikoïan,
M. Souslov

APFR f.3 inv. 64 d.484 f. 122-124.

N° 9

Extraits du compte rendu de la séance du présidium du comité central de l'URSS

30 octobre 1956

Tout à fait secret.

N° P 49/1

Sur la situation en Hongrie.

Adopter le texte de la déclaration du gouvernement de l'URSS sur les fondements du développement et du renforcement de l'amitié et de la collaboration entre l'Union soviétique et les autres pays socialistes avec les amendements apportés à la séance du présidium du comité central de l'URSS (2).

Diffuser le texte de la déclaration à la radio le 30 octobre et le publier dans la presse le 31 octobre 1956.

APFR f.3 inv. 64 d.484 f. 25.

N° 10

Extraits du compte rendu de la séance du présidium du comité central de l'URSS

31 octobre 1956

Tout à fait secret.

N° P 49/VI

(2) Cette déclaration, publiée le 31 octobre dans la *Pravda*, reconnaissait des "problèmes" et des "erreurs" dans les relations entre l'URSS et les démocraties populaires, présentait la présence de troupes soviétiques dans ces pays comme la conséquence de la situation à la fin de la Seconde Guerre mondiale et le fruit d'un accord mutuel, et allait jusqu'à écrire : *"Considérant que le maintien des troupes soviétiques en Hongrie pourrait être le prétexte d'une tension accrue de la situation, le gouvernement soviétique a donné ordre à son commandement militaire d'évacuer les troupes soviétiques de Budapest dès que le gou-*

Sur la situation en Hongrie

1. Conformément aux avis exprimés à la séance du présidium du comité central du PCUS, charger les camarades Khrouchtchev, Molotov et Malenkov de mener les négociations avec les représentants du comité central du POPU.

2. Confirmer le texte du télégramme au consul soviétique à Belgrade pour le camarade Tito (ci-joint).

En cas de réponse positive, charger les camarades Khrouchtchev, Molotov et Malenkov de mener les négociations avec le camarade Tito.

3. Charger le camarade Joukov, conformément aux avis exprimés à la séance du présidium du comité central du PCUS, d'élaborer un plan de mesures liées aux événements en Hongrie et faire un rapport au comité central du PCUS.

4. Charger les camarades Chepilov, Brejnev, Fourtseva et Pospelov, sur la base des avis exprimés à la séance du présidium du comité central du PCUS, de préparer les documents indispensables et de les porter à la connaissance du comité central du PCUS.

Le secrétaire du PCUS

Absolument secret.
Remise immédiate.
Spécial.
Belgrade.

A l'ambassadeur soviétique.

Allez voir Tito immédiatement et communiquez-lui ce qui suit :

"Compte tenu de la situation créée en Hongrie, nous voudrions vous rencontrer incognito le soir du 1er novembre ou le matin du 2 novembre. Dans ce but, nous sommes d'accord pour venir à Belgrade ou en un autre point du territoire yougoslave ou soviétique à votre choix. Notre délégation sera composée des camarades Khrouchtchev et Malenkov. Nous attendons votre réponse par Firioubine.

N. Khrouchtchev."

Si Tito n'est pas à Belgrade, transmettez ce texte aux camarades Kardelj ou Rankovitch.

Rendez compte de l'exécution de ces directives.

APRF f.3 inv. 64 d.484 f. 41, 42.

N° 11

Extraits du compte rendu de la séance du présidium du comité central de l'URSS

31 octobre 1956

Strictement secret.

N° P 49/VI

Projet de télégramme à Togliatti.

A l'ambassadeur soviétique.

Pour le camarade Togliatti

Nous sommes d'accord avec vous sur l'appréciation de la situation en Hongrie et la tendance du gouvernement hongrois à évoluer dans un sens réactionnaire. D'après nos informations, Nagy a une position ambiguë et cède de plus en plus à l'influence des forces réactionnaires. Pour l'instant, nous n'intervenons pas ouvertement contre lui, mais nous ne tolérerons pas que les événements s'orientent vers un déchaînement de la réaction.

vernement hongrois le jugerait nécessaire." Le téléphonogramme précédent de Souslov et Mikoïan demandant la venue du général Konev, commandant en chef des forces armées de l'URSS, montre qu'il s'agissait, en fait, de la couverture propagandiste de la seconde intervention armée. Les rencontres avec les dirigeants des partis polonais (POPU) et surtout yougoslave avaient pour but de s'assurer de leur accord avec l'intervention (NDT).

Vos craintes amicales concernant la possibilité d'un affaiblissement de l'unité de la direction collective de notre parti sont sans fondement. Nous pouvons vous donner l'assurance que, dans la difficile conjoncture actuelle, notre direction collective porte une appréciation unanime sur la situation et prend à l'unanimité les décisions qui en découlent.

Comité central du PCUS

APFR f.3 inv. 64 d.484 f. 39, 40.

N° 12

Extraits du compte rendu de la séance du présidium du comité central de l'URSS

1er novembre 1956

Strictement secret.

P 57/I

Sur la situation en Hongrie.

Charger les camarades Joukov, Souslov, Konev, Serov et Brejnev, conformément aux avis exprimés à la séance du présidium du comité central du PCUS, d'élaborer les mesures indispensables compte tenu de la situation en Hongrie et de rendre compte de leurs propositions du comité central du PCUS.

Le secrétaire du comité central

APFR f.3 inv. 64 d.484 f. 47.

N° 13

Information du ministère de la Défense de l'URSS au comité central du PCUS sur la situation en Hongrie suivant l'état à 12 heures, le 4 novembre 1956

Dossier spécial.
Absolument secret.

Ex. N° 1

Le 4 novembre, à 6 h 15, les troupes soviétiques ont engagé l'opération du maintien de l'ordre et de rétablissement du pouvoir de démocratie populaire en Hongrie.

Agissant selon le plan prévu, nos unités ont pris possession des principaux points d'appui de la réaction en province, dont les villes de Györ, Miskolc, Debrecen Gyöngesz et d'autres centres régionaux de Hongrie.

Au cours des opérations, les principaux nœuds de communications, dont la puissante radio de Szolnok, des dépôts de munitions, d'armes et autres objectifs militaires ont été occupés par nos troupes.

Les troupes soviétiques en action à Budapest, après avoir brisé la résistance des insurgés, ont occupé les bâtiments du Parlement et également de la station radio proche du Parlement. Les trois ponts sur le Danube qui relient les parties est et ouest de la ville ont été pris, ainsi qu'un arsenal avec des munitions et des armes.

Le gouvernement contre-révolutionnaire d'Imre Nagy au complet se cache. Les recherches se poursuivent.

A Budapest, il reste un important foyer de résistance des insurgés dans le quartier du cinéma "Korvine" (dans le sud-est de la ville). Nos troupes ont lancé

un ultimatum aux insurgés, leur demandant de capituler, et, devant leur refus, ont donné l'assaut.

Les principales garnisons de troupes hongroises sont bloquées. Beaucoup ont rendu les armes sans résistance sérieuse. Nos troupes ont reçu l'ordre de rendre le commandement aux officiers déchus par les insurgés et d'arrêter les officiers qui avaient été nommés à leur place.

Dans le but de ne pas laisser pénétrer en Hongrie les agents ennemis ni fuir les meneurs des insurgés, nos troupes ont occupé les aérodromes et fermé solidement toutes les routes à la frontière austro-hongroise.

Les troupes continuent d'accomplir les taches fixées, nettoient le territoire hongrois.

APFR f.3 inv. 64 d.485 f. 101.

N° 15

Télégramme de l'ambassadeur d'URSS en Yougoslavie, N. P. Firioubine, de Belgrade, au ministère des Affaires intérieures de l'URSS

4 novembre 1956

Strictement secret.

Copie interdite.

Remise immédiate.

Kardelj a fait savoir qu'ils avaient joint Imre Nagy dans la nuit du 4 novembre, comme il avait été convenu avec le camarade Khrouchtchev.

Imre Nagy, Szánt Zoltán et onze autres communistes se trouvent dans l'ambassade de Yougoslavie à Budapest. On ne sait pas encore, a dit Kardelj, si Nagy a fait une dernière déclaration au nom du gouvernement à Budapest. S'il a fait cette déclaration, alors ils *(les Yougoslaves)* tenteront de lui faire déclarer qu'il l'a faite sous la pression de la réaction. Ils ont aussi l'intention de s'entendre avec Nagy pour qu'il fasse une déclaration de soutien au gouvernement de Kádár à Szolnok (3).

D'après Kardelj, une telle déclaration faciliterait la discussion sur la question hongroise au Conseil de sécurité.

Kardelj, sur instruction de Tito, demande de s'enquérir auprès du PCUS et du gouvernement soviétique de la suite à donner aux négociations avec Nagy. Tito a aussi demandé au gouvernement soviétique de dire au gouvernement Kádár de ne pas recourir à la répression contre les communistes qui n'ont pas immédiatement adopté une ligne juste pendant les derniers événements en Hongrie.

Tito, nous a transmis Kardelj, a aussi demandé au gouvernement soviétique de prendre des mesures pour protéger l'ambassade de Yougoslavie d'attaques possibles, surtout si la réaction apprend que Nagy, qui se trouve dans l'ambassade, soutient le gouvernement Kádár.

N. Firioubine

APFR f.3 inv. 64 d.485 f. 105-106.

N° 16

Extraits du procès-verbal de la séance du présidium du comité central de l'URSS

4 novembre 1956

Strictement secret.

Télégramme du camarade Firioubine, de Belgrade, du 4 novembre 1956, n° 1 059-1 060.

(3) Du 4 au 7 novembre, le gouvernement de Kádár se trouvait à Szolnok (à une centaine de kilomètres de Budapest), où était basé le quartier général de Konev (NDT).

Confirmer le projet joint de télégramme à l'ambassadeur d'URSS à Belgrade sur la question d'Imre Nagy et de son groupe.

Le secrétaire du comité central

Texte joint.
Stric. secret.
Remise immédiate.
Spécial
Belgrade.

Ambassadeur soviétique.

Faites savoir au camarade Kardelj que le comité central du PCUS a délibéré de cette question. L'avis du comité central est le suivant.

Quand, lors de la rencontre avec vous, nous avons jugé utile une déclaration publique d'Imre Nagy, il était Premier ministre et sa déclaration aurait pu faciliter la défaite de la contre-révolution.

Notre avis est que, maintenant, aucune déclaration de Nagy n'est nécessaire.

Nous avons donné l'ordre à nos troupes de garder l'ambassade yougoslave.

En ce qui concerne le séjour ultérieur de Nagy dans l'ambassade, il peut être victime d'excès non seulement de la part de la réaction, mais aussi de celle d'éléments révolutionnaires. En conséquence, et compte tenu également que le gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan ne dispose pas à l'heure actuelle d'organes de sécurité, il faudrait confier Nagy et son groupe à nos troupes pour qu'elles le remettent au gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan à Szolnok.

APFR f.3 inv. 64 d.485 f. 103-104.

N° 17

Information du ministère de la Défense de l'URSS au comité central du PCUS sur la situation en Hongrie à 21 heures, le 5 novembre 1956

Dossier spécial.
Stric. secret.

Au cours du 5 novembre, les troupes soviétiques en Hongrie ont continué à remplir leur tâche de rétablissement de l'ordre dans le pays.

A Budapest, nos unités ont combattu pour anéantir des groupes d'insurgés qui refusaient de cesser la résistance.

A 15 heures, après une préparation d'artillerie de deux heures, l'assaut du cinéma "Korvine" a été donné. Simultanément, nos troupes attaquaient les insurgés dans le quartier de la place de Moscou.

La résistance des insurgés est pour l'essentiel brisée. Le bâtiment du cinéma "Korvine" est en flammes. Des combats se poursuivent pour anéantir les groupes qui restent, enfermés dans les caves.

Pendant les combats, de nombreux insurgés ont été anéantis et environ 70 ont été faits prisonniers. Parmi les prisonniers, il y a un dirigeant militaire de l'insurrection, Istvan Kovacs (4).

Les troupes continuent à nettoyer la ville des insurgés.

G. Joukov

APFR f.3 inv. 64 d.485 f. 115.

(4) Istvan Kovacs : général, chef de l'état-major de l'armée populaire hongroise à partir du 31 octobre 1956. A participé le 3 novembre 1956 à la délégation du gouvernement hongrois qui menait les négociations sur le retrait des troupes soviétiques de Hongrie. Arrêté avec les autres membres de la délégation au quartier général du commandement soviétique. Détenu jusqu'en 1960.

N° 18

Télégramme de Iouri Andropov, de Budapest, au ministère des Affaires étrangères de l'URSS

6 novembre 1956

Strictement secret.
Copie interdite.
Remise immédiate.

Le 8 novembre j'ai eu une conversation avec le camarade Kádár. Il considère que la vie se normalise lentement à Budapest. Pour l'instant, le gouvernement n'a presque aucun lien avec la périphérie et les entreprises. Une partie importante des travailleurs voudrait reprendre le travail, mais craint la vengeance des bandits. Le camarade Kádár a dit que, pour le renforcement de la lutte contre les insurgés, il est indispensable de faire plus hardiment appel aux Hongrois eux-mêmes. Hier, dans une conversation avec le commandant de corps Lachtchenko, il a, lui, Kádár, posé la question de la nécessité de constituer immédiatement à Budapest deux régiments de l'armée hongroise, composés de communistes et autres gens dévoués. Kádár nous a dit que le camarade Lachtchenko avait approuvé cette proposition, mais n'avait pas encore donné de réponse officielle. Il a dit qu'il voudrait avoir une réponse dès aujourd'hui sur cette question, parce qu'elle a une grande importance politique.

Le camarade Kádár m'a informé qu'un envoyé yougoslave serait aujourd'hui chez lui et que celui-ci soulèvera probablement la question d'Imre Nagy et des autres réfugiés à l'ambassade yougoslave. Le camarade Kádár a dit qu'à son avis, il conviendrait d'exiger de Nagy un document où il annoncerait sa démission. De plus, Nagy et ceux qui sont avec lui devraient remettre un document où ils s'engageraient à ne pas faire de tort au gouvernement ouvrier et paysan de la République populaire de Hongrie. Après quoi, a-t-il dit, on pourrait examiner la question de leur sort ultérieur. A titre préalable, le camarade Kádár a donné son avis personnel, à savoir que, si toutes les conditions susmentionnées étaient remplies, il faudrait laisser partir Nagy et son groupe en Yougoslavie pour ne pas tendre les relations avec les dirigeants yougoslaves. Le camarade Kádár a remarqué que les Yougoslaves, apparemment, tentent de sauver Nagy non parce qu'il leur est particulièrement utile, mais de peur qu'à travers Nagy ils puissent leur arriver *"des choses qu'ils ne souhaitent pas"* (5). Le camarade Kádár m'a demandé de transmettre à Moscou son avis sur la question de Nagy.

A la fin de la conversation, le camarade Kádár a demandé que le commandement des troupes soviétiques aide le gouvernement hongrois à remettre en marche Radio Kossuth et une imprimerie pour sortir un journal.

Remarque : Nos amis ne publient pas de journal, tandis que le journal des insurgés *Igazsag* (*La Vérité*), dont les pages sont remplies de matériaux provocateurs contre nos amis et l'Armée soviétique, est largement diffusé dans les rues de la ville.

Il faut prêter attention au fait suivant. J'étais chez Kádár à 11 heures du matin, en pleine journée de travail. Néanmoins, il n'y avait absolument personne dans l'immense bâtiment du Parlement, personne à part les six ministres et nos soldats. D'après les conversations que j'ai eues avec les camarade Andro et Kiss Karoly, qui étaient au Parlement, j'ai eu l'impression que nos amis n'ont pas encore réussi à joindre les militants et qu'ils sont isolés dans l'action.

Andropov

APFR f.3 inv. 64 d.486 f. 36-38.

(5) Il s'agit du fait que le gouvernement yougoslave, soucieux de sa réputation *"d'Etat socialiste indépendant"*, tentait de tenir secrète la rencontre avec les dirigeants soviétiques à Brioni. Ce n'est que le 11 novembre, les dirigeants soviétiques se montrant intraitables sur la livraison d'Imre Nagy et de ses compagnons, que Tito a publiquement reconnu que cette rencontre avait eu lieu, dans un discours aux militants à Pula

N° 19

Télégramme du ministère des Affaires étrangères de l'URSS à Iouri Andropov, à Budapest

9 novembre 1956

Strictement secret.
Remise immédiate.

Joignez le camarade Kádár et transmettez-lui oralement ceci au nom du comité central du PCUS :

Cher camarade Kádár !

1. Le camarade Andropov nous a transmis quelques réflexions sur les mesures à prendre pour renforcer la lutte contre les groupes d'insurgés. Vous pensez qu'il est indispensable d'associer plus hardiment les Hongrois eux-mêmes à cette lutte et qu'il faudrait immédiatement constituer à Budapest deux régiments de l'armée hongroise, composés de communistes et autres gens dévoués. Nous sommes entièrement d'accord avec votre proposition.

Conformément à la demande que vous avez exprimée, des instructions ont été données au commandement des troupes soviétiques pour qu'il aide le gouvernement hongrois à remettre en marche Radio Kossuth et une imprimerie pour sortir un journal, ce qui est actuellement particulièrement important pour renforcer le travail politique dans les masses.

2. Le camarade Konev nous a transmis les informations que vous lui avez données sur votre entrevue avec l'ambassadeur de Yougoslavie. Nous sommes en total accord avec votre réponse, selon laquelle il n'est absolument pas question de laisser partir en Yougoslavie Imre Nagy et les autres réfugiés à l'ambassade de Yougoslavie, puisqu'ils sont les organisateurs des manifestations contre-révolutionnaires et que vous ne pouvez admettre qu'il y ait deux gouvernements hongrois, un en Hongrie et un autre en Yougoslavie.

3. Un peu plus tôt, avant votre entrevue avec l'ambassadeur de Yougoslavie, vous avez, dans une conversation avec le camarade Andropov, exprimé l'avis qu'il faudrait peut être exiger d'Imre Nagy un document où il annoncerait sa démission et que Nagy et ceux qui sont avec lui rédigent un document où ils s'engageraient à ne pas faire de tort au gouvernement ouvrier et paysan de Hongrie. A titre préalable, vous avez donné votre avis personnel, selon lequel, si toutes les conditions susmentionnées étaient remplies, il faudrait laisser partir Nagy et son groupe en Yougoslavie pour ne pas tendre les relations avec les dirigeants yougoslaves. En même temps, vous avez justement noté que « *les Yougoslaves, apparemment, tentent de sauver Nagy non parce qu'il leur est particulièrement utile, mais de peur qu'à travers Nagy, il puisse leur arriver* "des choses qu'ils ne souhaitent pas" ».

L'appréciation parfaitement exacte que vous portez sur les motifs réels qu'ont les camarades yougoslaves de vouloir sauver Nagy et de le ramener en Yougoslavie, et la réponse que vous avez donnée à l'ambassadeur de Yougoslavie montrent que nous sommes d'accord sur le fond de la question, c'est-à-dire qu'il n'est en aucun cas question de remettre Imre Nagy et son groupe aux Yougoslaves.

Vous avez seulement des inquiétudes quant à une tension des relations avec les camarades yougoslaves à cause de Nagy. Sur ce point, dans une lettre du comité central du PCUS aux camarades Tito, Kardelj et Rankovitch, nous avons donné tout à fait ouvertement notre position sur la question d'Imre Nagy et de son groupe. Vous connaissez cette lettre, c'est pourquoi nous ne répétons pas les arguments qu'elle contient.

Nous considérons que les camarades yougoslaves doivent en définitive se convaincre de la justesse du point de vue que nous partageons et comprendre que, dans l'intérêt de notre cause commune, on ne peut agir avec Imre Nagy autrement que comme nous le proposons.

Nous considérons que les exigences répétées des Yougoslaves pour qu'on leur remette Imre Nagy et son groupe sont sans précédent et portent atteinte à la souveraineté de la Hongrie. En effet, qui pourrait comprendre en Hongrie ou n'importe où dans le monde que le gouvernement ouvrier et paysan hongrois devrait accepter que Imre Nagy et son groupe, qui ont ouvert la voie à la réaction et ont été écrasés, soient envoyés en Yougoslavie ?

La position des dirigeants yougoslaves dans cette question est contraire à la *Déclaration sur les fondements du développement et du renforcement ultérieur de l'amitié entre l'Union soviétique et les autres pays socialistes*, qui, comme on le sait, a été unanimement approuvée dans tous les pays socialistes. Cette position porte gravement atteinte à la souveraineté de la Hongrie, constitue une ingérence dans ses affaires intérieures, ce que ne peut permette aucun gouvernement qui se respecte. Nous sommes convaincus que si une position de ce type avait été adoptée dans des conditions semblables par un quelconque gouvernement vis-à-vis de la Yougoslavie, les dirigeants yougoslaves n'auraient même pas accepté la moindre discussion sur ce thème.

La question Imre Nagy, qui est l'objet d'un litige entre nous et les camarades yougoslaves, est une question de principe fondamentale, touche les intérêts fondamentaux de la Hongrie et, plus généralement, de la cause du socialisme. C'est pourquoi nous ne pouvons pas imaginer que, dans cette question, il soit possible de faire la moindre concession aux camarades yougoslaves, alors qu'ils ont entièrement tort, par crainte de compliquer les relations avec eux. Au contraire, nous pensons qu'il faut faire preuve de persévérance et de fermeté sur les principes dans cette question de la plus haute importance. La justesse de notre position est absolument évidente. Remettre Imre Nagy à la Yougoslavie porterait atteinte à la stabilité du gouvernement révolutionnaire hongrois et porterait un coup fatal à notre cause commune.

En ce qui concerne les documents qu'il faudra exiger d'Imre Nagy quand il sera déféré au gouvernement ouvrier et paysan hongrois, on pourra revenir plus tard sur cette question.

Rendez compte de l'exécution par téléphone.

A. Gromyko

APFR f.3 inv. 64 d.486 f. 39-42.

N° 20

Téléphonogramme d'Ivan Serov, de Budapest, au comité central du PCUS

9 novembre 1956

Au secrétaire du comité central du PCUS, le camarade Khrouchtchev N. S.

Hier, le ministre de la Sécurité, le camarade Münnich, a envoyé un ordre aux administrations régionales où il indiquait que, sur place, en dépit de l'interdiction du gouvernement, on constituait des organes de sécurité. C'est pourquoi il ordonnait à tous les collaborateurs de la sécurité de cesser tout travail dans ces organes et de rentrer chez eux.

Considérant que ce sont les collaborateurs hongrois des organes de sécurité, apparus après la prise des villes par les troupes soviétiques, qui, dans les sections spéciales des divisions, sont chargés de l'arrestation des insurgés contre-révolutionnaires, j'ai parlé aujourd'hui avec Münnich et lui ai demandé comment il envisageait de mener le travail de recherche et d'arrestation des éléments contre-révolutionnaire après un tel décret. Le camarade Münnich m'a répondu qu'il avait émis cette directive sur la base des instructions données par le gouvernement, comme prévu dans la déclaration du gouvernement.

Peu après, le camarade Kádár est arrivé dans le cabinet du camarade Mün-

nich et a dit qu'il voudrait me parler. Au cours de la conversation, le camarade Kádár s'est arrêté sur les points suivants :

1. Des représentants de certaines régions, notamment de Szolnok, ont dit à Kádár que les officiers de l'armée soviétique procèdent à de nombreuses arrestations et n'arrêtent pas seulement les éléments contre-révolutionnaires, mais également des participants de base au soulèvement. Ils considèrent qu'il ne faut pas faire cela, car les participants au soulèvement craignent beaucoup la vengeance du gouvernement, alors que, dans sa déclaration, celui-ci a dit que ceux qui rendraient les armes et cesseraient la résistance ne seraient pas punis. Le gouvernement hongrois ne doit pas se venger et se montrer cruel envers de tels éléments.

Et ensuite : le représentant de la région de Szolnok a dit à Kádár que, quand, dans la région, on avait arrêté 40 personnes, les représentants des ouvriers sont arrivés et ont dit qu'ils ne travailleraient pas tant qu'on ne libérerait pas les détenus. Dans d'autres régions, le bruit a couru qu'on avait arrêté 6 000 personne à Szolnok. Le camarade Kádár a indiqué que les anciens membres des services de sécurité, que le gouvernement a dissous, procèdent à des arrestations. Ce n'est pas notre intérêt devant le peuple que des membres des organes de sécurité hongrois participent aux arrestations. Nous devons considérer que l'état d'esprit des masses joue chez nous un grand rôle. Par leurs arrestations, les camarades soviétiques et nos collaborateurs des organes de sécurité peuvent susciter l'indignation des masses.

J'ai dit que les collaborateurs des organes de sécurité hongrois font actuellement un travail positif en arrêtant des insurgés contre-révolutionnaires. Dans quelques jours, quand les individus qui représentent un danger pour le gouvernement actuel seront isolés, alors, on pourra transférer ces collaborateurs sur un autre travail. Les camarades Kádár et Münnich ont été d'accord avec cette position.

J'ai expliqué au camarade Kádár que les sections spéciales des divisions ont reçu l'ordre d'arrêter tous les organisateurs de l'insurrection qui ont résisté les armes à la main aux unités de l'armée soviétique et tous les citoyens qui ont suscité et enflammé la haine populaire (pendant la période du gouvernement Nagy) contre les communistes et les collaborateurs des organes de sécurité, à la suite de quoi nombre d'entre eux ont été fusillés, pendus, brûlés. En ce qui concerne les participants du rang au soulèvement, ils ne sont pas arrêtés. Les camarades Kádár et Münnich ont été d'accord que ces instructions étaient justifiées.

Ensuite, j'ai ajouté qu'il n'était pas exclu qu'il y ait eu quelques arrestations non conformes aux instructions. C'est pourquoi les détenus sont soigneusement filtrés et ceux qui n'ont pas joué un rôle actif dans l'insurrection sont libérés.

Considérant l'attitude libérale adoptée par les dirigeants en Hongrie envers les ennemis, j'ai donné les instructions aux sections spéciales de transférer au plus tôt tous les détenus des régions et des villes vers la gare de Csap, et expliqué les questions d'organisation des "départements politiques" dans les régions.

2. Ensuite, le camarade Kádár a dit qu'au ministère de l'Intérieur (à Budapest), où sont concentrés un grand nombre de collaborateurs de la sécurité, il y a une atmosphère malsaine, parce que, parmi eux, certains ont travaillé sous Rakosi et ont joué un rôle négatif. C'est pourquoi il considère qu'il faut immédiatement déplacer ces camarades, leur donner un travail ailleurs.

De plus, il juge utile de dissoudre la direction de la garde, car ce sont des gens malhonnêtes.

J'ai exprimé le souhait que le camarade Münnich promulgue au plus vite, comme nous en avions convenu, un décret sur l'organisation d'une police populaire et qu'il la renforce par les collaborateurs honnêtes les plus dévoués, et également qu'il mette en place un "département politique" (un département de la sécurité) qui puisse se mettre au travail. Alors, la question sera réglée.

Nous avons convenu avec le camarade Münnich que, dans le département politique du centre, il n'y aurait pas plus de 20-25 collaborateurs officiels, les autres resteront secrets.

Feront partie du "département politique" : le service d'espionnage à l'étranger, le contre-espionnage, le service secret politique, le service d'enquête et le service spécial de tactique opérationnelle.

Le camarade Münnich a dit qu'il signerait demain un décret en ce sens.

Je fais une note à part sur le nombre d'arrestations et la saisie des armes.

APFR f.3 inv. 64 d.486 f. 78-80.

N° 21

Information du ministère de la Défense de l'URSS sur la situation en Hongrie à 9 heures, le 10 novembre 1956

Dossier spécial.

Abs. secret.

Ex. N° 1

Au cours de la journée du 9 novembre, nos troupes ont poursuivi la liquidation de petits groupes d'insurgés, ont désarmé les ex-militaires de l'armée hongroise et ont également procédé à la saisie des armes chez la population.

Un groupe d'insurgés a opposé une résistance acharnée dans un faubourg de Budapest, à l'extrémité nord de *(l'île de)* Csepel. Dans ce quartier, trois de nos tanks ont été abattus et brûlés.

La situation à Budapest reste difficile, la population manque de vivres et de combustible. Le gouvernement de J. Kádár, conjointement avec le commandement des troupes soviétiques prennent des mesures pour assurer le ravitaillement de la population de Budapest.

G. Joukov

APFR f.3 inv. 64 d.486 f. 96.

NDLR : Iouri Andropov : ambassadeur soviétique à Budapest ; Andreï Gromyko : ministre des Affaires étrangères soviétique ; Gueorgui Joukov : ministre de la Défense de l'URSS de 1955 à 1957 ; Anastase Mikoïan : membre du présidium du comité central (ancien bureau politique) du PCUS ; Ivan Serov : président du KGB de 1954 à 1958 ; Mikhaïl Souslov : membre du présidium du comité central du PCUS.

Appel du Conseil central du Grand-Budapest à tous les conseils ouvriers d'usine, d'arrondissement et de département (27 novembre 1956)

Suite à un appel lancé le 12 novembre, une semaine après l'attaque de toutes les villes de Hongrie par les troupes russes, par le comité révolutionnaire d'Ujpest (banlieue de Budapest), à la création d'un conseil ouvrier central, se forme le 14 novembre le Conseil ouvrier central du Grand-Budapest. Il décide le 19 novembre de convoquer un conseil ouvrier national, dont l'armée russe empêche la tenue le 21 novembre. Le conseil central répond à cette interdiction par un appel à une grève de 48 heures. C'est à la suite de cette grève massivement suivie qu'il lance l'appel suivant, qui définit une orientation politique. Face à l'accroissement de la répression, le conseil lancera un nouvel appel à la grève pour les 11 et 12 décembre. Après avoir arrêté ses dirigeants, Racz et Bali, Kadar dissoudra cet organisme, qui coordonnait et dirigeait l'activité indépendante des ouvriers de la capitale et de sa grande banlieue.

"Pour une Hongrie socialiste, indépendante et démocratique"

CAMARADES OUVRIERS ! Le Conseil central ouvrier des usines et des arrondissements du Grand-Budapest élu démocratiquement par la base vous adresse un appel et des informations dans le but de resserrer encore nos rangs et de les rendre plus unis et plus forts.

On sait que le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest a été créé sur l'initiative des grandes entreprises, le 14 novembre dernier, afin de coordonner le travail des conseils ouvriers des usines et de se faire le porte-parole commun de leurs revendications. Depuis sa création, le conseil central a, sans opportunisme, présenté aux instances les plus diverses les revendications des ouvriers du Grand-Budapest et, bien que les résultats ne soient pas suffisants, loin de là, nous pouvons néanmoins affirmer qu'au cours de ces négociations nous n'avons à aucun moment abandonné les objectifs essentiels de notre glorieuse révolution nationale du 2 3 octobre.

Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous défendons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante et à la manière hongroise. Nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. Nous considérons que le travail est la base de la société. Nous sommes des ouvriers et -nous voulons travailler. Voilà pourquoi nous avons convié au Palais des sports, à Budapest, pour le 21 novembre dernier, les représentants de la province, des départements, afin que, à la réunion d'un conseil ouvrier national, nous discutions des questions les plus importantes qui nous préoccupent, et notamment de la possibilité d'une reprise du travail.

Bien que nous ayons fait part à l'avance de nos intentions au gouvernement et que nous ayons même invité celui-ci à envoyer un représentant, le gouvernement a interdit notre réunion. Cette mesure inattendue a envenimé la situation. Dès que l'interdiction a été connue, les ouvriers des usines de Budapest ainsi que les travailleurs des transports ont cessé le travail et ont commencé une grève de protestation, sans avoir -reçu aucune directive du conseil central.

Malgré tout, nous avons établi des rapports avec les délégués de province. Nous avons voté une résolution stipulant qu'en dépit de la grève de protestation de 48 heures, nous étions prêts à reprendre le travail dans tout le pays sans pour autant renoncer à notre droit de grève, à la condition expresse que le gouvernement reconnaisse le conseil ouvrier national comme seul organisme représentatif de la classe ouvrière et qu'il

continue sans délai les négociations relatives à nos revendications. Celles-ci ont été définies par nous, le 14 novembre, conformément aux objectifs essentiels de la révolution.

Un comité ouvrier représentant notre conseil et complété par un membre de la délégation des mineurs de Pécskomlo a eu un entretien à ce sujet avec Jànos Kàdàr, président du Conseil des ministres, dans la nuit du 22 au 23 novembre.

Le 23 novembre au matin, Jôzsef Balàzs, l'un des membres de notre délégation, a annoncé personnellement à la radio le résultat de ces entretiens. Le président du Conseil des ministres avait reconnu le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest comme qualifié pour poursuivre les négociations et avait promis de soumettre au Conseil des ministres les revendications qui lui étaient présentées. Il avait enfin assuré que le conseil ouvrier aurait la possibilité de donner des informations sur les résultats obtenus au cours des négociations entre le conseil et le gouvernement.

Force nous est de proclamer que toutes ces promesses ne constituent pas grand chose. Néanmoins, nous avons décidé de reprendre le travail, car nous avions en vue les seuls intérêts du peuple.

Nous ne nous laisserons pas duper. Nous sommes persuadés du succès final de notre combat et nous essayons de prendre des mesures qui ne se retournent pas contre nous.

Le 23 novembre, une information a été publiée selon laquelle Imre Nagy et d'autres personnalités politiques qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie auraient quitté lés bâtiments de l'ambassade, après l'accord avec le gouvernement hongrois qui leur aurait fourni des garanties suffisantes. Le même jour, la radio de Budapest a annoncé qu'Imre Nagy et les personnalités qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie avaient demandé le droit d'asile à la République populaire de Roumanie. Etant donné que cette nouvelle a provoqué une grande inquiétude parmi les ouvriers, le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest a nommé une commission ayant pour mission de demander au gouvernement hongrois, au Haut Commandement des forces soviétiques stationnées en Hongrie, ainsi qu'à l'ambassade de Roumanie l'endroit précis où se trouvait Imre Nagy. Une fois cet endroit connu, la commission aurait à demander la possibilité de négocier personnellement avec Imre Nagy.

Il ne fait pas de doute que cet événement important n'a fait qu'augmenter la méfiance vis-à-vis du gouvernement. Toutefois, ainsi que nous l'avons déjà dit, *uniquement dans l'intérêt du peuple hongrois,* nous prenons position en faveur de la continuation du travail. En même temps, nous adressons un appel à toutes les usines du pays pour les inviter à faire de même après examen approfondi de la situation.,

Les usines se trouvent entre nos mains, entre les mains des conseils ouvriers. Afin d'augmenter encore nos forces, nous pensons que, en vue de mesures et actions unies, la réalisation des tâches suivantes s'impose :

1) Dans tout arrondissement et dans tout département où un conseil ouvrier d'arrondissement ou de département n'a pas encore été constitué, ces organismes sont à former d'urgence au moyen d'élections démocratiques organisées à la base. Les usines importantes et d'abord celles qui se trouvent dans les villes centrales des départements devront prendre l'initiative de constituer des conseils centraux.

2) Tout conseil central d'arrondissement et de département doit se mettre immédiatement en rapport avec le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest (15-17, rue Akacfa, téléphone 422130). Le président du Conseil central ouvrier est Sàndor Ràcz, président du conseil ouvrier de l'usine Standard (Beloiannis) ; son adjoint est Gyërgy Kalocsai, délégué du conseil ouvrier des Huileries végétables de Csepel ; son secrétaire est Istvàn Babai, président du conseil ouvrier de la Compagnie des tramways de Budapest.

Un représentant mandaté du conseil ouvrier départemental doit se rendre personnellement au secrétariat du Conseil

central ouvrier du Grand-Budapest, afin d'organiser le contact et de s'entretenir des questions d'actualité.

3) L'une des tâches les plus importantes des membres des conseils ouvriers d'usine consiste à s'occuper non seulement de l'organisation du travail, mais aussi à élire d'urgence les conseils ouvriers définitifs. Au cours de ces élections, nous devons montrer la même énergie pour combattre l'agitation de la dictature ràkosiste que celle de la restauration capitaliste. Les conseils doivent être composés d'ouvriers. honnêtes au passé irréprochable ! Au sein des conseils, les ouvriers devront posséder une majorité d'au moins deux tiers.

En ce qui concerne les attributions des conseils ouvriers, nous ne saurions être d'accord avec les ordonnances du Conseil du Présidium suprême promulguées à ce sujet. Nous maintenons que des conseils ouvriers doivent être formés dans toutes les compagnies de transports (chemins de fer, tramways municipaux, compagnies d'autobus), ainsi que dans toutes les entreprises où l'ensemble des travailleurs le réclame. Lors de l'entretien du 26 de ce mois, le président du Conseil des ministres a promis de soumettre notre position au Conseil des ministres. En attendant, nous invitons les conseils ouvriers créés dans de telles compagnies à poursuivre leur activité. Par ailleurs, nous ne saurions être davantage d'accord avec le décret du Conseil du Présidium suprême qui définit la compétence des conseils révolutionnaires créés dans les ministères et les grandes administrations. Nous voulons, en effet, un renforcement considérable de l'autorité de ces conseils.

Pour ce qui est dé la personne des directeurs, nous pensons que ces derniers doivent être élus par les conseils eux-mêmes après déclaration de candidature. L'entrée en fonction d'un directeur ne devrait pas être subordonnée à l'accord du ministre ou du ministère. Nous invitons les conseils ouvriers à mettre tout en œuvre pour la réalisation de notre position ; à ne pas accepter des dirigeants imposés aux usines, qui, dans le passé, ont fait la preuve de leur incompétence et de leur éloignement du peuple. Il faudra se méfier des arrivistes au passé douteux.

4) Par la suite, il est très important que l'élection des nouveaux comités d'usine soit assurée par les conseils ouvriers représentant la volonté authentique de la classe ouvrière. Les "syndicats libres", dont le nombre augmente sans cesse actuellement, tentent de s'assurer une popularité en formulant des revendications de salaires maximalistes. Il convient de préciser que les dirigeants de ces "syndicats libres" n'ont pas été élus par les ouvriers, mais désignés à l'époque ràkosiste, époque à laquelle ils se sont compromis.

Les syndicats essaient actuellement de présenter les conseils ouvriers comme s'ils furent constitués grâce à la lutte des syndicats. Il est superflu de préciser que c'est là une affirmation gratuite. Seuls les ouvriers ont combattu pour la création des conseils ouvriers et la lutte de ces conseils a été dans bien des cas entravée par les syndicats qui se sont bien gardés de les aider.

Nous pensons que les ouvriers ont besoin d'organisations qui défendent leurs intérêts, de syndicats et de comités d'usine. Mais de ceux qui sont élus par la base avec des méthodes démocratiques, de façon que leurs dirigeants soient d'honnêtes représentants de la classe ouvrière. Voilà pourquoi il importe que les comités d'usine soient élus de la façon la plus démocratique, une fois les conseils ouvriers définitivement constitués, afin que la composition personnelle de ces comités fournisse toutes les garanties pour la réalisation, des objectifs de la révolution.

Nous sommes hostiles au maintien des permanents syndicaux rétribués. En effet, l'activité aussi bien au sein d'un comité d'usine qu'au sein d'un conseil ouvrier doit être un travail social bénévole. Nous ne voulons pas vivre de la révolution et nous ne tolérerons pas que qui ce soit essaie d'en vivre.

Nous estimons que l'adhésion aux syndicats doit être libre, d'autant plus qu'on ne saurait préserver d'une autre manière les syndicats du danger de la

bureaucratisation et de l'éloignement du peuple.

Nous protestons contre la thèse des "syndicats libres" récemment constitués d'après laquelle les conseils ouvriers devraient être uniquement des organisations économiques. Nous pouvons affirmer que les véritables intérêts de la classe ouvrière sont représentés en Hongrie par les conseils ouvriers et que, d'autre part, il n'existe pas actuellement un pouvoir politique plus puissant que le leur. Nous devrons œuvrer de toutes nos forces au renforcement du pouvoir ouvrier.

5) Les conseils ouvriers d'arrondissement et de département devront rentrer immédiatement en contact avec l'organisme distributeur compétent de la Croix-Rouge. Ils devront envoyer leurs délégués à son siège central afin d'assurer une répartition équitable des denrées et des médicaments. Il est important que des experts figurent parmi les délégués.

6) Dans le but d'empêcher toute inflation, les conseils d'arrondissement et de département devront organiser le contrôle public des marchés et des halles centrales, afin que les travailleurs empêchent l'augmentation des prix. Des contrôleurs devront se présenter régulièrement dans les lieux de vente, clouer au pilori les auteurs d'infractions et, en outre, signaler à qui de droit tout abus.

7) Les conseils d'arrondissement et de département devront faire tout leur possible pour informer l'opinion publique. Toutes les fois que la chose sera faisable, ils demanderont que leur soit réservée une place dans la presse locale. Par ailleurs, ils devront fournir constamment des informations objectives aux travailleurs des usines et des entreprises. Pour cette raison, les conseils centraux des grandes usines doivent faire le nécessaire pour que cet appel soit distribué dans tous les ateliers. Ces revendications ayant été formulées à plusieurs reprises, le président du Conseil des ministres a promis qu'il soumettrait, le 27 courant, au Conseil des ministres, notre revendication au sujet de l'obtention d'une licence pour la création d'un quotidien. Cette demande une fois satisfaite, le problème de l'information serait résolu.

Pour conclure, nous dirons qu'aujourd'hui il est nécessaire que les conseils ouvriers, avec une unité et intransigeance complètes, servent — même avec la reprise du travail — la cause de la révolution du 23 octobre. Nous avons fait le premier pas, c'est au gouvernement de répondre. Tout cela peut durer plusieurs mois. Il nous faudra veiller avec vigilance, pendant tout ce temps-là, car la clique compromise de Ràkosi et Gerô essaie de pêcher en eau trouble et de restaurer son régime. Nos rangs se renforcent de jour en jour. Nous avons derrière nous des écrivains honnêtes qui ont joué un rôle important dans la préparation de la révolution, des artistes, des musiciens et le Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois, qui groupe toutes les organisations d'intellectuels. Une unité nationale, encore jamais vue, qui rassemble tous les Hongrois honnêtes, se constitue actuellement à la suite de nos combats. Regroupons-nous encore davantage, resserrons encore nos contacts entre conseils ouvriers et continuons à combattre avec une vigilance révolutionnaire pour notre objectif sacré, une Hongrie socialiste, indépendante et démocratique, édifiée selon nos caractéristiques nationales.

Budapest, le 27 novembre 1956
Le Conseil central ouvrier
du Grand-Budapest

Réunion du bureau politique du Parti communiste italien (30 octobre 1956) sur la situation du parti en liaison avec les événements de Hongrie

La discussion menée lors de la réunion du bureau politique du Parti communiste italien du 30 octobre 1956, dont nous reproduisons ici le procès-verbal, a été publiée en 1996 par les Editori Reuniti dans un volume intitulé *Quel terribile 1956*, qui contient les procès-verbaux de la direction du PCI entre le XX^e^ Congrès du PCUSD (février 1956) et le VIII^e^ Congrès du PCI (décembre 1956). C'est un volume passionnant sur la crise qui secoue alors le principal Parti communiste du monde, dont nous recommandons la lecture à quiconque peut lire l'italien.

Cette réunion se tient le 30 octobre, une semaine après la première (et brève) intervention des troupes russes (23-24 octobre) et avant leur seconde (et décisive) intervention, qui commence le 4 novembre, au lendemain enfin de l'attaque des troupes israéliennes, françaises et anglaises contre l'Egypte, coupable d'avoir nationalisé le canal de Suez que les puissances impérialistes considéraient comme leur propriété.

Frank Labrasca, qui a traduit ce texte, y a ajouté quelques notes. Les notices biographiques et explicatives indispensables à la pleine compréhension de ce texte et à la connaissance des divers protagonistes de la discussion engagée qu'il a préparées ne pourront être, faute de place, publiées que dans le prochain numéro. Rappelons seulement que :
— Palmiro Togliatti (qui, envoyé en Espagne en 1936 sous le pseudonyme d'Ercoli, y fut l'un des organisateurs de la politique du Comintern aux côtés... du Hongrois Ernö Gerö, agent du NKVD, plus spécialement chargé de la "chasse aux trotskystes") (1) ;
— Di Vittorio était le secrétaire général de la centrale syndicale CGIL, qui rassemblait en particulier la masse des ouvriers communistes et socialistes, et leurs sympathisants ;
— Berlinguer sera le successeur de Togliatti au poste de secrétaire général du PC italien et l'un des inventeurs de l'eurocommunisme ;
— *Azione communiste*, auquel il est fait allusion dans le débat, est un groupe d'opposants communistes dirigé entre autres par Giulio Seniga, qui vient de rompre avec le PCI.

---

(1) Il avait auparavant signé (et peut-être rédigé) un appel aux *"fascistes italiens de la jeune et de la vieille garde"* à réaliser l'unité avec les communistes sur le programme fasciste de 1919, considéré comme un programme de paix, de progrès social et de liberté (!), publié initialement le 1^er^ août 1936 et republié en français dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

"Soit on écrase le soulèvement, soit on finit par être écrasé par lui" (P. Togliatti)

RÉSUMÉ : **Présents :** Togliatti, Longo, Amendola, Li Causi, Scoccimaro, Sereni, Roveda, Pajetta, Dozza, Di Vittorio, Colombi, Berlinguer, Secchia, Roasio, Montagnana M., Montagnana R., Pellegrini, Terracini, Boldrini, D'Onofrio, Ingrao. **Absents :** Novella, Spano, Negarville. **Secrétaire de séance :** Amadesi.

1. Sur la situation du parti en liaison avec les événements de Hongrie (1).

Rapporteur : Togliatti.

Discussion : Pajetta, Di Vittorio, Roveda, Roasio, Secchia, Pellegrini, Amendola, Ingrao, Boldrini, Li Causi, Montagnana M., Colombi, Sereni, Dozza, Terracini, Berlinguer, Pajetta, Longo, Di Vittorio.

Conclusion de Togliatti. Après avoir répondu aux argumentations développées par les camarades, il souligne que la position exprimée dans le communiqué de la CGIL n'est pas juste. Il considère que les communistes membres du secrétariat confédéral auraient pu et dû insister pour obtenir une position plus juste et qui ne risquât pas de désorienter l'opinion des travailleurs. Il remarque en particulier et déplore que le camarade Di Vittorio ait ajouté au communiqué un commentaire personnel, non élaboré avec le secrétariat du parti et s'écartant de la ligne du parti.

Les camarades ayant tous exprimé leur accord, la réunion se conclut par l'approbation d'une brève déclaration destinée à la presse.

Procès-verbal

Présents : Togliatti, Longo, Amendola, D'Onofrio, Colombi, Pajetta, Scoccimaro, Di Vittorio, roveda, Dozza, Sereni, Berlinguer, Montagnana M. Montagnana Rita, Pellegrini, Terracini, Boldrini, Secchia, Ingrao, Li Causi, Roasio. **Absents :** Negarville (hospitalisé), Novella, Spano (absent d'Italie). **Secrétaire de séance :** Amadesi.

Ordre du jour

1. Sur la situation du parti en liaison avec les événements de Hongrie (rapporteur : Togliatti).

Togliatti : Comment le problème se pose-t-il ? Situation assez sérieuse dans le parti pour le développement des événements et de la manière dont *L'Unità* les a

(1) La première prise de position du PCI était contenue dans deux éditoriaux du directeur de *L'Unità* de l'époque, Pietro Ingrao, ainsi que dans un communiqué de la direction intitulé *"A propos des événements de Pologne et de Hongrie, et de la déclaration de la délégation qui s'est rendue en Yougoslavie"*, et paru dans *L'Unità* (26 octobre 1956), qui affirmait qu'en Hongrie, *"le fait essentiel est qu'il était nécessaire de repousser comme cela a été fait une offensive contre-révolutionnaire"*.

L'Unità (31 octobre 1956), publie un document où l'on peut lire les propos suivants : "(Dans le cours de la réunion...) *une totale unanimité de jugement s'est exprimée sur la ligne des positions exposées dans le récent article du camarade Togliatti. Un document où cette ligne est encore précisée dans tous ses aspects sera rendu public au plus vite. La direction considère comme légitime et non étonnant qu'il se trouve dans le parti des camarades qui expriment des opinions critiques et des inquiétudes qui sont en partie dictées par la gravité même des événements en question. La discussion doit avoir lieu sous les formes et dans les instances habituelles du parti, en repoussant avec détermination toute tentative pour la faire dégénérer en tentative de désagrégation et de discrédit du parti lui-même.*" Le document annoncé parut le 3 novembre dans *L'Unità*.

commentés. Différentes phases : appel à l'intervention soviétique, ultimatum aux insurgés, etc. Nous avons essayé de suivre la situation en nous basant sur les positions du gouvernement et du parti hongrois et en introduisant dans l'analyse des éléments critiques dans la ligne déjà suivie depuis des mois dans notre parti. Au début, face à la position du parti et du gouvernement hongrois, dont la direction avait déjà changé, nous avons condamné les soulèvements. Notre position a été élaborée non seulement par le directeur de *L'Unità*, mais aussi par certains membres du secrétariat (2). Les inquiétudes soulevées chez nous par l'intervention soviétique étaient encore plus grandes que celles suscitées par les événements de Hongrie en soi.

Développements ultérieurs de cette position dans nos commentaires. Réaction assez complexe dans le parti. Cela ne doit pas nous étonner, étant donné la manière dont se sont déroulés les événements. On constate deux positions extrêmes qui semblent se dessiner dans le parti, et qui doivent être repoussées.

1. Tout cela se produit à cause du XX^e^ Congrès. Position fausse, parce qu'elle aboutit à jeter par-dessus bord tout ce qui a été fait et est encore fait aujourd'hui de nouveau. Cette position est l'expression de l'amertume créée par la façon dont ont procédé les camarades hongrois. Les camarades qui adoptent cette position ne sortent pas des limites de la discipline du parti.

2. L'autre position erronée consiste à considérer que le soulèvement a été démocratique et socialiste, et que nous aurions dû le soutenir dès le début. En même temps, ces camarades attaquent le parti pour son silence sur les problèmes internationaux après le XX^e^ Congrès. Ce sont des positions prises par des organisations et des groupes de camarades à Pise, Mantoue, Modène, par la cellule Pintor (Einaudi) de Turin, par des journalistes et des intellectuels à Rome.

C'est au beau milieu de cette tourmente qu'est venue se placer une déclaration de Di Vittorio après la motion de la CGIL. En ce qui concerne la motion, il y a probablement eu un insuffisant travail de clarification parmi les socialistes et le souci de trouver un terrain d'entente. Cette déclaration n'a pas été mise au point avec nous et a accentué la désorientation du parti. Nous avons été informés que l'on tirait contre le régime populaire et que le gouvernement Nagy avait demandé l'intervention des troupes soviétiques.

Apre critique adressée par nous aux camarades hongrois. Il faut tenir compte de l'ensemble de la situation internationale lourde d'explosions (la guerre au Proche-Orient). En un tel moment, comment peut-on se solidariser avec ceux qui tirent contre nous, alors même que certains tentent de susciter une grande vague réactionnaire ? C'est le même souci qui m'a animé lorsque je me suis exprimé par écrit sur les événements de Poznan. Je n'hésite pas à critiquer dans les formes dues y compris Khrouchtchev, mais quand on en arrive à reconnaître le droit d'insurrection dans les pays de démocratie populaire, je me dresse contre cela. Nous sommes bel et bien intervenus sur le terrain international et nous avons adressé des critiques plus avancées que celle de n'importe qui aux camarades soviétiques. Je ne suis pas d'accord pour dire que Gomulka et Nagy constituent des exemples à suivre. Le discours de Gomulka est un bon document politique compte tenu du moment où il a été prononcé, mais il demeure faible sur la question du culte de la personnalité comme sur les problèmes économiques de la Pologne eux-mêmes.

En ce qui concerne la situation hongroise, les plus graves inquiétudes sont légitimes. Les camarades sont en train de déployer les plus grands efforts pour ramener le mouvement sur des bases saines.

(2) Togliatti fait ici allusion aux éditoriaux : *"Da una parte della barricata a difesa del socialismo"* ("D'un côté de la barricade pour défendre le socialisme") (non signé), et P. I., *"Il coraggio di prendere posizione"* ("Le courage de prendre position"), publiés respectivement les 25 et 27 octobre 1956. P. Ingrao a toujours assumé l'entière responsabilité de ces articles.(2) Togliatti fait ici allusion aux éditoriaux : *"Da una parte della barricata a difesa del socialismo"* ("D'un côté de la barricade pour défendre le socialisme") (non signé), et P. I., *"Il coraggio di prendere posizione"* ("Le courage de prendre position"), publiés respectivement les 25 et 27 octobre 1956. P. Ingrao a toujours assumé l'entière responsabilité de ces articles.

Différence entre le parti en Yougoslavie et en Hongrie. Pourtant, on continue à tuer les camarades hongrois. Nous ne pouvions fournir une appréciation des faites heure par heure. Nous devions garder notre sang froid, nous opposer à la vague antisoviétique et anticommuniste. Nous ne pouvons accepter cette façon de se déchaîner contre tout et contre tous. Il faut être solidaire de son camp, même quand il se trompe. Le débat dans le parti est légitime, le congrès a été convoqué et nous ne devons pas l'ajourner. Solidarité internationale et cohésion dans le parti contre des positions inacceptables. Faire les critiques qui doivent être faites, ne pas retourner en arrière, mais ne pas céder devant de telles positions.

Pajetta : Informations sur la situation du parti. Etat d'esprit peu satisfaisant dans le groupe parlementaire durant la discussion de l'autre jour. Natoli a refusé de prendre la parole. 5-6 députés auraient déclaré que notre position était erronée. Position de Giolitti. Intellectuels romains, professeurs universitaires et autres. Le groupe universitaire a demandé que le parti prenne la même position que la CGIL. Hier, ils ont transmis la motion signée par 101 personnalités. Une autre délégation a remis le document à *L'Unità*. Coup de fil de Muscetta. Les agences bourgeoises étaient en possession de ce document au même moment où on nous le remettait à nous-mêmes. Erreur de méthode de *L'Unità* dans la recherche de plusieurs signatures opposées à la publication du document dans la presse bourgeoise. Muscetta dit à la ronde que c'est moi qui aurait fait parvenir le document à la presse bourgeoise. Déclaration à Spriano. Caracciolo dit que le groupe parlementaire les soutient ; *"Le Gomulka italien, c'est Di Vittorio, Giolitti est d'accord avec Di Vittorio."* Cristallisation de ce groupe d'intellectuels, qui demande à présent un changement de direction. Salinari et Trombadori sont politiquement sur la même ligne, tout en ayant fait en sorte de briser ce groupe. Politiquement, on court le risque d'une avalanche plus importante. Ils disent que, dans les faits, on ne peut pas lutter sur deux fronts à la fois. Une partie de ces éléments est déjà en dehors du parti, d'autres n'ont encore pour le moment que des positions très critiques. Ils ont des relais au plan national.

Il Paese a pris des positions nettement antisoviétiques. Les camarades de *Paese Sera* ont pris position contre *L'Unità*. Certains déploient une action nettement provocatrice. Discussions en cours dans la rédaction turinoise de *L'Unità*. La cellule "Giaime Pintor" veut publier un manifeste aux ouvriers et aux paysans. Position du comité fédéral de Mantoue, de Forlì. La Bourse du travail de Livourne a proclamé une grève de solidarité de 15 minutes avec les insurgés hongrois.

Grand désarroi. Espoir que le gouvernement Nagy apporterait une solution satisfaisante en Hongrie. Ce matin, Nenni m'a dit : j'espère que les troupes soviétiques resteront, mais qu'elles ne tireront pas. Cependant, il est d'accord avec Lombardi qui a présenté au Comité pour la paix un ordre du jour contre l'intervention des troupes soviétiques. Situation extrêmement confuse dans le PSI. Gravité de l'article de Vecchietti paru aujourd'hui. Il faut prendre le temps.

Di Vittorio : Je veux expliquer dans quelles conditions les communiqués de la direction de la CGIL ont été amenés à prendre les positions bien connues. Je regrette que mes déclarations aient pu contribuer à augmenter le confusion dans le parti. Pendant plusieurs jours, je me suis efforcé de renvoyer la réunion de la direction confédérale. Les camarades socialistes, après s'être réunis, avaient décidé d'obtenir une condamnation de l'intervention soviétique en Hongrie. Nous étions soucieux d'éviter une rupture très grave dans la conjoncture présente. La CGIL doit rester à tout prix l'organisme unitaire des socialistes et des communistes. Accord facile avec les camarades socialistes sur les autres points de la résolution. Sur le point de l'intervention soviétique, nous avons tenté de donner la forme la plus légère possible à la formulation. Je crois que nous avons bien agi dans l'intérêt de l'unité. Par la suite, j'ai lu une déclaration aux journalistes pour faire comprendre que la résolution ne nous avait pas été imposée par les socialistes comme on ne cesse de le dire de façon insistante depuis quelque temps. J'ai paraphrasé la résolution en

passant sous silence l'intervention soviétique. Points critiqués de la résolution. Je ne crois absolument pas qu'il faut glorifier l'insurrection. Tout ce que j'ai dit, c'est que tous les insurgés ne sont pas des ennemis du socialisme. Quelques jours après le début du mouvement, il s'est avéré qu'il ne s'agit pas d'un putsch, mais de larges masses en action. Affirmations du journal du parti hongrois. Il est apparu que la seule voie pour une solution est celle d'un compromis entre les forces en lutte. D'autre part, il faut distinguer entre les contre-révolutionnaires et les masses désorientées. Dernière grave erreur de Gerö : son discours à la foule (3).

Togliatti : Personne ne dispose encore du texte de ce discours.

Di Vittorio : Une action plus politique du parti, même au début de l'insurrection, aurait pu isoler les contre-révolutionnaires. En nous ralliant purement et simplement à l'idée selon laquelle ceux qui ont pris les armes étaient des contre-révolutionnaires, nous aurions commis une erreur et n'aurions convaincu personne. Cette idée n'est même pas parvenue à me convaincre moi-même. Pouvons-nous défier une partie de la classe ouvrière ? De cette manière, nous ferions retomber sur notre parti les erreurs commises par les Hongrois. Différencier davantage notre position tout en soutenant les camarades hongrois qui se battent.

L'insurrection est un fait historique et nous devons en tirer les leçons. Il faut modifier radicalement les méthodes de direction dans les pays de démocratie populaire et y changer aussi de politique économique. Les plans doivent être discutés avec la classe ouvrière. Bien sûr, il convient de développer l'industrie lourde, et aussi l'industrie d'armement, mais les limites dans lesquelles cela doit s'inscrire doivent être fixées en accord avec la classe ouvrière. Dire ces chose ouvertement et franchement, qu'il y ait un lien profond entre masses et gouvernement.

Comment un fait de ce genre est-il possible ? Les gouvernements n'ont-ils pas senti l'état d'esprit qui était en train de naître ? L'Union soviétique aurait pu faire bien des choses pour atténuer ou vaincre cet état d'esprit. Les communistes polonais et hongrois savaient, mais, par conformisme, il n'ont pas dit la vérité aux Soviétiques. Démocratiser profondément est une condition de sauvegarde du système socialiste.

Je ne pensais pas que ma déclaration pût être utilisée par les éléments mécontents. L'essentiel, c'est la cohésion dans le parti, et, pour ma part, j'œuvrerai avec les autres camarades contre toutes les tentatives de désagrégation.

Roveda : Pour moi, l'article de Togliatti sur Poznan était juste. L'erreur, c'est de ne pas prendre la mesure de la provocation et de l'action de l'ennemi. Je suis également d'accord avec l'article de Togliatti de ce matin, qui pose le problème sur le terrain de classe face à la meute hurlante de nos adversaires. Les ouvriers n'auraient pas compris que *(sic)* l'armée soviétique ne soit pas intervenue pour défendre le socialisme. Les intellectuels après le XX[e] Congrès sont à l'affût de toutes les erreurs du parti. Je comprends la situation très délicate de la CGIL, mais il était possible d'éviter cette prise de position. Les socialistes veulent affaiblir notre parti et nous devons éviter tout acte qui puisse les y aider. Il est faux de dire que la position de la classe ouvrière est celle de la CGIL.

Di Vittorio : Le problème, c'est d'empêcher que le parti demeure isolé.

Roveda : Mais si vous amenez les ouvriers sur une base différente, à coup sûr, vous ne renforcez pas le parti. La position de la CGIL a donné crédit à l'opinion selon laquelle l'insurrection était juste, était socialiste. Vous vous êtes laissés impressionner sans bien connaître les faits.

J'ignore ce qui pouvait arriver sans l'intervention des troupes soviétiques. J'aurais critiqué l'attitude contraire.

Certains intellectuels ont un rôle trop important et désagrègent et désorientent le parti. Au congrès, il faut dire clairement que c'est la classe ouvrière qui doit diriger, et non les intellectuels et les étudiants.

J'approuve totalement l'article de Togliatti de ce matin. Il faut organiser de

(3) Di Vittorio se réfère au discours prononcé à la radio le soir du 23 octobre par Ernö Gerö, secrétaire du parti depuis le mois de juillet.

nombreuses réunions ouvrières pour l'expliquer.

Roasio : A Turin, la cellule de *(chez)* Einaudi a pris l'initiative en s'adressant aux camarades médecins et instituteurs. Mauvaise position de *L'Unità*, où nous avons envoyé D'Amico (4), qui a assaini l'ambiance. Que veulent-ils ? Pour rénover, ils proposent de révoquer tous ou presque tous les dirigeants nationaux, ils condamnent l'Union soviétique et l'intervention des troupes soviétiques. Au sujet de la position de Di Vittorio, il s'agit de raisonner avec sa tête et non avec son cœur, de ne pas fournir d'arguments à nos adversaires. Di Vittorio nous a dit des choses qui sont justes en soi ; mais n'avons-nous pas perdu nous aussi le contact avec certaines couches de travailleurs, et que devons-nous faire pour les reconquérir ? La désorientation existe aussi dans la classe ouvrière. Excellente réunion des camarades paysans dimanche dernier ; leur attachement au parti. Là où il y a démoralisation et action du patron, il y a aussi de bons cadres ouvriers qui sont désorientés. Il faut leur parler franchement. Difficulté à s'orienter. Un exemple : *L'Unità* de dimanche contenait quatre documents contradictoires. Au centre de tout, il y a l'antisoviétisme. Expliquer que c'est pour défendre le socialisme que les soldats soviétiques sont tombés à Budapest. Juste critique qu'il faut accepter : nos dirigeants, eux aussi, auraient dû faire leur devoir au Parlement. Chaque camarade doit agir sans hésitation pour déjouer toute manœuvre de désagrégation. L'autonomie des organismes de masse doit être conçue dans le sens de nos thèses : les communistes doivent être communistes partout.

Secchia : D'accord avec Togliatti et avec son article de ce matin, ainsi que celui sur Poznan. Prendre une position précise. Ne pas s'affoler, mais agir surtout auprès des rédactions de *L'Unità*. Au cours de la réunion régionale d'hier, tout le monde avait des positions justes. Mantoue s'était fait excuser, peut-être pour avoir le loisir de discuter entre eux, en dehors de notre présence. Les camarades des usines, eux, ne rédigent pas d'ordres du jour, mais ils viennent défendre les sièges du parti, tandis que les étudiants communistes n'arrivent qu'après pour nous présenter leurs motions et protestations. Aujourd'hui, on ne peut pas parler de deux positions extrêmes qui seraient sur le même plan. Personne, dans le parti, n'a soutenu la position sectaire. Quelles qu'aient pu être les erreurs, il faut défendre le pouvoir socialiste. On peut craindre qu'en Hongrie, ce pouvoir ait été perdu. L'autre position est active, nous devons la combattre avec énergie et esprit d'initiative. Gomulka et Nagy ne sont pas des exemples à suivre, en particulier aujourd'hui où ils sont contraints de dire certaines choses pour faire face à la situation. Il faut donc accorder davantage d'attention à ce qui se publie sur le journal. Je suis en désaccord avec la position de la CGIL. Nous devons avoir une position propre, afin de conquérir la majorité et nous battre pour la défendre. La ligne de la CGIL a désorienté les camarades, et certaines prises de position (voir celle de Plaisance) en sont la conséquence directe. Il faut nous habituer dans certains moments difficiles à être confrontés à des positions qui peuvent être différentes entre le parti et la CGIL, surtout si l'unité syndicale s'élargit encore.

Mais le problème est de savoir si nous nous battons sur notre propre ligne. Question de la grève de solidarité avec les victimes en Hongrie. Ne pas accepter immédiatement le compromis. Ne pas se taire surtout devant la violente campagne adverse. Ce n'est pas la première fois que nous résistons et que nous allons à contre-courant sans perdre pour autant le contact avec les masses.

Que de graves erreurs aient été commises en Hongrie, nous le constatons tous. L'essentiel, c'est de prendre position, de ne pas nous laisser influencer par l'adversaire, de défendre le parti. Nos ennemis prennent tous fait et cause pour un mouvement qui, objectivement, ne peut pas être socialiste. Nous pouvons faire front victorieusement à cette vague anticommuniste. Unité et solidarité internationale avec l'Union soviétique.

A Pavie, le parti est quelque peu démoralisé. Les ouvriers répondent avec esprit de classe. De nombreuses réunions ont été

(4) Vito D'Amico était alors responsable de la commission d'organisation de la fédération de Turin.

bien menées. Télégramme de Geymonat à Di Vittorio.

Pajetta : Apparemment, Geymonat est entré en relation avec *Azione comunista*.

Secchia : A Pavie, il y a des courants révisionnistes parmi les étudiants et les intellectuels. Vergani proposait que le parti prenne la position suivante : dehors les troupes étrangères de tous les pays.

A Brescia, certains camarades du CI de l'OM ont signé un texte de protestation contre l'intervention des troupes soviétiques. A Crémone, on constate une certaine démoralisation. On ne discute plus tellement sur les thèses et le programme. Il est à présent plus facile de battre les courants extrémistes. Au conseil provincial, DC et communistes ont parlé de paix, le porte-parole socialiste a, lui, attaqué avec violence.

A Varese, il y a eu de nombreuses réunions. Esprit de classe. Un courant très simplificateur : les Soviétiques ont bien fait d'intervenir ; un autre courant note la divergence entre parti et CGIL. A Brescia, dans le Val Trompia, certains éléments démocratiques ont manifesté des inquiétudes sur une possibilité d'affaiblissement du PCI. A Côme, les camarades ne comprennent pas pourquoi en Hongrie le parti n'était pas uni. A Lecco, le secrétaire de la fédération socialiste s'est rallié complètement à la position de Nenni. Une conférence de section de notre parti ne s'est pas bien déroulée. A Bergame, on assiste à une grande offensive du clergé. A Milan, les ouvriers sont venus défendre nos sièges. Chez les intellectuels, on n'assiste pas à un phénomène aussi général qu'à Rome.

Amendola : Je considère que la direction doit se rassembler autour de la ligne qui s'est dégagée ces derniers jours : solidarité internationale ; condamnation du recours aux armes dans les pays socialistes ; caractère socialiste des pays de démocratie populaire malgré certains aspects de dégénérescence ; ne pas céder au pogrome antisoviétique, alors que dans la CGIL on a bel et bien cédé sur ce point ; être solidaire de notre camp même quand il se trompe, défendre le parti. A la Chambre, les camarades ont bien fait de rester assis. Notre ligne n'a pas été comprise par tout le parti : il s'agit là de fissures qui se sont créées sous la pression de l'adversaire. La position des intellectuels romains constitue un fait grave. Il y a des camarades sérieux qui connaissent une crise de conscience. La position de Roveda, qui divise ouvriers et intellectuels, est erronée. La façon dont les rédacteurs de *Paese Sera* ont rendu compte des événements, y compris en forgeant de toutes pièces de fausses correspondances, constitue un fait grave. Des positions erronées se sont fait jour aussi parmi les ouvriers. Incertitudes dans les comités fédéraux.

Tout cela a été favorisé par les positions diverses exprimées à l'échelle internationale, une situation qui, à l'avenir, se reproduira souvent. La motion de la CGIL ainsi que la déclaration de Di Vittorio qui l'a suivie, et qui a fourni une justification à la position des intellectuels mécontents, ont pesé d'un grand poids. Je considère que tout le parti peut se retrouver autour de la ligne précisée aujourd'hui encore par Togliatti. Réunion des secrétaires de section à Rome. Nécessité d'une lutte sur deux fronts, et, là-dessus, je suis en désaccord avec Secchia, qui pousse surtout à la lutte contre le révisionnisme. L'existence de deux positions erronées de droite et de gauche constitue une réalité. Pression socialiste, révisionniste, dans de nombreuses localités, qui fait adopter des positions antiparti. Reconquérir le plus grand nombre possible d'éléments en frappant ceux qui mènent une opération de désagrégation. Mais cela présuppose une critique des positions de Di Vittorio. Il y a, d'autre part, dans le cadre du parti, une acceptation formelle du XX^{e} Congrès. Exemple : Masetti et ses discours prononcés en Calabre, que Colombi connaît. Dans de nombreux comités fédéraux se manifeste une incapacité à tirer les enseignements nécessaires des thèses, et la critique et l'autocritique n'interviennent que sur les instances du centre. Il serait gravement erroné de ne pas mener la lutte sur les deux fronts. En outre, l'activité d'*Azione comunista* trouve un certain écho. S'il est un camarade qui doit ressentir tout particulièrement la nécessité d'une lutte sur deux fronts, c'est bien Secchia.

La lutte sur deux fronts nous permettra d'unir et de renforcer le parti malgré la

gravité des événements internationaux. Nous réclamer du XX[e] Congrès, critiquer les retards qui se sont produits pour opérer les changements nécessaires, pointer les responsabilités pour ces retards : nous devons le dire aux camarades soviétiques. N'établir aucune différenciation entre ceux qui sont plus ou moins amis de l'Union soviétique. Faire les critiques nécessaires aux camarades des pays de démocratie populaire. Nous sommes allés plus loin que quiconque dans le domaine international, et, par la suite, nous avons fait un effort pour élaborer les thèses et le programme. Reprendre l'initiative de façon adaptée, y compris à l'échelle internationale. Diriger l'action de rénovation en nous rassemblant autour du camarade Togliatti. Eviter tout phénomène d'opposition systématique. Le camarade Di Vittorio n'y a pas veillé, il ne s'est pas demandé si certaines de ses attitudes ne facilitaient pas les oppositions.

Pellegrini : Malaise et difficultés en Vénétie. En général, les secrétariats prennent des positions correctes, mais dès qu'intervient la convocation du CF, elles perdent la boussole. Exemple de Padoue. On accuse la direction du parti de pas connaître la situation dans les démocraties populaires et de ne pas émettre un jugement rapide et juste sur les événements polonais et hongrois. On oppose Gomulka à Togliatti. On déclare qu'il faudra rénover la direction lors du congrès et que la ligne de la CGIL doit être imposée au parti. Influence néfaste des députés revenus de la Chambre, qui veulent prendre ouvertement position. En conclusion, déclaration erronée, mais rien sur l'intervention soviétique. A Venise, le CF s'est scindé en deux factions : la première, derrière le secrétaire fédéral, est sur des positions justes, l'autre est en substance défaitiste et antiparti. Dans les autres fédérations de la Vénétie, on n'a pas eu de positions de ce genre, mais je n'exclus pas qu'il puisse y en avoir dans des réunions plus larges du secrétariat. A la base règnent amertume et découragement, ainsi qu'une certaine perte de confiance à l'égard de la direction, mais on ne remarque ni esprit capitulard ni attitude antiparti. La position de la CGIL et la déclaration de Di Vittorio n'ont assurément pas contribué à aller dans le bon sens. Il faut consolider la confiance dans le comité central et dans la direction dans le parti. Il faut faire quelque chose dans ce sens. Faire un sérieux effort de contrôle sur *L'Unità*. L'édition de Milan du quotidien ne contribue pas à une juste orientation du parti. Il faut limiter les cancans, qui, à partir de Milan, se répandent dans les provinces par l'intermédiaire des correspondants locaux. Accord complet avec Togliatti. Il convient de mobiliser toute le parti sur la ligne qu'il a exposée. Il faut tordre le coup à l'idée que le centre voudrait stopper le processus amorcé par le XX[e] Congrès. Je suis donc d'accord avec Amendola sur la nécessité de la lutte sur deux fronts.

Ingrao : Il y a deux points que lesquels il faut prendre très clairement position. Nous ne pouvons pas légitimer la révolte armée dans les pays socialistes. Une chose est le jugement sur les causes des événements de Hongrie, une autre la justification de l'insurrection. Nous ne pouvons admettre que des camarades acceptent le fait que l'on aille renverser l'étoile rouge. Ce qui frappe, c'est qu'on n'assiste à aucune révolte intérieure contre de telles actions. Unité du parti et manière dont on mène le débat. Le camarade Di Vittorio, en faisant sa déclaration, ne pouvait ignorer qu'il tenait des propos différents de ceux de la direction du parti, pourtant, il n'a pas éprouvé le besoin de se concerter avec nous afin de trouver un terrain d'entente. Il faut que nous menions la bataille unis. Dans les positions des intellectuels romains, il y a des éléments de fractionnisme. Coups de fil, réunions fractionnelles, documents, etc., jusqu'à ce que les choses finissent par sortir de la ligne normale du parti. Il y a manque de clarté sur le centralisme démocratique. Des tendances anarchistes se font jour chez ces camarades, qui ont aussi des conceptions erronées sur ce que doit être le parti de type nouveau. Il y a une difficulté réelle du parti à assimiler ces éléments, mais ces derniers ont de leur côté une conception erronée du parti. Il faut donc mener la lutte politique y compris sur des positions de principe. Il existe un danger réformiste, qui exige un combat sérieux. Il faut mobiliser le parti, afin qu'il exprime solidarité et confiance.

A la base de ces égarements, il y a des problèmes politiques réels. Jugement sur

la révolte et contradiction qui s'ensuit. Manque d'un élan ouvrier pour la défense du pouvoir. Que défendons-nous ? Les camarades hongrois présentent tout ce qui a été fait comme un désastre. D'où le malaise créé aussi par l'intervention soviétique. Conception d'une complémentarité entre les voies nationales au socialisme et l'internationalisme qui n'apparaît pas en Hongrie. Profonde inquiétude sur les rapports avec l'URSS, d'où la naissance de positions antisoviétiques. Il faut préciser davantage notre position politique. Partir du XX[e] Congrès, le revendiquer comme notre initiative. De là découle la nécessité de lutter contre les incompréhensions de droite et de gauche. Il faut que nous élaborions notre propre analyse sur la Hongrie et sur la Pologne. Il faut préciser ce qui a été fait de valable dans ces pays sur les plans économique et politique. Les erreurs commises ont affecté la ligne, et non seulement la marge de l'élaboration d'une voie nationale au socialisme. Il y a eu de graves erreurs, qui ont consisté en une application mécaniste de l'expérience soviétique. Traits qui doivent marquer les rapports entre Partis communistes : autonomie, débat fraternel, solidarité.

Importance et poids décisif de l'Union soviétique : contre l'impérialisme, dans la construction du socialisme, dans l'aide aux pays frères. Il faut nous repositionner sur notre ligne en matière de politique étrangère : dissolution de l'UEO et du pacte de Varsovie. Unité du peuple hongrois pour le socialisme. A Milan, Di Vittorio, mais aussi Longo, ont pris des positions différentes. Il faut parvenir à une clarté qui convainque le camarade et l'aide à faire comprendre notre position aux autres. Il faut dire aux camarades soviétiques ce qu'on doit leur dire en partant du XX[e] Congrès et sans accepter pour autant toutes les positions des autres partis : Gomulka et Tito.

L'article de Togliatti de ce matin pose une série de problèmes, et il est inévitable que la presse romaine le déforme.

Il faut que la direction prépare un document bien élaboré.

On constate une faiblesse politique dans le groupe parlementaire et dans son secrétariat.

Il faut en rénover la direction et coopter au secrétariat du groupe au moins un camarade qui soit plus qualifié.

Je suis d'accord sur la fonction de *L'Unità* et sur l'attention qu'il faut prêter aux deux rédactions. Il faut organiser le débat qui s'est ouvert.

Boldrini : Il y a de grandes perplexités dans le parti. Sur certains problèmes, je suis moi-même perplexe. Emotion sentimentale et jeu de l'adversaire. Je n'ai pas de doutes sur la nécessité de l'intervention soviétique, qui m'a cependant plongé pendant quelques plusieurs dans l'amertume et la perplexité. Le peuple soviétique a remis le pouvoir aux Hongrois et doit ensuite intervenir pour le défendre. Pourquoi les insurgés ont-ils des revendications justes ? Il est clair aujourd'hui que même les contre-révolutionnaires se réclament du socialisme pour s'emparer de la direction du mouvement. Gravité de la position prise par Di Vittorio. Quelle est la ligne juste, celle de la CGIL ou celle du parti ? Cela met également en difficulté les autres organisations. Il y a une crise dans l'ANPI. Si c'est nécessaire, il faut voter dans les organismes de direction. Si le problème de l'unité se pose, nous débattrons.

Dans le parti c'est l'ensemble du XX[e] Congrès qui revient au premier plan de la discussion. Il faut insister sur le fait qu'il faut poursuivre sur la voie indiquée par ce congrès. Il faut dire de manière juste les choses nécessaires aux camarades soviétiques. Les camarades ressentent les contre-coups des événements. Dans certains cas, il faut frapper avec force les éléments diviseurs. On ne peut transiger sur la fidélité au socialisme. Amendola nous a appelés à être aux côtés du camarade Togliatti dans l'entreprise de rénovation du parti. Je dois faire mon autocritique pour ne pas avoir toujours fait tout mon possible dans ce sens. Je suis inquiet du fait qu'autour du camarade Di Vittorio il y ait des groupes qui tentent d'opposer la CGIL et le parti.

Je suis d'accord sur les faiblesse du groupe parlementaire. Une partie du groupe n'était pas d'accord sur le type de question posée. Il faut réunir les députés.

Li Causi : Le parti ne nous suivra que si nous avons des positions claires. Nous

connaîtrons des difficultés dans les conseils municipaux, provinciaux, etc. Il faut avoir une attitude qui serve aussi aux socialistes. Il convient avant tout de réaliser l'unité dans le parti et dans les organisations de masse en nous battant sur nos positions. C'est pourquoi je n'accepte pas l'argumentation de Di Vittorio : on ne préserve pas l'unité des travailleurs en se ralliant à des positions erronées.

Reconquérir la confiance dans la direction et dans l'Union soviétique : utiliser la semaine du 7 novembre. Faire les manifestations et nous battre contre les tergiversations et les capitulations. Il n'existe pas encore de véritable climat de croisade contre nous. Anxiété et inquiétude sur le point de savoir ce que nous devons faire. Réunion du comité fédéral de Palerme au cours de laquelle a été obtenue une rédaction juste d'une déclaration. Au comité fédéral d'Agrigente, je suis parvenu à obtenir une orientation juste. Les événements auront-ils une répercussion sur le groupe dirigeant soviétique ? Position supposée de Thorez. Grande valeur de la position qui sera adoptée par nous. Nécessité d'une lutte sur deux fronts, bien qu'il y ait indéniablement une certaine nuance entre ces deux positions, l'une et l'autre erronée.

Sereni : Je suis d'accord avec Togliatti.

Les changements intervenus dans les partis polonais et hongrois ont démontré qu'il n'y avait pas d'unité dans leurs directions.

L'unité de notre direction à nous est d'une importance fondamentale, et cette unité ne peut se créer qu'autour du camarade Togliatti. Avec sa déclaration, le camarade Di Vittorio s'est placé dans une position d'affrontement avec la direction. Il convient de ne pas susciter d'incertitudes et de désarroi. Nous sommes des éléments responsables et nous devons faire preuve de sang-froid et de clarté.

A Sienne, nous avons aussi discuté des thèses, du problème de la terre. Ne nous faisons pas d'illusions sur le fait que nous pourrons tenir tête à la campagne de nos adversaires par de simples réponses propagandistes. Il faut poser les problèmes de la lutte.

Il y a un danger à ne pas s'apercevoir que certaines choses doivent changer et que, par conséquent, on ne peut se contenter de lutter contre les intellectuels qui adoptent des positions erronées. Il faut discuter ouvertement de ces choses y compris au congrès, ce dernier ne devant être ajourné sous aucun prétexte. Il ne faut pas faire de pas en arrière sur la voie du XX[e] Congrès. Dans le document de conclusion de la présente réunion, il faudra réaffirmer notre unité autour du camarade Togliatti.

Montagnana : Je ne me suis jamais aperçu de l'existence de ces groupes, qui, autour du camarade Di Vittorio, s'opposeraient au parti. Il faut avoir une conception bien claire de ce que signifie l'autonomie syndicale. Je n'ai pas pensé que le communiqué de la CGIL avait été rédigé sans consultation avec le parti. Un tel fait peut avoir de graves conséquences. J'espère que, dans la CGIL, il n'y a pas accord sur la position prise. Il faut avant tout qu'il y ait accord sur la cohésion du parti. Pourquoi ne pas avoir dit que les socialistes avaient une position et nous une autre ? *L'Unità* doit faire davantage attention au choix des matériaux qu'elle publie.

Malaise dans le parti en général, et parmi les intellectuels en particulier.

Ne sommes-nous pas nous aussi responsables d'un certain "petöfisme".

Il faut faire tout notre possible pour ne perdre aucun camarade, mais on ne peut pas non plus ne pas finir par se résoudre à prendre certaines mesures organisationnelles. Il faut manifester davantage de vigilance et de soin à l'égard des cadres. Le groupe parlementaire n'est pas solide. Nécessité de la lutte sur deux fronts. Il est évident qu'on a assisté à la participation de certains ouvriers à la révolte, mais cela n'a pas été décisif. Il n'est pas vrai que les ouvriers ne se sont jamais laissés tromper par l'ennemi. Il y avait sans aucun doute une large masse d'ouvriers indifférents. Il est faux que, dans les rues de Budapest, on voyait ces derniers mois des gens émaciés et en haillons. Dans le parti hongrois, il y avait une grande carence de sensibilité nationale. Des erreurs bien connues ont été commises en matière de politique économique et agricole. Les dirigeants étaient déconnectés de l'état d'esprit des masses. La direction hongroise était divisée depuis

1919. C'est dans cette situation que l'ennemi organisé a pu s'introduire. En Hongrie comme dans les autres pays de démocratie populaire, le travail a un taux de rendement peu élevé. Il faut éclaircir et ne pas oublier les problèmes de lutte actuels.

Il faut que nous allions tous à la base, dans les sections et les comités fédéraux. Nous pourrons ainsi reconquérir beaucoup de terrain, même si cela ne se fera pas dans l'immédiat.

Dozza : Accord avec Togliatti et pas avec Di Vittorio. Réunion improvisée hier soir pour combattre les positions erronées d'un groupe de camarades intellectuels. Hier, réunion du comité fédéral. Dans les conférences de sections de dimanche dernier, on a pu constater un certain malaise face aux événements. Légère augmentation de la diffusion d'*Azione comunista*. Action du conseil provincial en direction des socialistes qui a donné de bons résultats, puisqu'elle a abouti à la présentation d'un ordre du jour commun. A la CDL, quelques camarades socialistes ont accepté de ne pas suivre la ligne de la CGIL. Quel attitude Bitossi va-t-il prendre au congrès de la CDL de Bologne ? Ne va-t-il pas contraindre nos camarades à polémiquer avec lui ? Les éléments mécontents parlent de tout en puisant leurs informations dans la presse adverse. Il ne faut abandonner personne à l'ennemi et continuer notre entreprise de reconquête. On parle trop peu de nos thèses et de notre déclaration programmatique. Il faut convaincre que nous désirons véritablement ce que nous avons écrit dans ces thèses et dans ce programme. Il faut vaincre une certaine résistance passive à mener réellement l'action politique qui a été définie. Lutte sur deux fronts, donc. Le développement des événements en Hongrie nous aidera à éclaircir les choses. Question du Proche-Orient et position à prendre à ce propos : dehors les troupes étrangères de tous les pays. Sensation que, ces derniers mois, nous avons été déficients sur le plan des initiatives. Dès que cela sera possible, il faut s'adresser aux socialistes et aux sociaux-démocrates pour leur proposer une plate-forme d'action.

Colombi : Le parti et son unité doivent être défendus comme l'a indiqué le camarade Togliatti. Problème de l'unité de la classe ouvrière que nous devons défendre. Des erreurs déconcertantes sont commises, y compris par les camarades soviétiques. Il faut que nous donnions notre avis y compris sur le discours de Gomulka. Il faut user de prudence à l'égard des camarades soviétiques.

Grave trouble dans le parti, qui reste cependant profondément sain. Réunion des camarades de l'usine des Ferriere (Fiat) de Turin. La lutte pour la liberté dans l'usine n'est pas menée : c'est une question de ligne du parti. Bonne discussion. D'accord pour la lutte sur deux fronts. Un secteur du parti est pleine d'amertume et il faut veiller à ne pas le jeter dans les bras d'*Azione comunista*. Il faut convaincre et faire la clarté. Ne prendre de mesures administratives que contre ceux qui adoptent des positions antiparti. Voir au sein de notre appareil et dans les journaux. J'ai usé de prudence dans mon rapport à la section de la CGIL en exposant la ligne du parti. S'il y a des critiques, elles ont un but politique bien déterminé.

Après le congrès, il faudra envoyer des délégations qualifiées dans les pays de démocratie populaire. Au sujet de l'observation d'Amendola, en ce qui me concerne, j'exprime ici mes positions et défends à l'extérieur la ligne du parti. La position de Di Vittorio ne peut pas être approuvée par la FSM, dont il est président. Sa méthode, qui consiste à faire tout tout seul, est mauvaise. Les socialistes tentent de s'emparer de la direction de la CGIL. Ce n'est que sur des positions justes que l'on peut défendre l'unité. Il faut éviter toute attitude d'affrontement. Le problème n'est pas celui de l'estime qu'on a pour Togliatti, mais celui de l'unité de l'organe dirigeant du parti.

Terracini : Problème du parti et du rapport du parti avec les masses. La situation est sérieuse. Les intellectuels qui se sont manifestés ont eu des possibilités d'expression dans le parti, qui leur ont conféré une certaine renommée dont on peut douter qu'ils auraient pu l'acquérir autrement. Le PCI travaille bien, il affronte les problèmes, va de l'avant. De temps en temps, se produisent de l'extérieur, en provenance des autres PC, des faits qui ont une influence négative. Les camarades

n'en comprennent pas les raisons et nous accusent de ne pas leur avoir dit la vérité. Le problème ne peut être résolu par le seul envoi de délégations.

C'est la première fois que le parti se trouve confronté à une révolte populaire dans un pays socialiste, et cela donne beaucoup à réfléchir.

Exemple de Cronstadt pendant la révolution russe, mais ce précédent est différent et bien lointain. La question la plus grave est celle de l'insurrection, et celle que nos adversaires exploitent le plus est l'intervention soviétique. Il faut poser aux camarades la question suivante : au moment où il ne restait pas d'autre moyen pour sauvegarder le pouvoir populaire, ne fallait-il pas recourir à cette solution ? Le parti a fait ce qu'il devait faire pour rechercher les causes de ce qui s'est passé. Thèses et déclaration programmatique doivent être au centre de notre congrès.

Dans le document qui sera rédigé, il ne faudra pas dire de manière spécifique que la direction est unie, parce qu'une telle déclaration peut suggérer l'hypothèse contraire (5).

Berlinguer : Les positions justes prises dans les jours derniers n'ont pas été acceptées par tout le parti. En Hongrie, on a assisté à une explosion de mécontentement populaire, et cela exige qu'on s'explique sur les causes. Ce parti-là s'est disloqué. Il y a une chose que je ne parviens pas encore à m'expliquer : l'ampleur des sentiments antisoviétiques qui se sont fait jour dans ces pays. Nous considérions certaines déclarations de Nagy comme des manœuvres tactiques. A présent, nous devons faire comprendre que notre appréciation est différente de celle de Nagy. En Pologne, on a vu se créer une étrange union nationale, qui ne peut subsister lorsqu'on avance sur la voie de la construction socialiste. Il faut chercher les raisons pour lesquelles tout un secteur du parti n'a pas compris la gravité des faits, les différentes déclarations polonaises et hongroises, et enfin la position de la CGIL. S'il existe deux positions entre les camarades de la CGIL et le parti, il faut qu'elles soient défendues de manière ouverte. Il y a un danger d'isolement, même si, dans certains cas, nous ne pouvons pas l'éviter et que nous devons alors faire davantage appel à l'esprit de parti et à la combativité. Je crois que nous pourrons difficilement échapper à la publication de la lettre des 101, que nous devrons accompagner d'une réponse adéquate qui peut trouver une résonance positive.

Pajetta : La chose exceptionnelle, c'est que lorsque l'armée soviétique a été appelée, elle n'a trouvé aucun front ami avec lequel elle aurait pu mener la bataille. D'où la difficulté à suivre les événements et à les expliquer. D'où le grand désarroi, même des meilleurs de nos camarades. Nous n'avons aucune baguette magique et aucun miracle n'est possible. C'est le coup le plus terrible que le mouvement ouvrier a dû encaisser. Pour aller de l'avant, il faut changer la manière d'agir. Le danger principal aujourd'hui, c'est le conservatisme. Cela signifierait n'avoir aucune confiance dans la classe ouvrière et dans le parti. Nous aussi, nous faisons preuve d'une disposition d'esprit d'une prudence excessive en présentant des listes fermées aux élections dans le parti.

Ceux qui ne comprennent pas qu'il faut diriger d'une manière nouvelle sont dans l'incapacité de diriger le mouvement ouvrier aujourd'hui.

Les Chinois ont suivi leur ligne, tandis que nous avons trop souvent érigé des fétiches. Il faut œuvrer avec prudence, mais avec fermeté, pour agir d'une façon nouvelle. Inquiétude à propos de la position des camarades soviétiques. Etablir sur des bases nouvelles les contacts que nous entretenons avec eux. Il convient d'être francs avec les autres partis frères aussi. Cependant, nous ne pouvons nous mettre du jour au lendemain à dire toutes les choses que nous n'avons jamais dites auparavant. Il faut adopter une méthode nouvelle. Dans le mouvement ouvrier, chacun doit assumer ses propres responsabilités pour son propre pays. Il n'y a pas toujours eu unité entre nous sur l'attitude à adopter envers les pays socialistes à telle ou telle occasion. Les Yougoslaves, quand ils sont restés seuls, ont engagé leur peuple sur leur politique, sur leur propre voie nationale au socialisme. Il faut que, nous aussi, nous développions notre propre politique

(5) Sic ! C'est assez extraordinaire.

et que nous suivions notre propre voie au socialisme.

Crise de confiance envers la direction du parti. Je suis stupéfait que cela se produise contre Togliatti. C'est une preuve d'égarement. Le parti accepte les thèses et le programme, mais je ne crois pas que nous soyons capables de l'amener à mettre en œuvre la ligne que nous avons définie. Nous ne mettons pas suffisamment en œuvre notre politique. Nous sommes incapables de réaliser la grève des travailleurs des chemins de fer, bien que ceux-ci le souhaitent. Il en va de même pour l'action parlementaire : nos députés se font élire, mais, ensuite, ils ne mènent pas cette action. Autre problème : comment doit-on diriger et traiter les cadres ? Exemple de Florence. Nous ne pouvons pas accorder trop de poids aux notables. Le problème de la direction est un problème sérieux. Les dirigeants doivent faire leur autocritique. Il est bien connu dans le milieu confédéral que Di Vittorio accorde peu d'importance à l'avis de la direction du parti. La discipline est indispensable. Je suis pour la lutte sur deux fronts, mais il doit s'agir d'une lutte, et chaque membre de la direction doit prendre ses responsabilités. Colombi est membre de la commission d'enquête dans les usines, mais que fait-il pour poser les problèmes au Parlement et dans la presse ? On peut dire la même chose pour Montagnana. Nous devons tous nous engager, et pas seulement dans notre secteur spécifique d'activité. Ceux qui se battent ne doivent pas avoir le monopole de la lutte. L'unité se réalise en travaillant et en luttant pour notre ligne commune. Il y a aussi une duplicité dans la pratique.

Je ne vois pas bien ce que nous allons dire dans notre document de conclusion. Admettre la discussion la plus large, se montrer compréhensifs, mais fixer une limite. Pour ma part, je ne publierais pas dès maintenant la lettre des 101. Je convoquerais une réunion où j'inviterais aussi d'autres camarades en les invitant à veiller à discuter dans le cadre du parti. Cela n'est pas possible si l'on n'affirme pas que l'on est en désaccord avec la position de Di Vittorio. Ne prendre des mesures administratives que si cela est utile pour faire l'unité contre le camarade sanctionné.

Scoccimaro : La méthode suivie en Hongrie a été erronée. L'histoire nous apprend où cela mène inévitablement.

Di Vittorio a commis une très grave erreur en ignorant l'expérience historique. Je souhaite aux camarades hongrois de parvenir à enrayer le glissement à droite de la situation, mais je doute beaucoup qu'ils y parviennent. Les élections qui doivent avoir lieu dans deux mois en Hongrie sont une véritable corde au cou.

Je suis d'accord avec Pajetta sur le fait que l'on ne peut approuver en bloc ce que dit Gomulka. C'est une grave erreur de soutenir qu'au cours des dix dernières années, on n'a commis que des erreurs et des crimes. Il y a beaucoup de choses à rénover dans le comportement du parti. Il ne faut pas se mettre à charger sabres au clair les camarades critiques, mais, d'un autre côté, nous ne pouvons tolérer les positions antiparti. Les 101 lancent des affirmations fausses. Notre condamnation du stalinisme est irrévocable, il n'y a pas de conception fétichiste du parti, et ainsi de suite. On ne doit pas tolérer que des permanents du parti ne fassent rien et s'occupent en revanche à préparer des documents de ce type.

Longo : L'erreur des camarades de la CGIL a consisté à s'être laissés influencer par la campagne adverse. Le fait essentiel, ce n'était pas l'intervention soviétique, mais la légitimité du recours aux armes, qui mettait en jeu le sort du régime socialiste.

Rien n'a été opposé aux insurgés et il aura suffi de quelques contre-révolutionnaires pour leur donner une orientation. Il faut organiser une campagne de prises de position dans les cellules et les sections en faveur de la ligne du parti, afin de se battre pour la rénovation en accord avec la direction.

Dans le document, il faudra développer la thématique exposée par Ingrao. En attendant, il faut publier un communiqué pour demain.

Di Vittorio : Je veux faire a clarté sur deux points : ce n'est qu'hier que j'ai entendu évoquer par un journaliste le fait que je me serais opposé à Togliatti. C'est une hypothèse que je n'aurais même pas pu envisager en raisonnant par l'absurde.

Je tiendrai le plus grand compte de ce qui s'est passé pour ne donner aucun prétexte qui puisse aboutir à ce que certains tirent de fausses conclusions. Je suis très sensible aux critiques qui sont adressées ici au document confédéral. Je n'aime pas l'Union soviétique moins que les autres camarades. Il n'est pas exact que la question n'ait pas été soumise à la direction du parti, voir la rencontre de Pessi avec Amendola (6).

Amendola : Ce que j'ai dit à Pessi, c'est de critiquer la demande d'intervention faite aux Soviétiques.

Di Vittorio : Nous avons discuté pendant des heures et nous avons essayé de nous en tirer du mieux possible. Dans le PSI, il existe deux courants à propos de l'unité syndicale. Les travailleurs socialistes sont liés à la CGIL, et cela constitue un obstacle à l'union des socialistes sur des bases social-démocrates. Jusqu'ici, nous sommes parvenus à empêcher que notre parti ne se retrouve isolé, et nous continuerons à l'avenir à nous efforcer qu'il en soit ainsi.

La seconde raison qui nous a conduits à accepter la formulation en question est la suivante : sur les problèmes intérieurs italiens, il existe un très large accord sur la base de nos thèses, et c'est pour cette raison que nous avons voulu éviter la rupture. Il faut à présent entreprendre une action qui modifie dans les faits la position qui a été prise, sans que cela aboutisse à créer un scandale.

Togliatti a parlé de la défense de notre camp. Je n'ai jamais soutenu la thèse de la légitimité de l'insurrection. La critique qui nous reproche de ne pas l'avoir condamnée est juste. Nous n'y avons pas prêté attention (7). Tout aurait été plus clair si, aux côtés de l'armée soviétique, il y avait eu des forces communistes et ouvrières (8). C'est cette absence qui chamboule le parti. Le problème était de se lier aux masses qui s'étaient soulevées ou à ceux qui les soutenaient, afin de trouver une solution. C'est cela que j'ai voulu dire. Ce qui s'est passé est très grave et doit nous servir de leçon. Je suis d'accord avec Pajetta (9). Il faut changer les méthodes de direction de manière à ce qu'un processus de déconnexion comme celui qui s'est produit en Hongrie ne se passe jamais chez nous. Je ne suis pas un franc-tireur dans le parti, comme l'a dit Pajetta. Je m'engage à coopérer avec les camarades pour assurer l'unité du parti sur une ligne juste.

Togliatti : J'adresserai quelques remarques à Di Vittorio. Il nous a raconté comment les choses se sont passées avec les socialistes. La première erreur des communistes du secrétariat confédéral a été de ne pas avoir insisté pour obtenir que, dans le document final, figure une formulation différente. Di Vittorio n'a pas tenté d'obtenir ce résultat, parce que, dans l'appareil confédéral et en lui-même, s'était fait jour la conviction qu'il était nécessaire de dire ce qui a été dit. Nous n'avons jamais affirmé que tous les insurgés étaient des contre-révolutionnaires, mais nous avons repris la formulation du gouvernement hongrois de bandes contre-révolutionnaires. Nous avons par la suite précisé et éclairci notre position jour après jour, alors que le document confédéral n'a été formulé que samedi soir. En Hongrie, ce n'est pas une discussion qui était en cours, mais un soulèvement contre le gouvernement. Il est complètement faux de penser qu'après la guerre de classe, tout le monde va se mettre d'accord pour le socialisme.

Comment ne pas penser qu'il existe une organisation contre-révolutionnaire, alors même que l'action contre les principaux objectifs gouvernementaux est menée selon des plans précis ? Dans une situation de ce genre, soit on écrase le soulèvement, soit on finit par être écrasé par lui. Di Vittorio n'a pas eu confiance dans le parti à propos de la position prise par ce

(6) Il est fort probable, en effet, que le "réformateur" Amendola, selon un comportement dont il a été coutumier tout au long de sa carrière politique, faute de "lutte sur deux fronts", ait bel et bien joué en l'occurrence un double jeu.

(7) Plus c'est gros... Mais on mesure bien ici le poids de l'appareil bureaucratique, qui peut amener un dirigeant ouvrier aussi aguerri que Di Vittorio à préférer passer pour un imbécile que pour un opposant à la direction.

(8) Pardi ! Si la réalité voulait nous faire la grâce de bien vouloir correspondre à nos désirs, tout serait tellement plus simple !

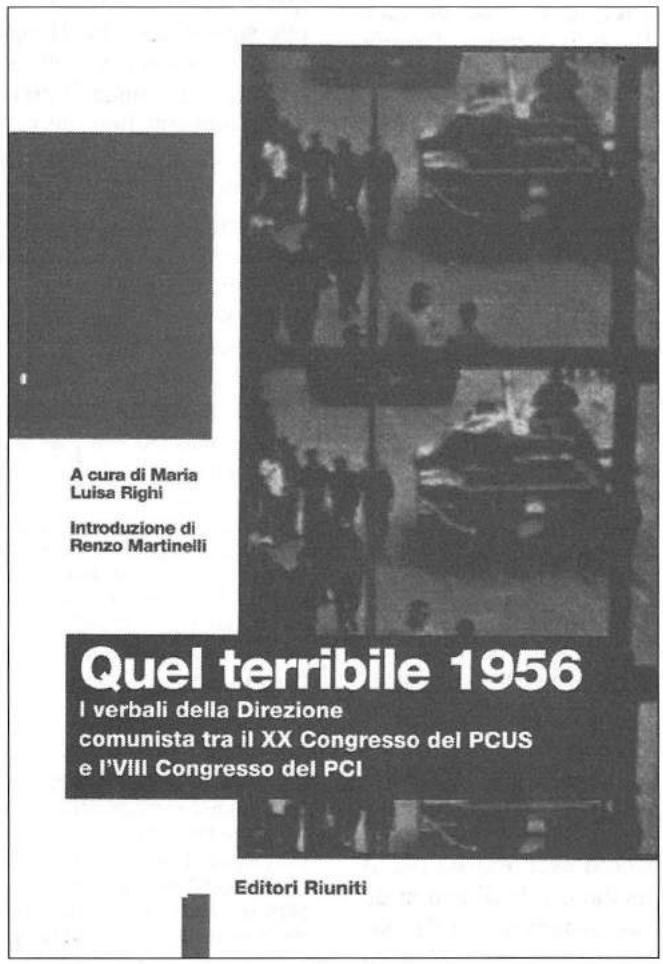
(9) Lequel vient pourtant de l'accuser d'être notoirement indifférent à la position de la directions du parti (cf. ci-dessus), ce que lui-même dément formellement en citant l'entrevue entre Pessi et Amendola. Comprenne qui pourra !

dernier, et il l'a remplacée par sa propre appréciation sentimentale et sommaire. Beaucoup des intellectuels qui nous écrivent aujourd'hui pour protester sont allés dans les pays de démocratie nouvelle et n'ont jamais émis une seule critique (10). Di Vittorio, qui est président de la FSM, ne nous a jamais fait savoir que les choses ne s'y passaient pas bien. On assiste à un relent de réformisme y compris dans le parti. Il n'est pas vrai que la liberté doive être au-dessus des réformes économiques. Nous savons bien que, pour construire le socialisme, il faut des sacrifices et aussi des restrictions, qui doivent être comprises et acceptées par les masses. Il ne faut pas se placer sur le terrain du libéralisme pur. Est-il juste d'affirmer que le parti ne doit pas diriger l'Etat ? Les camarades soviétiques ont obtenu des résultats sérieux en dirigeant l'Etat. Même en Yougoslavie, c'est bien ce qui se passe dans les faits. En Chine, le parti possède des fonctions gouvernementales extrêmement étendues.

Chaque expérience a sa propre valeur, mais elle n'est nullement obligatoire pour les autres. Je développerai toute une série de thèmes lors d'une prochaine réunion, étant donné l'heure tardive. Il faut préparer une résolution qui développe des aspects de nos thèses. Il faut adresser des critiques aux camarades soviétiques en partant du XX[e] Congrès, dont nous comprenons encore mieux la valeur à la lumière des présents événements.

La réponse de Di Vittorio n'a pas été celle qui aurait été nécessaire. Le problème, ce n'est la personne de Togliatti ou celle de Di Vittorio, mais bien celui d'assurer l'unité du parti.

(10) Touché ! Sur ce point, l'habileté manœuvrière de Togliatti se confirme une nouvelle fois.



Notes de lecture

David Wolff et Gaël Moullec : *Le KGB et les pays Baltes, 1959-1991* (1)

LE titre de cet ouvrage est quelque peu réducteur. L'activité du KGB et de ses ancêtres (NKVD, MGB, puis KGB) dans les pays Baltes, pendant la guerre et dans les quinze ans qui suivent, ne forme qu'une partie de l'ouvrage. Les auteurs, utilisant de nombreux documents d'archives inédits, étudient la politique du Kremlin dans ces pays surtout sous Staline et sous Khrouchtchev, ses fluctuations, les antagonismes qu'elle a provoqués, les problèmes et les résistances auxquels elle s'est heurtée.

Ils se penchent surtout sur la brève période de l'annexion des pays Baltes à l'Union soviétique au cours de l'été 1940, à l'invasion de l'Union soviétique par la Wehrmacht le 22 juin 1941, juste au lendemain d'une première vague de déportations en Sibérie d'éléments jugés hostiles (nationalistes, gradés de l'armée, hauts fonctionnaires et paysans étiquetés"koulaks"). Ils examinent aussi en détail la seconde vague des déportations en 1949. Les pays Baltes, surtout la Lituanie, ont offert une résistance acharnée à la réintégration dans l'Union soviétique. Cette résistance, menée par les "frères des bois", n'a pas été le seul fait des nombreuses forces qui avaient collaboré avec les nazis pendant trois ans. Les auteurs montrent que cette seconde vague de déportations vise plus la population locale qui soutient les groupes armés antisoviétiques que ces groupes mêmes, tapis dans les forêts et difficiles à déloger. Elle dresse donc la population contre le régime. Et la résistance se prolonge, surtout en Lituanie, où les maquis ne sont liquidés qu'au tout début des années 1950, peu avant la mort de Staline.

La partie la plus neuve du livre est sans aucun doute celle qui couvre les années 1953-1959. Au lendemain de la mort de Staline, Beria insiste pour que, dans les républiques où les aspirations nationales sont les plus puissantes (l'Ukraine et les trois pays Baltes), on promeuve systématiquement des cadres nationaux à la place des Russes et russophones un peu partout placés aux postes de commandes. La chute de Beria à la fin de juin 1953 n'inverse pas d'abord cette politique. Cette véritable dérussification de certains secteurs dirigeants a lieu en particulier en Lettonie, sous la direction de Berklavs, membre du bureau politique du PC letton, et qui bénéficie d'un large appui dans cette instance, d'où il ne sera limogé qu'en 1959.

Une note du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique qualifie en 1958 la politique systématique de promotion de cadres lettons dans la république de *"manifestation de nationalisme bourgeois"*. L'un des principaux dirigeants du parti en Lettonie, Latsis, rétorque que la note est unilatérale : *"Il n'est question que du nationalisme bour-*

(1) Belin, 238 pages, 30 euros.

geois et il n'y a rien sur le chauvinisme impérial" (russe). Berklavs affirme pour sa part : *"Nous devons porter à la connaissance de la direction du comité central du PCUS notre désaccord avec le ton politique général sur lequel est écrite cette note"* (pp. 140-141). Le ton, ici, n'est qu'une couverture du contenu. Chacun comprend que Berklavs n'est pas d'accord avec le contenu et ose le dire.

Certes, ce n'est pas la Hongrie de 1956 (qui, par ailleurs, rencontre des échos dans ces pays), mais c'est une opposition nette à Moscou, qui paralyse plus ou moins le KGB au moment même où, après l'amnistie décrétée par Moscou en 1954 et 1956, les exilés reviennent par milliers dans ces républiques en même temps que les déportés de 1941 et de 1949. Moscou rétablit sa mainmise et reprend sa politique de russification à partir de 1959. Mais le calme obtenu était trompeur et provisoire.

Les auteurs, dans leur conclusion, insistent sur un héritage inattendu des méthodes du KGB. Ils rappellent ainsi que *"les hommes politiques qui* (dans ces pays) *se prononçaient contre l'adhésion* (à l'Union européenne) *étaient dénoncés, traînés dans la boue et accusés d'être des hommes de paille du KGB"* (p. 228). Les partisans et les valets de Bruxelles reprennent ainsi à leur compte les méthodes mêmes du KGB dans ces pays : intimidation et diffamation. Ils ont changé de maîtres, pas de méthodes.

Jean-Jacques Marie

Naissance d'un syndicalisme étudiant 1946 : la Charte de Grenoble

ROBI MORDER, qui est le principal spécialiste en France de l'étude des mouvements étudiants, vient de coordonner l'édition d'une première synthèse à ce sujet. Ceux qui s'intéressent à la question, par curiosité ou par volonté politique, ne peuvent échapper à la connaissance de ce volume utile.

Il s'agit de *Naissance d'un syndicalisme étudiant. 1946 : la Charte de Grenoble*. Cette synthèse est judicieuse, parce qu'elle ne s'arrête pas à la publication de textes importants (la Charte de Grenoble, entre autres) et qu'elle ne se limite pas aux souvenirs des protagonistes (même si cette dimension est significative).

Loin des auto-flons-flons à la *Génération* de Hamon et Rotman, ce travail essaie de porter des éléments de connaissance précis et argumentés. De la même manière que la Charte d'Amiens est souvent évoquée, quelquefois citée, mais exceptionnellement publiée, la Charte de Grenoble est victime de son succès : son texte occupe les pages 127 à 131 du livre, incontestablement le noyau de l'ouvrage. Dès son article I[er], elle définit que *"l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel"*, ce qui pose la question des relations du syndicalisme étudiant avec le syndicalisme ouvrier confédéré. Elle définit, dès 1946, les moyens d'action, y compris les *"manifestations d'ensemble"*, les *"grèves d'abstention"* et les *"grèves d'occupation"*, thèmes qui, soixante ans après, n'ont rien perdu de leur vigueur, comme on a pu le voir. D'autres documents, notamment sur la lutte anticolonialiste de l'UNEF, sont publiés, qui, parfois, rompent avec l'image d'Epinal d'un "milieu" homogène.

Les analyses et les témoignages (quel que soit le désir des témoins) soulignent, à la fois, que la volonté de mouvements politiques d'intervenir dans le milieu fut toujours forte, plus particulièrement de la part de la Jeunesse étudiante chrétienne, favorisée par une forme d'absence des membres de l'Union des étudiants communistes (ou de ses autres appellations), mais aussi que ces dirigeants durent toujours tenir compte de la volonté des étudiants de défendre leurs revendications. C'était l'époque où, malgré des difficultés et des insuffisances, les étudiants pouvaient s'appuyer sur un vrai syndicat étudiant.

On constatera, enfin, avec quelque ironie, que dès l'époque l'UNEF fut un tremplin pour ceux qui se destinaient à une carrière parlementaire ou autre (l'index des noms est, de ce point de vue, jubilatoire).

Bien des débats vont commencer ou se poursuivre avec cette étude : c'est tout le mal qu'on lui souhaite.

Jean-Marc Schiappa

Chronique des falsifications

Une calomnie de M. René Rémond

« "Le négationnisme a trouvé des connivences à l'extrême gauche, en particulier chez les trotskistes" *(p. 21). Formule reprise plus loin, sous la forme :* "Les maniaques du négationnisme ne sont qu'une poignée, en dehors du leader du Front national et de quelques trotskistes" *(p. 48). Comme l'auteur ne cite et ne peut citer une seule preuve (un "péché" ?), cela constitue une calomnie pure et simple (René Rémond,* Quand l'Etat se mêle de l'histoire, *Stock, 108 pages, 12 euros.)* »

(Extrait d'un article de Jean-Marc Schiappa dans *La Raison,* juillet-août 2006).

René Rémond est rédacteur d'un texte intitulé *Liberté pour l'histoire*, où il est écrit : *"L'histoire n'est pas la morale."* Certes. Mais cette vérité n'autorise pas pour autant à considérer la calomnie comme une activité normale de l'historien.

Mais un homme qui a cru possible de laver l'Eglise de France de toute implication institutionnelle dans la protection et la dissimulation du collabo assassin Paul Touvier, assurées par une nombreuse cohorte de prêtres en tous genres et de tous grades, juge sans doute nécessaire de calomnier les trotskystes... en toute conscience, bien entendu.

Au fou !

Evoquant le meurtre d'Ilan Halimi par une bande de voyous *"au motif que les Juifs ont soi-disant beaucoup d'argent et sont solidaires entre eux"*, un certain Stéphane Zagdanski, auteur d'un ouvrage sur l'antisémitisme, déclare dans une interview au *Nouvel Observateur* (25-31 mai 2006) : *« Pour moi, entre ce raisonnement-là, et, un siècle plus tôt, celui de Marx quand il écrit dans* Sur la question juive *que* "l'argent est le Dieu jaloux d'Israël", *il n'y a aucun différence. Même si Youssouf Fofana n'a jamais lu une page de Marx, c'est le même délire qui se transmet souterrainement. »*

A délire, délire et demi. Aucune différence entre un tueur fou et... Karl Marx (dont, par ailleurs, la pensée est ainsi réduite par cet intellectuel de haute volée à un membre de phrase arraché de son contexte !), il faut oser l'écrire et l'imprimer.

Il est vrai que le *Nouvel Observateur* était un très chaud partisan du oui à la Constitution européenne (son directeur, Jean Daniel, est expert rémunéré en je ne sais trop quoi auprès de la Commission européenne).

Et que cet hebdomadaire a déjà publié un écrit de l'ancien maoïste Pascal Bruckner affirmant que, pour Marx, les Juifs avaient été les inventeurs du capitalisme, donc du mal... CQFD. Mais quand même !

J.-J. M.

Encore une fois, les fantaisies de Jacques Attali...

A l'occasion de la parution de *Karl Marx ou l'esprit du monde,* nous avons montré que Jacques Attali écrivait ou du moins signait n'importe quoi (entre autres, que les bolcheviks ont en octobre 1917 pris... *"le palais d'Eté"* (... au lieu du palais d'Hiver). Feuilletant au hasard son ouvrage sur *Les Juifs, le monde et l'argent,* édité en Poche, on trouve des perles, dont voici deux concernant l'histoire du bolchevisme.

Page 499, on peut lire : *"Exilé en 1908 avec Lénine en Europe occidentale, principalement en Suisse, Zinoviev devient l'un de ses plus proches collaborateurs. Trotsky et Litvinov font eux aussi partie de cet entourage."*

Passons sur le fait que, de 1908 à 1914, Lénine a passé l'essentiel de son temps en France, puis en Autriche, près de la frontière russe, mais considérer alors Trotsky comme membre de l'entourage de Lénine entre 1908 et 1917 relève de la plus haute fantaisie, puisqu'ils se sont vigoureusement opposés sur la conception du parti et de son unité. Page 567, on tombe sur la liste des Juifs membres du Parti bolchevique. On y trouve, selon Attali : *"Isaac Nahmpan Steinberg, écrivain yiddish, originaire d'une famille juive lituanienne, auteur d'une thèse de doctorat en droit sur la loi pénale dans le Talmud, membre de la fraction bolchevique dans le Parti social-démocrate russe, puis du Parti bolchevique."*

Steinberg n'a jamais appartenu ni au Parti social-démocrate, ni à sa fraction bolchevique, ni au Parti bolchevique. C'était un socialiste-révolutionnaire, membre de la fraction de gauche de ce parti, puis du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, et, à ce titre, commissaire du peuple à la Justice dans le gouvernement de coalition bolcheviks-SR de gauche de décembre 1917 à mars 1918, lorsque les S-R de gauche décidèrent de rompre avec les bolcheviks.

Erreurs, sans doute, et non véritable falsification... Mais le nombre de ces erreurs est si grand qu'elles modifient l'histoire.

Un problème similaire est posé par la communication suivante.

Délire, ignorance ou falsification ?

Un lecteur des *Cahiers du mouvement ouvrier* a attiré notre attention sur une énormité dans un ouvrage consacré à la Révolution française :

« Je feuilletais un livre récent, intitulé *Les 100 jours de Robespierre. Les complots de la fin,* éditions Granger, mars 2005, de Jean-François Fayard, docteur en histoire et en sciences politiques, diplômé de l'EHESS, sous la direction de François Furet, avec un travail sur *"La justice politique en France durant la révolution"*. Cet auteur est présenté comme un *"historien et spécialiste de la justice révolutionnaire (...), bousculant bien des idées reçues s'agissant de la figure emblématique de la Révolution : Robespierre"*.

Voilà, me semble-t-il, une excellente entrée en matière avec un tel pedigree (une petite tache, cependant : François Furet et une bibliographie bien mince). Quelle ne fut pas ma surprise lorsque je suis tombé sur la page 163, où est relatée la chute de Robespierre le 9 thermidor, quand je lus : *"Voici donc Bourdon (...).*

Il est suivi de près par Jacques Roux, un ancien curé entré dans les ordres révolutionnaires après avoir été condamné en 1785 pour "pillage d'églises", *qui se révélera comme un acteur furieux, ignoble parmi les plus ignobles et stupides de son époque. Bourdon et Roux pénètrent dans la salle de l'Egalité, où se trouvent Robespierre et ses "complices"."*

Passons sur la présentation peu flatteuse de Roux, un des plus célèbres "enragés", le "curé rouge", auteur du manifeste du même nom, qu'il présenta à la Convention le 25 juin 1793 au nom de sa section (des Gravilliers), haranguant les députés par ces mots devenus célèbres : *"La liberté n'est qu'un vain mot quand le riche à tout moment peut affamer le peuple."*

Le problème, c'est que le 9 thermidor an II (27 juillet 1794), Jacques Roux ne pouvait être avec ceux qui envahirent l'hôtel de ville pour arrêter Robespierre et ses amis. Il était déjà mort depuis près de six mois ! Dans la lutte contre les factions, dantonistes, hébertistes, enragés, il avait été arrêté en août 1793 : relâché, mais de nouveau arrêté, il finira par se suicider en prison le 10 février 1794.

Voici ce qu'en dit A. Soboul : *"Prêtre égalitaire, un militant lié au peuple et qui sut en traduire les aspirations avec une pénétration d'esprit, une sincérité, une chaleur peu communes".* »

Jean-Pierre Peyrard

Ajoutons simplement deux lignes à cette lettre : gageons que si Jacques Roux est qualifié *"d'ignoble parmi les plus ignobles et stupides de son époque"* par ce monsieur, qui, non content de "bousculer les idées reçues", bouscule aussi les faits les mieux établis, c'est sans aucun doute parce qu'il a prononcé la phrase que rappelle Jean-Pierre Peyrard : *"La liberté n'est qu'un vain mot quand le riche à tout moment peut affamer le peuple."* Comme quoi on peut être bardé de titres universitaires et n'être pourtant qu'un tout petit laquais du capital. Cela ne devrait néanmoins pas autoriser à envoyer un mort, même diffamé, arrêter Robespierre...

Le *Cahier du CERMTRI*, n° 122 : *Pologne-Hongrie 1956*

Le n° 122 des *Cahiers du CERMTRI* (1) sortira fin septembre 2006. Il est consacré au mouvement révolutionnaire de Pologne et de Hongrie à l'automne 1956. Il reproduit des documents et des articles de journaux de l'époque : *La Vérité* (trotskystes du PCI), *La Vérité des travailleurs* et *IV^e^ Internationale* (Secrétariat unifié), feuilles d'entreprise de l'UCI (Lutte ouvrière) et *L'Humanité* (PCF).

AU SOMMAIRE

Documents divers

Tibor Tardos (écrivain, membre du Cercle Petofi : *"Il y a 25 ans : Budapest, le cercle Petofi."*
Une caricature de *The Militant*, journal du SWP (juillet 1956).
Roman Zimand : un article de *Po Prostu*, daté du 4 novembre 1956 (Pologne).
Résolution des délégués du XI^e^ arrondissement de Budapest (12 novembre 1956).
Zygmunt Zareemba : *"La route de la Pologne vers le socialisme"* (*Correspondance socialiste internationale*). Un article du secrétaire du Parti socialiste polonais publié par le journal de Marceau Pivert.

La Vérité

La Vérité, n° 426 (12 octobre 1956) : *"Poznan : le drapeau rouge contre les bureaucrates."*
La Vérité, n° 428 (26 octobre 1956) : *"Vive la Pologne socialiste indépendante !"*
La Vérité, supplément au n° 430 (2 novembre 1956) : *"Vive les conseils ouvriers hongrois !"*
La Vérité, n° 431 (9 novembre 1956) :
— *"Gloire immortelle aux prolétaires hongrois"* (déclaration du bureau politique du PCI).
— *"La liberté est une et indivisible."*
— *"Il faut briser l'appareil stalinien."*
— *"La jeunesse polonaise aux côtés des révolutionnaires hongrois."*
La Vérité, n° 432 (16 novembre 1956) : *"La révolution hongroise, étape de la révolution mondiale."*
La Vérité, n° 433 (23 novembre 1956) :
— Déclaration du Comité international de la IV^e^ Internationale.
— Peter Fryer (correspondant du *Daily Worker*).

Documents du Secrétariat unifié publiés dans *La Vérité des travailleurs* et *Quatrième Internationale*

La Vérité des travailleurs, première quinzaine de novembre 1956 : *"La révolution politique en Pologne et Hongrie."*
La Vérité des travailleurs, deuxième quinzaine de novembre 1956 : texte de Pierre Frank.
La Vérité des travailleurs, première quinzaine de décembre 1956 : articles sur la Pologne.
Quatrième Internationale, décembre 1956 : E. Germain : *"La révolution politique en Pologne et en Hongrie"* (extraits).

---

(1) Disponible au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris, au prix de 4,60 euros + 1,45 euro de frais de port.

L'Union communiste internationaliste commence une publication systématique de feuilles d'entreprise (*Voix ouvrière*) et publie le n° 1 de *La Lutte de classe* le 24 novembre 1956. Ce groupe publiera en suite l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* :
— *La Lutte de classe*, datée du 24 novembre 1956 (éditorial).
— Journal de l'usine Citroën, 11 novembre 1956.
— Lettre ouverte aux militants de la CGT et du PCF de Renault (13 décembre 1956).

***L'Humanité* (Parti communiste français)**
L'Humanité (jeudi 25 octobre) : première page avec éditorial de Marcel Servin : *"Les événements de Pologne et de Hongrie."*
L'Humanité (samedi 27 octobre) : article *"Hongrie : hier encore, les émeutes contre-révolutionnaires ont continué."*
L'Humanité (vendredi 2 novembre) : article *"Hongrie : vers la formation d'un gouvernement présidé par le cardinal Mindszenty ?"*
L'Humanité (lundi 5 novembre) : reproduction de la première page et de la déclaration du bureau politique.
L'Humanité (mardi 6 novembre) : article *"Hongrie : jusqu'au bout, les bandes fascistes ont assassiné et allumé des incendies."*
L'Humanité (mardi 11 décembre) : reproduction de la première page : *"Les travailleurs hongrois ont déjoué les mots d'ordre de la contre-révolution."*

Le n° 2 des *Cahiers du mouvement ouvrier* en russe est paru à Moscou

Ce deuxième numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* en russe, de près de 300 pages, est consacré à la publication de textes sur la question nationale dans le Parti communiste bolchevique de Russie de 1917 à 1927, documents dont la moitié sont publiés pour la première fois en russe et en ex-URSS.
Les documents réunis dans ce volume sont rassemblés en six chapitres :
— Chapitre I^er^ : Les préparatifs de la formation de l'Union soviétique. "Parade des souverainetés" ? "Parade des autonomies" ? ou "Union de nations égales entre elles" ? (sur le Turkestan, l'Ukraine, débats du congrès des peuples d'Orient de Bakou).
— Chapitre II : Sur la question des nationalités ou sur l'autonomisation. Lénine et Trotsky contre Staline (textes de Lénine, Trotsky, Racovski, Kamenev, Staline).
— Chapitre III : La question nationale au XII^e^ Congrès du Parti communiste soviétique. Un compromis douteux.
— Chapitre IV : "La ligne politique ne vaut rien si sa mise en œuvre organisationnelle est faussée" (entre autres documents sur l'affaire Sultan-Galiev).
— Chapitre V : La délimitation nationale en Asie centrale. La fédération d'Asie centrale, "pro et contra" (documents en particulier du bureau de l'Asie centrale du Parti communiste soviétique).
— Chapitre VI : L'Opposition de gauche et la question nationale en 1927 (entre autres articles et lettres à Trotsky de Toumaïlov).

En vente au prix de 15 euros, port compris
(voir le bon de commande en page 7 de ce numéro).

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360